

L'Agriculteur Africain

Numéro 3 : Avril 1990

La voix des agriculteurs africains

Dans chaque numéro de *L'Agriculteur Africain*, nous présentons des profils de femmes et d'hommes qui, en dépit d'énormes difficultés, produisent la majorité des cultures vivrières et une large part des cultures commerciales dont l'Afrique dépend. Chaque profil se distingue par un fond coloré en vert et une carte du pays où est indiqué le village de l'agriculteur.

5 Les agriculteurs s'ajustent aux réformes économiques

Alors que les experts repensent les programmes d'ajustement structurel, les agriculteurs africains subissent les répercussions de ces politiques économiques.

17 Arrêter le désert

Conscients de la menace de la désertification, les Africains passent à l'action. Dans certains villages, ils ont réussi à arrêter l'avance des sables.

23 Les femmes agriculteurs sortent de l'ombre

Les femmes produisent environ 80 % des cultures vivrières africaines. Ce n'est que récemment cependant que les politiques nationales visant à accroître la production agricole ont commencé à tenir compte des besoins des agricultrices africaines.

29 Le crédit : élément clé de l'agriculture

Pour les agriculteurs qui souhaitent accroître leur production, l'accès au crédit est aussi important qu'aux semences améliorées, aux outils ou à la terre. Bien que les banques se montrent réticentes envers les petits exploitants agricoles, plusieurs programmes de crédit rural commencent à venir à l'aide de ceux-ci selon des formules novatrices.

34 Actualités

- Ce sont les politiques et non les phénomènes météorologiques qui sont à la base des problèmes agricoles.
- Banquiers et agriculteurs dans les échanges dette contre protection de la nature à Madagascar.
- La redécouverte de la pomme de terre.
- Réduire la faim dans le monde de 50 % d'ici l'an 2000.
- Les Masais : des nomades qui se mettent à l'agriculture sédentaire.
- Développement et participation populaire à la conférence d'Arusha.

Leadership : le facteur critique

41 S.E. Quett K. J. Masire : Le Botswana s'est remis de la sécheresse

43 Tswelopele Moremi : Accroître le revenu rural au Botswana

46 Bernard Lédéa Ouedraogo : La lutte contre la faim en Afrique de l'Ouest

La chronique africaine

49 Portrait agricole d'un pays
Burkina Faso

51 D'un agriculteur à l'autre
Forum d'agriculteurs au Nigéria

52 Profil d'un agriculteur
accompli
David Masai au Kenya

53 David Masai: Shamba Dogo
Limemletea Ufanisi

54 Les agriculteurs sont organisés
Le projet de Mogbele en Sierra Leone

55 Le courrier des lecteurs

56 Les produits de base



5



17



23



41



49



52

A l'écoute des agriculteurs

Nous avons appris à écouter les agriculteurs, à tirer parti de leur expérience et à travailler avec eux et non pas contre eux. Dans les zones vulnérables à la sécheresse, nous avons dû accepter que les agriculteurs courent des risques beaucoup plus grands que nous ne l'avions en général imaginé et que leurs réactions devant ces risques méritent d'être prises en considération. (Voir l'article en page 41.)

Quett K. J. Masire
Président, Botswana

Notre expérience est très modeste. Néanmoins, nous avons la conviction que la faim n'est pas une fatalité car nous avons pris conscience de nos forces et de nos capacités de nous organiser, de nous responsabiliser pour l'enrayer. Nous savons aussi que personne d'autre ne peut résoudre nos problèmes à notre place. (Voir l'article en page 46.)

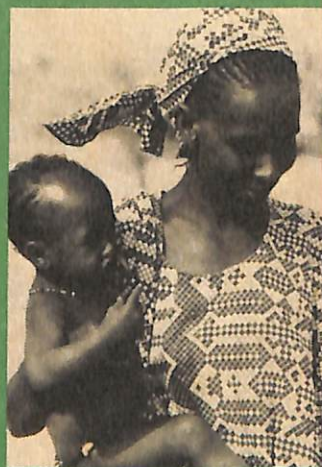
Bernard Ouedraogo
Co-fondateur, Mouvement Naam
et Six S, Afrique de l'Ouest

Le continent africain est en marche. Il a pris la route qui le mène à l'autosuffisance alimentaire. Avec la disponibilité accrue d'intrants et de conseils, ce processus, j'en suis persuadé, ne fera que se poursuivre en s'accéléralant, en dépit des sécheresses et des inondations inévitables.

D. R. Norman
Ancien ministre de l'agriculture
Harare, Zimbabwe



Yoram Lehmann / Peter Arnski, Inc.



John Isaac / UN Photo



John Isaac / UN Photo

Les gens en Zambie se font des tas d'idées fausses sur l'agriculture. Ils disent que l'on ne vit bien que dans les villes. Ils disent que l'agriculture est pour les pauvres, les gens sans éducation. Mais l'agriculteur est bien plus digne de louange que l'employé de bureau ou que le commerçant. L'homme ou la femme qui travaille dur dans son jardin a de légitimes raisons d'être fier de sa vie. C'est lui qui met la nourriture dans la bouche de sa propre famille ainsi que d'autres travailleurs. L'agriculteur nourrit la nation. Sans l'agriculteur, la nation périra.

Merfyn Temple
Auteur de *Voici comment devenir fermier*,
Zambie

Ces agriculteurs ne se laissent jamais aller au découragement. Ils savent résister au désespoir que peut susciter la vie dans le rude environnement qui est le leur, cette vie faite d'efforts et de sacrifices constants.

Abdou Diouf,
Président, Sénégal

Nous croyons que les femmes agriculteurs d'Afrique restent le point focal de la croissance. Elles jouent un rôle central dans la protection de la santé de leur famille, un rôle central en encourageant le processus d'éducation, un rôle central en inspirant confiance et respect de soi à la nouvelle génération d'Africains, et un rôle central, par dessus tout, en améliorant les ressources humaines de l'Afrique physiquement et moralement. Cela signifie qu'elles sont le point central de la croissance et qu'investir dans les femmes agriculteurs d'Afrique, c'est donc investir dans l'espoir.

Ruth Bamela Engo
UNIFEM

En raison du nombre de gens qui ont à faire face à la faim dans mon pays, j'ai décidé de retourner à l'agriculture pour aider à produire suffisamment de nourriture pour les gens de mon district. (Voir page 55.)

Innocent B. Okonor
Port Harcourt, Nigéria

En 1984, il ne restait pratiquement plus que du roc à nu dans ce champ. L'érosion avait emporté presque toute la terre arable. Avec les diguettes, l'année suivante, j'y cultivais du riz. (Voir l'article en page 17.)

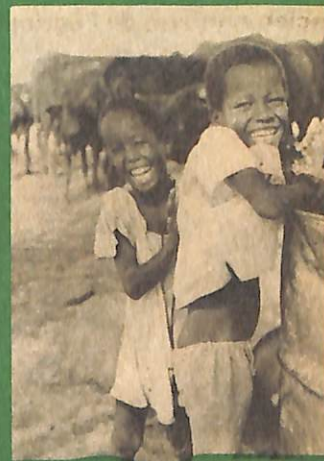
Bouraima Bellem
Agriculteur, Burkina Faso



Alex Zuckerman / Impact Visuals



Carlson Weiss



World Neighbors

Quand des personnalités d'Accra prennent la peine de faire tout ce chemin jusqu'ici pour nous rendre visite, ça nous encourage et ça nous dit que nos efforts pour nourrir la nation sont reconnus.

Un agriculteur du Ghana septentrional

Toute la richesse vient des idées. En réfléchissant, je peux aider le monde entier. Ce que je veux dire, c'est que si j'ai une bonne idée, une idée qui marche, d'autres l'adopteront et, petit à petit, l'idée se répandra.

Joseph Ngungu
Agriculteur, Kenya

Je ne peux pas me fatiguer à travailler la terre toute l'année pour voir ensuite les intermédiaires rouler en Mercedes. (Voir l'article en page 5.)

Un agriculteur du Kenya



Les agriculteurs s'ajustent aux réformes économiques

John Araka, Nigéria

Colleen Lowe Morna, Malawi et Zimbabwe

Ben Ephson, Ghana

Shadrack Amakoye, Kenya

John Mukela, Zambie

Shannon Horst, Sénégal

A Noël depuis deux ans, Regina Ofo, femme de 44 ans, se lève la première de son village pour aller tuer deux poulets et préparer un petit festin. Ce dernier Noël, à 7 heures du matin, elle a aligné 30 assiettes qu'elle a remplies de riz, de ragoût et de poulet, puis elle a appelé ses deux filles qui, vêtues de neuf pour l'occasion, sont allées porter une assiette à pratiquement chaque ménage du carré.

Dans le village d'Akiewe du district d'Isoko, dans l'Etat du Bendel, au Nigéria, c'est un signe de richesse que d'offrir ainsi à manger à ses voisins pour les fêtes. Que Mme Ofo ait été en mesure de le faire, et de s'acheter ainsi qu'à ses enfants de nouveaux vêtements, est la preuve d'une amélioration considérable de sa situation économique. Elle attribue cette amélioration au fait que les prix des denrées agricoles qu'elle produit ont pratiquement décuplé depuis la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel (PAS) du gouvernement fédéral en septembre 1986.

Lancés sur l'initiative de la Banque mondiale en 1980, les PAS visent à rendre les économies nationales plus efficaces, plus flexibles et plus aptes à utiliser leurs ressources. Les réformes politiques comportent une diminution du contrôle des prix, une réduction des déficits budgétaires, la dévaluation de la monnaie locale et la suppression des contrôles du commerce extérieur. Quelque 30 pays d'Afrique ont adopté ces programmes, ce qui les autorise à solliciter des prêts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), l'octroi de prêts par ces deux organismes étant subordonné à l'application d'un programme d'ajustement structurel.

Mme Ofo ne sait pas lire ; elle habite un village n'ayant qu'un accès limité aux médias ; elle ne sait pas ce que sont les PAS. Tout ce qu'elle sait, c'est que le travail qui est le sien depuis toujours, l'agriculture, lui rapporte à présent davantage. «C'est la première fois, dit-elle, que les agriculteurs reçoivent un juste paiement de leur travail.»

En revanche, l'augmentation des prix alimentaires laisse

de nombreux pauvres du Nigéria à la merci de la faim. Mme Ofo profite d'un succès bien mérité, mais les opinions varient considérablement quant aux avantages et aux inconvénients des PAS.

Les PAS sont conçus pour promouvoir un rétablissement des économies nationales et par là un développement à long terme, mais le processus est long et ardu. Des milliers de personnes perdent leur emploi à la suite des compressions de personnel effectuées par les gouvernements ; les prix des denrées alimentaires montent brutalement dès le retrait des subventions ; les ressources se font rares en raison de la hausse

L'Agriculteur Africain

s'est rendu dans les

villages pour examiner les

effets des programmes

d'ajustement structurel sur

la vie des agriculteurs.

de prix des marchandises importées et des réductions budgétaires. Les prévisions initiales des architectes des PAS estimaient qu'un grand nombre de pays d'Afrique donneraient des signes de redressement en l'espace de trois ans. Les économistes admettent à présent que les choses pourraient mettre bien plus longtemps.

Entre-temps, selon les critiques, les programmes d'austérité pèsent lourdement d'une part sur les classes les plus pauvres (en raison de l'augmentation des prix alimentaires et des réductions des services sociaux, santé et éducation) mais d'autre part s'avèrent également inefficaces à promouvoir un développement durable.

Néanmoins, devant le poids énorme du service de la dette, la diminution des revenus des exportations et les déficits budgétaires croissants, la plupart des gouvernements africains sont déterminés à accroître la production nationale et à attirer le financement international afin de redresser leur économie. Nombre d'entre eux se sont donc estimés obligés de mettre en œuvre des réformes économiques.

Les agriculteurs sont parmi les groupes les plus touchés par de telles réformes. L'augmentation de la production agricole est la fondation sur laquelle on s'accorde à faire reposer le développement de l'Afrique et les PAS changent la vie des agriculteurs, pour le meilleur et pour le pire. Ils le disent eux-même à *L'Agriculteur Africain* dans leurs

◀
Le commerce des oignons. Scène de marché au Zaïre, où un programme d'ajustement structurel a été instauré en 1982.

commentaires sur les cinq éléments principaux des PAS : la suppression des subventions, la dévaluation, l'augmentation des exportations, la privatisation et la réduction des déficits budgétaires.

I. Fin des subventions et politique des prix

La levée du contrôle des prix est l'un de ces éléments principaux. L'élimination des subventions gouvernementales et la libre fluctuation des prix des denrées alimentaires ont fréquemment pour effet d'accroître les revenus des agriculteurs et donc, théoriquement, de les inciter à produire davantage. Les agriculteurs qui produisent assez pour vendre, comme Mme Ofo, bénéficient de telles mesures.

Mais certains agriculteurs nigériens de l'Etat d'Imo doivent également acheter les denrées au prix fort pour assurer leur subsistance. Avant la mise en œuvre du PAS, à Emekuku, près de la capitale de l'Etat d'Owerri, Nse Nnachukwu réussissait à nourrir sa famille avec le manioc, les ignames et les légumes que produit son lopin de terre, complétés par la nourriture que les revenus de son petit commerce lui permettait d'acheter.

Le PAS a changé les choses. « Je ne peux plus nourrir ma famille, dit-il. La nourriture et les autres nécessités sont trop chères. Et je ne peux pas agrandir ma ferme : il n'y a plus de terres. » Son Etat est en effet l'un des plus peuplés du Nigéria.

Par ailleurs, J.C. Mhango, économiste principal au Département de la planification économique et du développement du Malawi déclare : « L'ajustement structurel a un effet indéniable en ce qu'il profite au producteur ». Il note en revanche que « les consommateurs ont souffert de la réduction des subventions », qui touche plus de 50 % des petits exploitants agricoles du Malawi.

Le Malawi est l'une des premières nations d'Afrique à avoir mis en place un PAS, en 1981. Pour les petits producteurs du Malawi qui génèrent un surplus, les réformes ont d'abord paru contradictoires. Les agriculteurs étaient incités à produire davantage, par la suppression du soutien des prix alimentaires, mais l'élimination simultanée des subventions à l'achat d'engrais, dont les petits propriétaires étaient les seuls bénéficiaires, a provoqué une flambée des prix des intrants.

Staniel Dikamdima, dont la ferme est à 17 km du centre commercial de Blantyre, dans le sud du Malawi, se souvient qu'entre 1980 et 1984, « le prix du maïs a doublé, et puis il s'est stabilisé jusqu'en 1988 ». En fait, essentiellement sous l'effet de la levée du contrôle des prix, les petits producteurs de maïs ont triplé leur production de 1981 à 1984, générant

Cultivateurs sénégalais préparant l'expédition d'arachides. Le PAS du Sénégal vise à accroître les revenus des exportations de 12,9 % par an.



ainsi un surplus et contribuant à la reprise des exportations du Malawi. A cette même époque, cependant, le prix des engrais quintuplait «et donc, ou bien vous vous passiez d'engrais, ou bien la majeure partie de vos bénéfices y passait», explique M. Dikamdima.

Selon un rapport de 1988 commandité par l'UNICEF, la consommation d'engrais au Malawi entre 1983-84 et 1986-87 a baissé de 7 % et la superficie plantée de maïs hybride de haute qualité (qui requiert une bonification des sols) a diminué de 50 %.

Le gouvernement a réinstauré les subventions des engrais l'an dernier et, compte tenu de l'augmentation de 44 % des prix du maïs pour la saison 1989, cette culture est redevenue intéressante pour les agriculteurs. En outre, l'intervention du secteur privé au plan du marketing a permis aux producteurs commerciaux de vendre à des prix encore plus favorables.

Dans l'ensemble, les petits exploitants agricoles comme M. Dikamdima ont bénéficié des réformes du Malawi. En revanche, celles-ci ont eu un effet pratiquement inverse pour Dester Mlondo. Cette mère de six enfants dont le mari a un emploi en ville, à Limbe, n'est pas en mesure de produire suffisamment, sur sa terre de 20 ares, pour nourrir sa famille toute l'année. La culture de rapport est donc hors de question pour elle.

Elle est souvent forcée par des impératifs financiers à vendre tout son maïs à l'époque de la moisson, où les prix sont déprimés. Avec la suppression du soutien des prix du maïs en 1987, ceux-ci montent juste avant la moisson en raison de la rareté de la nourriture. Pour nourrir sa famille, Mme Mlondo est alors obligée d'acheter du maïs à son prix le plus fort. «Tout est hors de prix», dit-elle avec un soupir.

Selon l'UNICEF, près de 40 % des petits propriétaires malawiens ne produisent pas de surplus, 40 % d'entre eux aux bonnes saisons uniquement et 20 % seulement de façon régulière. C'est pourquoi le Malawi a l'un des taux de malnutrition les plus hauts d'Afrique.

Pour assurer un soutien aux petits agriculteurs du pays, la Banque mondiale négocie actuellement avec le Malawi un prêt d'ajustement structurel agricole de 160 millions de dollars, assorti de conditions (réforme foncière, politique de crédit, formation professionnelle et prix) qui n'étaient pas incluses auparavant dans les PAS. «La réorientation et la définition des politiques peuvent faire beaucoup», déclare un haut fonctionnaire de la Banque mondiale. Entre-temps, les petits agriculteurs comme Dester Mlondo ne peuvent qu'attendre et espérer.

II. Dévaluation et prix à l'exportation

La dévaluation monétaire accompagne souvent l'élimination des subventions et la dérégulation des prix. Le principe est que lorsque la monnaie d'un pays diminue de valeur par

Après la dissolution de l'office

de commercialisation, les

négociants envahissent

littéralement l'Etat d'Ondo

pour y acheter du cacao.

rapport à celle des autres pays, le prix de ses exportations baisse de même et devient plus concurrentiel sur le marché international. La dévaluation contribue ainsi à accroître les exportations, et l'augmentation de la demande encourage les agriculteurs à produire davantage de cultures commerciales.

Par un ensemble de mesures de dérégulation des prix, de dévaluation et d'autres politiques, le Ghana a accru les incitations à la production de cultures d'exportation dans le cadre de son Programme de redressement économique lancé en 1983. Le prix de la tonne de cacao à la production est passé de 12 000 cedis (40 dollars) en avril 1983 à 174 000 cedis (590 dollars) pour la récolte de l'an dernier, atteignant ainsi l'objectif prévu. De plus, de 1984 à 1986, le Ghana a plus que doublé ses exportations de cacao. En revanche, l'augmentation de la production mondiale de cacao a entraîné une baisse progressive des prix sur les marchés internationaux ces dernières années. Les revenus des exportations de cacao ont néanmoins permis à l'économie ghanéenne d'atteindre un taux de croissance annuelle de près de 6 % et ont fait du Ghana un modèle pour les partisans des PAS.

Cependant, selon un sondage réalisé en 1987 dans quatre villages représentatifs de la région ashanti du Ghana par des spécialistes du United States Overseas Development Council et de l'Université du Ghana, à eux seuls 32 % des producteurs de cacao ghanéens — les gros producteurs — ont reçu 94 % des revenus bruts du cacao. Les 68 % restants — les petits producteurs — se sont partagé 6 % de ces revenus. De plus, la culture du cacao n'occupe que 18 % des entreprises agricoles du Ghana. Les autres exploitants agricoles ont vu leurs revenus stagner.

En tout état de cause, l'évolution des prix du cacao reste impressionnante ; elle l'est d'autant plus lorsqu'on l'envisage dans sa perspective historique. Le Ghana, bien que premier producteur mondial de cacao, a assisté dans les années 70 à un déclin de sa production provoqué par le manque d'incitations financières à produire et il était donc bien inspiré d'accorder une attention accrue aux producteurs de cacao. Toutefois, comme tous les pays africains exportateurs de produits agricoles, le Ghana n'a aucun contrôle sur les quotas à

La Banque mondiale, la CEA et les agriculteurs

Les programmes d'ajustement structurel (PAS) arrivent à la fin de leur première décennie. La Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) procèdent à leur réévaluation. Ces deux organismes ont toujours considéré l'agriculture comme un élément fondamental de la croissance africaine mais sont d'avis différents quant aux types de réformes à appliquer pour stimuler la production agricole. Ils reconnaissent à présent, au-delà de leurs divergences d'opinion sur la privatisation, les subventions et autres mesures, le rôle crucial que peuvent jouer les petits agriculteurs à condition d'avoir accès aux ressources essentielles telles que l'éducation, la santé, l'infrastructure, les technologies appropriées, le crédit et une organisation communautaire.

Dès le moment où la Banque mondiale introduisit les PAS en Afrique en 1980, ceux-ci suscitèrent une forte opposition. Leurs critiques, en Afrique comme hors d'Afrique, les considéraient comme trop lourds pour les classes pauvres. En outre, la mise en œuvre de PAS comportant souvent

«Les chances de progrès sont meilleures si les agriculteurs ont le contrôle.»

des réductions des budgets d'éducation, de santé et de recherche, les réformes sont fréquemment considérées comme à courte vue et contraires aux objectifs de croissance à long terme. Chose plus grave, disent leurs critiques, les PAS ont été imposés aux économies africaines par des organismes extérieurs plus soucieux de préserver le statu quo économique international que d'améliorer le sort des Africains.

Les objections africaines ont été exprimées de manière particulièrement apte par la CEA, agence des Nations Unies établie en 1958 pour promouvoir le développement économique et social sur tout le continent africain. Outre ses objections à l'impact social des PAS, la CEA a également mis en doute leurs avantages économiques et leur aptitude à promouvoir un développement durable.

À l'approche de l'an 2000, la Banque mondiale et la CEA examinent de près les besoins futurs des économies africaines. La CEA perçoit le besoin d'un ajustement

structurel plus «humain». Les réformes, selon la CEA, doivent être conçues par les Africains, non par des experts étrangers. Elles doivent inclure la participation d'Africains à tous les niveaux et procéder selon des modalités et à un rythme qui permettent aux économies nationales de se «transformer» en systèmes autosuffisants. Après trois ans de concertations avec des experts africains et internationaux, la Banque mondiale atteint la même conclusion.

En juillet dernier, la CEA a proposé une alternative aux PAS traditionnels, un «plan» de développement durable pour les Africains et par les Africains, intitulé *Cadre africain alternatif aux programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques*, ou CAA-PAS. Quatre mois plus tard, la Banque mondiale publiait son rapport intitulé *L'Afrique subsaharienne : de la crise à la croissance durable*, qui coïncide sur de nombreux points avec les analyses de la CEA. Les deux organismes accordent à présent la priorité à la sécurité alimentaire, à l'éducation et aux soins de santé. La Banque mondiale estime comme la CEA que les réformes ne peuvent réussir que si les gouvernements autochtones, avec le soutien de la population, appliquent résolument les programmes d'eux-mêmes. Les deux plans recommandent une démocratisation, une réduction des budgets militaires et une augmentation substantielle de l'aide internationale et tous deux considèrent les agriculteurs comme le principal moteur de la croissance.

«Nous avons tiré les enseignements de l'expérience acquise et des erreurs commises», déclare dans l'avant-propos du rapport de la Banque mondiale M. Barber Conable, président de l'organisation. Insistant sur la nécessité de poursuivre les efforts, M. Conable ajoute que «des mesures spéciales devront être prises pour atténuer la pauvreté et protéger les groupes vulnérables». Le rapport expose plusieurs propositions «visant à donner aux gens ordinaires et en particulier aux femmes le pouvoir d'exercer plus d'initiative», et recommande un élargissement du rôle des organisations non gouvernementales telles que les associations d'agriculteurs. «Le développement, dit M. Conable, doit s'effectuer à partir de la base et non à partir du sommet.»

Selon la Banque mondiale, pour que l'Afrique élimine la faim, son économie doit atteindre un taux de croissance annuel

d'au moins 4 à 5 %, cette croissance provenant en majeure partie du secteur agricole. A cet effet, les agriculteurs doivent avoir accès à une éducation et à des services de santé de qualité : «Plus instruit et en meilleure santé, le cultivateur est plus susceptible de chercher à améliorer sa productivité et de conserver les ressources», note le rapport.

Par ailleurs, les agriculteurs doivent jouer un rôle plus important dans la définition des politiques agricoles et de développement rural. De la sorte, «les services de vulgarisation agricole seraient perçus comme servant les cultivateurs au lieu de les commander».

Le rapport recommande six ensembles de mesures applicables à toutes les nations africaines :

- Élargir le rôle du secteur privé au niveau des prix, de la commercialisation et du financement ;
- Mettre au point et diffuser des techniques nouvelles ;
- Améliorer la sécurité foncière et mieux protéger l'environnement ;
- Développer l'infrastructure rurale pour renforcer les liens avec les zones urbaines et améliorer la commercialisation ;
- Encourager les associations rurales et les groupements de femmes à participer davantage à la prise de décisions.
- Promouvoir la coopération régionale, surtout en matière de commerce de produits alimentaires et de recherche commune.

Mise à part une insistance portant sur la première recommandation, les plans d'ajustement traditionnels ne comportent aucune des autres mesures énoncées ci-dessus. Et — excepté pour la première recommandation — toutes ces mesures sont également recommandées par la CEA dans son CAA-PAS. Ce cadre a été adopté par l'Organisation des États africains et a fait l'objet d'une résolution des Nations Unies adoptée en novembre et demandant à la communauté internationale d'en faire «la base d'un dialogue constructif et d'une concertation productive».

La CEA caractérise les PAS traditionnels comme «détruisant la trame de la société africaine» en provoquant une augmentation du chômage, de la malnutrition et de la pauvreté, et un abaissement des niveaux d'éducation et de formation. «Des réformes visant simplement une amélioration des bilans financiers et des structures de prix ne sauraient induire une transformation de l'économie et un développement soutenu», note la CEA-PAS.

Les vues de la Banque mondiale semblent refléter à présent celles de la CEA. Plutôt que d'entretenir le débat sur l'efficacité des PAS, le dernier rapport de la Banque s'oriente vers un consensus quant à la voie à suivre pour assurer le développement économique. Selon ce rapport :



T. La. Stan

«Les chances de progrès sont bien meilleures si on laisse les agriculteurs prendre l'initiative — c'est-à-dire vendre leurs produits librement, investir comme ils le souhaitent, créer leurs propres coopératives de crédit, d'approvisionnement et de vente, gérer leurs propres systèmes d'irrigation, être propriétaires de la terre qu'ils exploitent et assumer la responsabilité de la protection de l'environnement. C'est l'avenir de l'Afrique qui est en jeu : il faut faire appel aux meilleurs cerveaux, arrêter les meilleures politiques et choisir les meilleures méthodes ; il faut, à tous les niveaux, être pénétré de l'urgence de la tâche à accomplir.» ■

— Ann Lynn Foster

l'importation et autres mesures protectionnistes des pays acheteurs de cacao. En outre, le prix international du cacao, comme celui des autres denrées alimentaires, poursuit son évolution descendante. De 1986 à 1988, cette chute des prix a coûté à l'Afrique 50 milliards de dollars.

Importations et inflation

La baisse du prix des exportations n'est pas le seul effet de la dévaluation monétaire. Le revers de la médaille est l'augmentation du prix des marchandises importées et la poussée inflationniste résultant de la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie locale. Contrairement aux pays industrialisés, les pays d'Afrique sont rarement en mesure de substituer des produits locaux aux importations essentielles (bien qu'ils s'y efforcent actuellement). Il n'existe simplement pas de production locale de pièces pour tracteurs, de pesticides, d'engrais, de carburant et d'autres intrants. Paradoxalement donc, alors que les pays dévaluent leur monnaie pour augmenter les prix payés aux agriculteurs pour les cultures d'exportation, ces mêmes agriculteurs n'ont souvent plus les moyens d'acheter les intrants importés qui leur permettraient d'augmenter leur production.

Au Kenya, dans le district de Trans Nzoia, à 400 km au nord de Nairobi, Robert Otsyula, éleveur laitier du village de Kiminini se trouve devant ce dilemme. Il possédait une vieille fourgonnette dans laquelle il transportait son lait jusqu'au marché voisin de Kitale.

«Cette fourgonnette est tombée en panne il y a deux ans, explique-t-il, et je n'ai pas pu la réparer à cause du coût de l'entretien.» Il doit maintenant recourir aux services des Crémeries coopératives du Kenya (KCC) pour le ramassage journalier de son lait. Mais les véhicules des KCC ne sont pas des plus fiables. «Parfois ils ne passent pas, et mon lait est perdu», dit M. Otsyula.

Yunisa Mohammed, agricultrice de 49 ans à Wa, dans le nord-ouest du Ghana, rêve d'acheter un tracteur et se plaint amèrement du coût élevé du matériel. «Combien d'entre nous, agriculteurs de subsistance, peuvent se payer un pneu de tracteur qui coûte environ 140 000 c (475 dollars) ? Et si un pneu coûte ce prix-là, imaginez combien coûte un tracteur !» La réalité est qu'un tracteur coûte au Ghana 15 000 dollars, soit 15 fois le revenu annuel moyen.

Bénéfices et cultures commerciales

Propriétaire d'une grosse ferme proche de Lusaka, en Zambie, Sam Kaposhi a essayé de bénéficier des incitations gouvernementales qui visent à encourager la production de

▲ Ramassage du maïs dans de vieux sacs d'engrais, dans une ferme du Zimbabwe : l'an dernier, le gouvernement a relevé le prix du maïs de 10 %.

cultures commerciales telles que le blé et les graines d'oléagineux.

En 1987, M. Kaposhi s'efforçait de récolter plus de 60 hectares de fèves de soja et quelque 20 hectares de blé. «Ma récolte est déjà en train de se détériorer, expliquait-il à l'époque. Si je n'ai pas une moissonneuse d'ici un mois, toutes mes fèves risquent d'y passer.»

Au début de la saison 1988, M. Kaposhi emprunta 1,4 million de kwachas à la Zambian National Commercial Bank (ZNCB) pour acheter la moissonneuse. Mais l'argent fut retenu à la ZNCB en raison de retards à la banque centrale de Zambie dans le traitement de la demande de devises étrangères nécessaires pour importer la machine.

Puis, le 30 juin de l'année dernière, la Zambie dévalua le kwacha de 60 %. «Il va falloir que j'emprunte davantage, et à 33 % maintenant au lieu de 25 %. Je fais un pas en avant et deux en arrière», dit M. Kaposhi, visiblement soucieux.

III. Incitations à l'exportation

Tout comme la suppression des subventions et des contrôles de prix a pour but d'encourager les agriculteurs à produire davantage pour la consommation locale, les dévaluations visent en partie à les inciter à produire davantage pour l'exportation. Un troisième élément essentiel des PAS est la libéralisation du commerce en général et l'accroissement des exportations en particulier. Au Nigéria, le président Ibrahim Babangida s'efforce de réduire la part prépondérante des exportations de pétrole dont dépend son pays. Le prix à la production du caoutchouc a augmenté considérablement depuis la dévaluation du naira et l'office de commercialisation a été supprimé dans le cadre du programme d'ajustement structurel de M. Babangida.

Dans l'Etat du Bendel, à Iluelogbo-Oweh, Young Idogho qui est acheteur de caoutchouc depuis plus de 20 ans est particulièrement satisfait de la hausse du prix du caoutchouc qui a suivi immédiatement la mise en place du PAS en 1986. Cela faisait plus de 10 ans que personne ne voulait récolter le caoutchouc, dit-il, en raison des prix ridiculement bas. C'est maintenant devenu le pilier de l'économie locale et grâce à la hausse du prix — résultat de la dévaluation et de la dérégulation économique — on a recommencé à exploiter dans la région du delta de l'Etat du Bendel des millions d'hévéas qui avaient été abandonnés, ce qui a créé des milliers d'emplois.

Un tel succès n'est pas règle générale en Afrique, où de nombreux facteurs peuvent contribuer à inverser les effets bénéfiques attendus des PAS. Au Kenya, à Apokor, village isolé situé à 500 km de Nairobi, Bornface Sirali Lubyu cultive du coton. Selon lui, les producteurs de coton n'ont jamais bénéficié de la hausse des prix en raison de difficultés qui dépassent le cadre des programmes d'ajustement.

Un des grands problèmes est le retard des paiements. Au plus fort de la «crise du coton» de 1988, plus de cent cultivateurs se sont rendus au commissariat du district pour réclamer le paiement de leur récolte de l'année précédente. En 1989, les producteurs de thé de Murang'a, province du centre du Kenya, ont perdu des millions de shillings en raison des systèmes de recouvrement défectueux. Certains producteurs de café sont en proie aux mêmes difficultés. Ils ont atteint un point de désillusion tel qu'ils songent sérieusement à déraciner leurs caféiers et les remplacer par des cultures vivrières, ce qui est interdit. Un agriculteur déclare cependant avoir arraché ses caféiers pour planter de la vigne. «Je ne peux pas me fatiguer à travailler la terre toute l'année

Que signifie . . . ?

On trouvera expliqués ci-dessous certains des termes relatifs aux programmes d'ajustement structurel les plus communément employés.

Déficit budgétaire :

Déséquilibre financier résultant d'un excès des dépenses par rapport aux recettes de l'Etat provenant des impôts et autres sources.

Dévaluation :

Diminution de valeur d'une monnaie par rapport à une ou plusieurs autres. En schématisant, si un pays dévalue sa monnaie de 50 %, il faut deux fois plus de cette monnaie nationale pour acheter un dollar des Etats-Unis, un franc français ou une livre sterling. Et le dollar des Etats-Unis, le franc français ou la livre sterling

permettent maintenant d'acheter deux fois plus de marchandises du pays. La dévaluation a pour but de rendre les produits du pays plus intéressants à l'exportation et d'augmenter le prix des importations pour en diminuer la demande dans le pays.

Inflation :

Période de hausse générale des prix au-delà de la normale. La levée des contrôles des prix dans le cadre de PAS peut contribuer à l'inflation.

Privatisation :

Processus de réduction de la part du gouvernement dans les secteurs économiques de la production et de la distribution. Le gouvernement vend les

entreprises qu'il possède au secteur privé et encourage la participation du secteur privée à l'économie du pays. Les PAS s'efforcent, par les privatisations, de rendre l'économie plus compétitive de façon à assurer une affectation plus efficace des ressources.

Subvention :

Aide financière du gouvernement visant à maintenir les prix à des niveaux artificiellement bas pour les consommateurs. Les subventions permettent aussi souvent d'aider les agriculteurs à acheter des intrants agricoles tels que l'engrais et les pesticides. Les PAS tendent généralement à éliminer ces deux types de subventions.



Martha Naphiyo

Ancienne institutrice, Martha Naphiyo jette un regard en arrière 14 ans après son départ en retraite et se demande pourquoi elle n'est pas devenue agricultrice plus tôt.

Quand elle était institutrice, Mme Naphiyo touchait un traitement de 51 kwacha (18 dollars) par mois. Les œufs qu'elle vend lui rapportent à présent deux fois cela, par jour, et l'élevage de volailles ne constitue qu'une partie de ses travaux dans sa ferme de cinq hectares.

Bien qu'elle travaille avec son mari, lui aussi retraité de l'enseignement, elle est généralement considérée comme la force qui fait le succès de leur exploitation agricole, située à 20 km au sud de Blantyre.

«Au début, je n'avais que 400 poulets, dit-elle. Comme les choses marchaient bien, j'ai commencé à cultiver du maïs et j'ai continué à élever mes poulets. Aujourd'hui j'ai 700 poules qui me rapportent un bon revenu.»

C'est le plaisir de produire pratiquement tout ce qu'on achète en magasin qui a poussé Mme Naphiyo vers d'autres activités. «En 1984, j'ai décidé de faire de l'élevage laitier, parce que je trouvais que ce serait bien d'avoir du lait frais le matin.» A cette époque, le gouvernement encourageait les petits producteurs laitiers, et le moniteur des services de vulgarisation apporta volontiers son aide. Aujourd'hui, les vaches de Mme Naphiyo produisent un surplus de 5 litres de lait par jour.

Obligée de construire des enclos et des barrières, elle décida d'établir sa propre pépinière après avoir assisté à un stage de sylviculture. Sa terre produit à présent du beau bois d'œuvre. «Je vais aussi m'en servir comme bois de feu, dit-elle. Ça me gagnera du temps que je pourrai consacrer à de nouveaux projets.»

Outre ses multiples activités agricoles, Mme Naphiyo est également trésorière du club agricole local et présidente du club d'élevage de volaille. Généralement, estime-t-elle, «les femmes sont meilleures administratrices que les hommes, parce que quand nous avons de l'argent, nous l'investissons pour la famille ou pour la ferme. Quand les hommes ont de l'argent, ils s'en vont boire de la bière». ■

pour voir ensuite les intermédiaires rouler en Mercedes», s'exclame-t-il, furieux.

Malgré ces problèmes de production, les PAS continuent à insister sur les cultures d'exportation, et à juste titre selon la Banque mondiale et le FMI. Les exportations augmentent les disponibilités en devises étrangères, dont pratiquement tous les pays d'Afrique ont désespérément besoin, essentiellement pour rembourser leur énorme dette extérieure. Celle-ci s'élève actuellement pour l'ensemble du continent au total de 230 milliards de dollars.

Il reste cependant difficile d'augmenter la production efficace de cultures d'exportation dans les pays où l'infrastructure économique manque de solidité et où les politiques de prix encouragent la production mais s'opposent à l'achat d'intrants importés essentiels.

On attribue ces difficultés à une ingérence excessive de l'Etat dans la production. Les offices de commercialisation centralisés, par exemple, ont été sévèrement critiqués par les partisans des PAS. En conséquence, les pays qui appliquent ces programmes économiques rationalisent leurs organismes officiels et réduisent leur rôle dans la production agricole en espérant que le secteur privé viendra prendre leur place.

IV. La privatisation : le remplacement de l'Etat

Le succès des producteurs de caoutchouc nigériens de l'Etat du Bendel a son parallèle dans l'Etat d'Ondo. Dans la ville d'Ondo, après avoir été employé municipal pendant 20 ans, Babatunde Akinola prit sa retraite en 1986 et décida d'investir sa pension pour exploiter une partie des 10 hectares de cacaoyers qu'il avait hérités de son père. Il ignora les avertissements de ses amis et de sa famille qui lui déconseillaient d'investir dans une culture aussi peu profitable que le cacao et était parvenu à remettre en valeur un tiers de ses terres, lorsque survint la suppression de la Commission de commercialisation du cacao dans le cadre de l'application du programme d'ajustement structurel.

Peu après, les négociants indépendants envahirent littéralement l'Etat d'Ondo pour y acheter du cacao, et à des prix bien plus élevés que ceux que pratiquait la Commission de commercialisation. Tandis que celle-ci offrait entre 1500 et 1600 N la tonne (200 à 215 dollars), quelques semaines plus tard les négociants proposaient environ quatre fois plus, soit 6000 N (810 dollars) la tonne.

M. Akinola réussit à récolter cette année-là trois tonnes de cacao qui lui rapportèrent 18 000 N (2400 dollars). Il put ainsi remettre en valeur le reste de ses terres et récolter dix tonnes de cacao en 1987. A l'époque, le prix du cacao avait atteint 12 000 N (1600 dollars) la tonne.

Depuis 1986, M. Akinola s'est construit une grande maison en ville et a acheté un groupe autogène, un poste de télévision en couleur et un magnétoscope. «Grâce au boom

Au Togo, avec . . .

Kossivi Dahui



«Amegan» Kossivi Dahui — ce titre signifie «frère aîné» en pays éwé — n'est pas un agriculteur comme les autres. Il est aisé, cultive quelque 40 hectares de terres et possède un moulin, une moto, et un véhicule pour transporter ses récoltes. Avec quelques amis, il est même co-proprétaire d'un récepteur de télévision. Mais en dépit de ses possessions «modernes», il continue à travailler sa terre manuellement.

Amegan Dahui est aidé par sa très nombreuse famille — huit femmes et 40 enfants — pour exploiter sa ferme dans le village d'Alatsi Kpota dans le sud du Togo. Tous ensemble, ils cultivent du coton, des ignames, du maïs, du sorgho, du manioc, du riz et des palmiers, et élèvent des chèvres.

Mais après des années de travail à la main, Amegan Dahui se rend compte que s'il veut accroître sa production, il devra recourir à la traction animale. «Je n'ai pas de fils assez âgé pour mener des bœufs, explique-t-il, et je ne veux pas engager un ouvrier qui risque de me quitter un jour ce qui arrêterait tout le travail.» Il a trouvé une solution. Il envoie ses neveux dans un centre de formation où on apprend à labourer avec des bœufs. «De cette façon, les bêtes que j'achète peuvent aussi travailler pour mon frère et elles restent dans la même famille.»

Son problème principal, dit Amegan Dahui, est d'amener ses récoltes au marché. «Ce n'est pas facile de vendre les produits, parce qu'à l'époque de la moisson, les routes ne sont pas praticables.»

La présence de moniteurs de vulgarisation dans la région a beaucoup aidé les agriculteurs, dit-il. Surtout en répandant la pratique de la bonification des terres et en apprenant de meilleures techniques pour le semis et les cultures alternantes. Ce que le gouvernement devrait faire maintenant, ajoute-t-il, c'est «construire des routes praticables. . . Si nous avions de bonnes routes en terre battue, les autorités pourraient venir voir ce que nous faisons.»

Amegan Dahui est fier d'être agriculteur. «Je nourris les gens pour développer le pays, dit-il. Je trouve que l'agriculture commence à prendre l'importance qu'elle mérite.» ■

— Souleymane Ouattara

du cacao, ma vie a énormément changé depuis que j'ai pris ma retraite, dit-il. J'envoie maintenant mes enfants dans les meilleures écoles du pays.»

La suppression de la Commission de commercialisation du cacao n'a toutefois pas eu que des effets positifs. La disparition des contrôles de l'Etat s'est accompagnée d'une baisse de qualité du produit et de pratiques commerciales douteuses. La réputation du cacao nigérian sur le marché international en a souffert, ce qui a obligé le gouvernement à réintervenir, à exiger des permis pour les négociants et à procéder à une inspection des cultures.

Au Sénégal comme au Nigéria, les pouvoirs publics, sous l'incitation du FMI, se retirent des activités agricoles. De 1984 à 1986, le gouvernement sénégalais a levé toutes les limitations à la production, l'achat, le stockage, la vente et la distribution des céréales secondaires (maïs, millet et sorgho). Ces céréales sont maintenant disponibles dans des régions où elles étaient rares et les agriculteurs pourront se sentir encouragés à en faire des cultures de rapport.

Toutefois, dans la grande majorité des cas où le gouvernement s'est retiré des secteurs du stockage, de la commercialisation et de la distribution des denrées alimentaires et invite la participation du secteur privé, les incitations sont faibles et les investissements privés commencent à peine à se manifester. La relève du secteur public par le secteur privé est un processus lent et difficile, et les quelques entreprises existantes ont rarement les moyens d'exploiter les installations de production, de commercialisation, de stockage ou de transport.

Dans la vallée du fleuve Sénégal nouvellement irriguée, ce sont des associations d'agriculteurs et non des entreprises privées qui viennent à l'aide des petits riziculteurs et des maraîchers qui essaient de mettre en valeur les nouvelles terres arables. L'Etat s'étant dégagé du secteur, les agriculteurs en ont immédiatement subi le contrecoup : manque de crédit, de matériel accessible à un prix abordable, de transport et d'engrais, toutes choses auparavant fournies par l'Etat. Ces exigences essentielles au développement ne sont pas toujours satisfaites par les entreprises privées. En Afrique, comme ailleurs, la construction de routes d'accès ou le transport de quelques sacs d'engrais jusqu'à des communautés isolées ne sont pas des activités très rémunératrices.

V. Restrictions budgétaires et retrait de l'Etat

La rationalisation des entreprises nationalisées et la place faite au secteur privé visent à encourager la formation d'une économie de marché. Elles réduisent aussi considérablement les dépenses gouvernementales, réduction nécessaire pour tous les gouvernements africains dont les dépenses dépassaient les recettes et qui ont décidé d'appliquer des programmes d'ajustement structurel.

Au Sénégal cependant, les réformes budgétaires qui ont le plus durement frappé les petits agriculteurs sont les réductions des budgets des agences de développement rural. Le gouvernement s'est vu obligé de faire des choix difficiles pour réduire son déficit. L'histoire des Maisons familiales rurales (MFR) est caractéristique des effets du PAS sénégalais.

Les MFR sont des groupements d'hommes et de femmes élus à l'échelon local et travaillant à améliorer l'infrastructure, l'agriculture, les systèmes de santé et d'éducation dans les villages sénégalais. Fondées aux temps coloniaux, les MFR sont fortement subventionnées et, du moins en partie, contrôlées par le gouvernement.

Les projets des MFR sont entrepris principalement au niveau de la communauté pour permettre aux villageois de résoudre leurs problèmes eux-mêmes. Dans la région de Thiès, des représentants des MFR forment des sages-femmes. Dans une autre région, ils aident les villageois à construire une nouvelle pompe hydroélectrique qui améliorera le débit d'un puits. L'an dernier, les MFR ont organisé l'achat de nourriture dans le sud du Sénégal et son expédition et sa distribution dans le nord dans une région frappée par la sécheresse et dévastée par les criquets.

Leur budget ayant subi l'an dernier des réductions radicales, pratiquement sans préavis, les MFR licencient actuellement du personnel et ont reporté l'exécution de certains projets. Le siège national de l'organisation cherche des moyens de survivre et se tourne vers diverses agences de développement étrangères pour trouver des fonds et assurer la formation de représentants au niveau local et régional.

Les représentants des agences de développement internationales connaissent bien ce phénomène. En services sociaux, en éducation et en agriculture, domaines où les budgets ont été réduits, les agences internationales se voient sollicitées mais, elles le précisent elles-mêmes, ne peuvent faire guère plus que d'apporter une aide toute temporaire qui ne résout pas les problèmes causés par les PAS.

L'érosion des services sociaux

Au Sénégal, comme dans tous les pays qui mettent en œuvre des PAS, les ministères procèdent à des compressions de personnel et suppriment des programmes, en particulier dans les domaines des ressources humaines et du développement rural. Entre 1986 et 1988, les dépenses de santé et d'éducation en Afrique sont passées de 25 % du budget total à 19 %. Et presque tout au long des années 80, les organisations de vulgarisation et de recherche n'ont pratiquement reçu aucun financement.

Dans l'ensemble, les dépenses de santé de l'Afrique ont diminué de moitié au cours des quelques dernières années et les dépenses d'éducation d'un quart. En Zambie, un effort long de 25 ans visant à assurer l'éducation gratuite à tous les

En Zambie, avec . . .



Lister Shambona

Pour faire une bonne récolte, il faut savoir planter au moment optimal. Lister Shambona a décidé de faire des plantations échelonnées sur une période de trois mois.

«Si on veut avoir des résultats satisfaisants, il faut commencer tôt et planter graduellement . . . en espérant tomber à la bonne saison», affirme Mme Shambona. Pendant la saison 1988-89, elle a planté du maïs en novembre, décembre et janvier, et bien que la dernière plantation ait été considérée comme tardive, elle a bénéficié de pluies inhabituellement tardives, elles aussi.

Mme Shambona est chargée de l'exploitation familiale, car son mari travaille en ville. Elle met en valeur une superficie totale de cinq hectares divisée en trois parcelles, dans la ville de Mwanda, à 35 km au sud-est de Lusaka. Belle superficie par rapport aux propriétés voisines, mais le manque de bœufs pour labourer présente des difficultés. «Je voudrais bien essayer d'autres cultures, mais il faut que je loue quelqu'un avec des bœufs pour labourer pour le maïs.»

Autre difficulté : la question du stockage. Quand le silo est plein, je sais qu'il y aura assez à manger pour les 14 membres de la famille pendant un an, dit-elle. Mais on en perd beaucoup parce qu'il y a des charançons dans le silo.» Le silo est du type traditionnel en osier avec un couvercle en paille. Le gouvernement fait des recherches sur les installations de stockage, mais cela n'a pas encore donné de solutions utilisables par les petits exploitants, dit Brian Chivunda, le moniteur du programme de vulgarisation agricole local.

Comme la plupart des agriculteurs zambiens, Mme Shambona a accès au crédit pour les intrants. Elle emprunte généralement 160 dollars d'engrais et de semences de maïs améliorées à l'entrepôt du gouvernement établi dans le village, qui lui sont déduits du surplus de maïs qu'elle vend à la commission de commercialisation.

Incontestablement, elle l'admet, elle produit davantage avec les hybrides mis au point par les agronomes du gouvernement. Mais elle continue à faire un peu de la variété locale. «Il est plus sucré. C'est presque une friandise.» ■

— Lisa Swenarski

Au Ghana, avec . . .

Alhassan et Alimata Yusifu



En 1986, les Yusifu n'étaient pas ravis à l'idée de participer à une nouvelle expérience agricole dénommée Global 2000. Quatre ans après, ils en sont enchantés.

Alhassan Yusifu a commencé à travailler la terre en 1947, à l'âge de 12 ans. Aujourd'hui, lui, sa femme et leurs huit enfants cultivent des haricots, du coton, du sorgho, du maïs et des ignames sur leurs trois hectares de terre dans le nord-ouest du Ghana.

Il y a quatre ans, le programme Global 2000 a sélectionné le village de Busa comme l'un des premiers lieux de mise en application du programme au Ghana, et la ferme des Yusifu pour y faire des essais de production. Alhassan accepta à contre-cœur. «On avait déjà vu des programmes qui devaient augmenter notre rendement, mais sans grands résultats.»

Exploitées de la façon habituelle, la terre des Yusifu donnait un peu plus d'un sac de sorgho par hectare. Les responsables de Global 2000 ont demandé aux cultivateurs d'observer les résultats obtenus sur une parcelle d'essai sur la terre des Yusifu et à aidé ceux-ci à y cultiver du sorgho avec des semences et des engrais spéciaux, et à suivre un calendrier de plantation et de désherbage précis.

«A l'approche de la moisson, nous avons tous vu que j'allais récolter bien plus qu'un sac à l'hectare», raconte Alhassan. En effet, au grand étonnement de tous les cultivateurs, la parcelle de 40 ares produisit neuf sacs. L'intérêt suscité eut pour résultat immédiat la fondation du Groupe des agriculteurs de la région de Busa, qui compte à l'heure actuelle plus de 260 adhérents.

La femme d'Alhassan, Alimata, joue un rôle actif dans la communauté. Sous sa direction, un groupement de femmes de Busa cultive collectivement deux parcelles de sorgho. Les femmes y travaillent après avoir terminé leurs travaux sur leurs terres respectives et mettent en commun les bénéfices qu'elles font.

«Cela nous permet d'acheter du tissu pour en faire des habits pour certaines occasions, les fiançailles des enfants de membres du groupe, par exemple, dit-elle. Nous économisons aussi pour nous acheter un moulin : cela nous évitera de dépenser notre argent pour faire moudre notre grain ailleurs, ce qui coûte cher.» ■

— Ben Ephson

citoyens a été interrompu par l'application du PAS. Les services médicaux gratuits ont de même été progressivement supprimés.

A la suite de différends avec le FMI quant à la cadence des réformes économiques, le président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda, a suspendu tous les accords avec le Fonds en 1987 pour adopter son propre programme d'ajustement. Toutefois, le besoin de financement a amené le gouvernement zambien à conclure l'an dernier de nouveaux accords avec le FMI.

Le Zimbabwe connaît le même genre de tensions avec le FMI. C'est en partie l'insistance du président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, qui souhaitait augmenter la contribution du gouvernement à un plan de secours pour les victimes de la sécheresse de 1984 bien administré et à financement local, qui a mené le FMI à suspendre cette année-là son accord de financement avec le Zimbabwe.

Le Zimbabwe élabore actuellement un nouveau PAS qu'il prévoit de présenter à la Banque mondiale en juin en vue d'obtenir de nouveaux prêts. On s'attend à ce que le gouvernement zimbabwéen résiste aux pressions qui tendraient à une réduction des dépenses d'éducation et de santé, réduction qui affecterait les petits exploitants agricoles.

Un visage humain

Un rapport de l'UNICEF de 1988 indiquait qu'il meurt au moins 1000 enfants par jour en Afrique subsaharienne par suite de l'aggravement des conditions économiques provoqué par les PAS.

Au Nigéria, un groupe de médecins a déclaré qu'un enfant de moins de trois ans sur quatre souffre de troubles de croissance en raison des coûts élevés des produits alimentaires. Selon l'UNICEF, la moitié des enfants nigériens d'âge préscolaire souffrent de malnutrition et ne réaliseront jamais leur plein potentiel, en admettant qu'ils survivent. Quels que soient les chiffres exacts, le ministère de la Santé du Nigéria a lancé un avertissement et fait savoir que si les niveaux actuels de malnutrition se maintiennent, non seulement la génération actuelle restera-t-elle exposée à de graves risques, mais de plus la génération suivante présentera des déficits intellectuels, ce qui réduit les possibilités de développement à long terme du Nigéria.

Au fur et à mesure qu'apparaissent les conséquences humaines de l'ajustement structurel, divers programmes ont été établis à tous les niveaux pour tenter d'instaurer un «ajustement à visage humain». Des efforts sont en cours au Sénégal et au Ghana, par exemple, pour soulager la pauvreté liée aux PAS.

Au Sénégal, il y a maintenant plus de 100 organismes volontaires privés à l'œuvre dans les régions rurales pour aider les agriculteurs les plus pauvres. L'Amicale de Wallo, établie

dans la vallée du fleuve Sénégal, compte plus de 30 000 membres ruraux et fournit crédit, aide technique, matériel et engrais. Un groupe semblable, le Réseau africain de développement intégré (RADI) exerce ses activités dans le bassin arachidier central.

Le programme du gouvernement du Ghana bénéficie du soutien de la Banque mondiale, ce qui équivaut à une admission de la part de celle-ci que ses PAS aggravent la pauvreté (et aux dires de certains, l'induisent même). Le Programme d'action pour atténuer le coût social de l'ajustement (PAMSCAD), financé par près de 40 millions de dollars provenant de divers donateurs, comprend des initiatives communautaires visant à améliorer l'éducation, la santé, la nutrition, le logement, l'eau, la voirie et la création d'emplois.

Mais selon une étude de 1988, même si le PAMSCAD atteint pleinement ses objectifs au Ghana, il ne suffira pas, tant s'en faut, à répondre aux besoins des plus pauvres parmi les pauvres. Le programme prévoit, par exemple, la création de 40 000 emplois en deux ans tandis que les «compressions» du gouvernement ont mis au chômage plus de 100 000 Ghanéens durant la seule année 1988.

Le Nigéria a instauré un programme semblable en juin dernier et en janvier le Président Babangida a promis de fournir des services supplémentaires en vue d'atténuer les effets néfastes du PAS sur les plus vulnérables.

De nombreux économistes de la Banque mondiale et du FMI avancent l'argument que les populations les plus pauvres étaient déjà celles qui portaient le fardeau des coûts sociaux le plus lourd avant la mise en œuvre des PAS. En outre, sans les

A long terme, les Africains

eux-mêmes construiront

des systèmes

économiques plus forts.

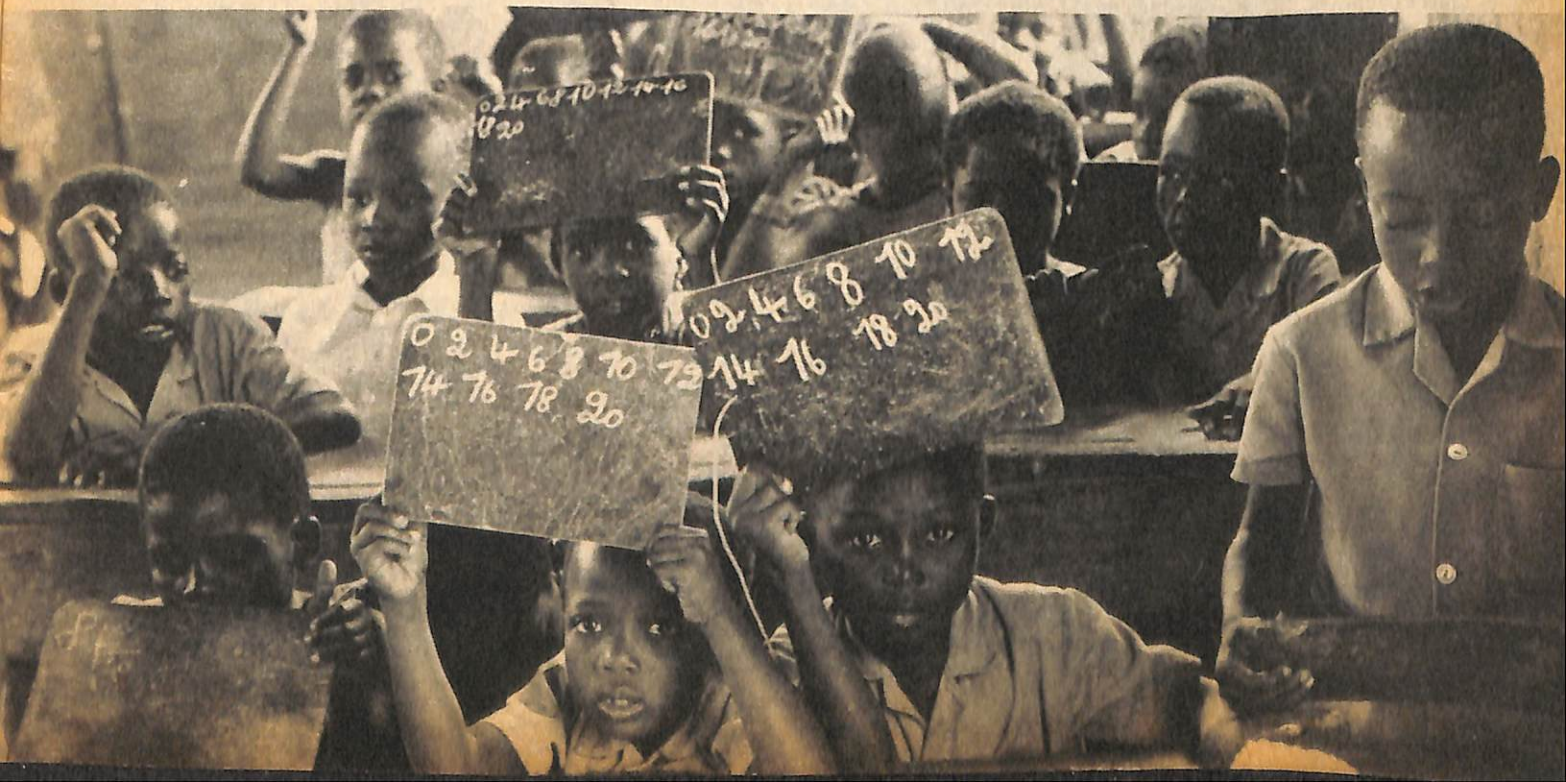
efforts visant au redressement économique, on ne saurait exclure que la situation pourrait être pire encore qu'elle ne l'est actuellement.

Un Zambien ancien directeur de la Banque africaine de développement, M. Wila Mung'omba, voit de façon pragmatique et mesurée les difficultés qui découlent de l'application des politiques d'ajustement. Il considère celles-ci comme une pilule amère que les Africains doivent avaler afin de recouvrer une économie efficace dont tout le monde pourra bénéficier.

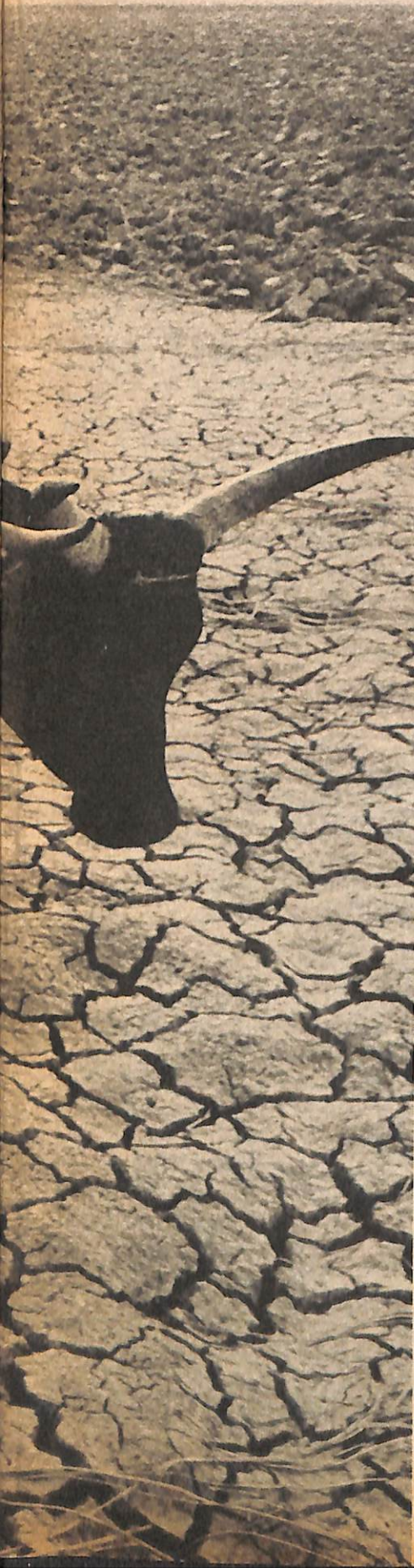
«En tant qu'Africains, nous devons accepter cette sombre réalité et ses lourds nuages, dit M. Mung'omba. Les gens devront voir leur situation empirer pour pouvoir élaborer une économie. Je vois la situation changer, d'ici deux ou trois ans, pour de nombreux pays d'Afrique. A long terme, les Africains construiront eux-mêmes des systèmes économiques plus forts.» ■

Etudiants au Cameroun. Dans le cadre des politiques d'austérité, les budgets de santé et d'éducation ont subi des réductions dans toute l'Afrique dans les années 1980.

M. Diabate/UNICEF







Arrêter le désert

Femi Ajayi, Nigéria

Daphne Topouzis, Sénégal

Souleymane Anza, Niger

Shannon Horst, Mauritanie

Pierre Pradervand, Burkina Faso

Ben Ephson, Ghana

Pendant des années, les villageois de diverses régions d'Afrique ont observé sans beaucoup d'espoir l'avance apparemment inexorable des sables du désert. Mais les choses changent peu à peu et l'on assiste dans tout le continent à une prise de conscience de la portée de la menace. Dans un sondage réalisé l'année dernière par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 73 % des Africains interrogés ont déclaré que la désertification constituait un problème majeur, réponse qui eût été des plus improbables il y a seulement dix ans.

L'homme est le principal

instigateur de la

désertification et l'élément

clé de la solution.

Cette prise de conscience progressive se traduit par des actions et dans certains cas par des victoires. Si la désertification reste un grave problème dans de nombreuses régions d'Afrique, il existe des lieux où les villageois ont réussi à arrêter le sable.

«On parle de désertification mais le problème n'est pas là, déclare Biram Gueye, fermier sénégalais. Parce qu'en fait, les désertificateurs, c'est nous.»

Le mot désert évoque des images de dunes incultes et mouvantes. Cependant, la désertification est un phénomène bien moins spectaculaire et bien plus dangereux : l'assèchement progressif d'une terre fertile. Une baisse de pluviosité, une perte de végétation, l'érosion du sol et le déboisement, tels en sont les signes symptomatiques. Si certains de ces changements ont des causes naturelles, la plupart résultent directement d'actions humaines telles que :

- Le surpâturage. Le nombre de têtes de bétail augmente de pair avec la croissance démographique car, plus il y a de familles, plus il y a aussi d'animaux domestiques. Et lorsque des animaux trop nombreux paissent, ils rasant toute la végétation. Le sol est emporté par le vent et l'eau de pluie

◀ *La culture de terres marginales, ici au Mali, peut accélérer la désertification.*

s'écoule plus rapidement car il n'y a plus de plantes pour la ralentir et lui permettre de s'infiltrer dans le sol.

• La surexploitation des sols. A mesure que les campagnes se peuplent, le besoin de nourriture augmente et, sauf si l'on introduit de nouvelles méthodes de culture, cela entraîne invariablement une réduction des périodes de jachère et la mise en exploitation de terres marginalement cultivables traditionnellement réservées au pacage. De telles pratiques réduisent la fertilité du sol et accroissent le risque de surpâturage.

• Le brûlage. Les agriculteurs mettent feu à la brousse pour défricher la terre et la cultiver, pour déloger le gibier ou pour promouvoir la croissance de graminées que le bétail vient brouter. Mais le brûlage épuise les éléments nutritifs du sol, s'oppose à la croissance des jeunes plants et détruit les graines nécessaires à la régénération végétale.

• Le déboisement. La plupart des Africains font la cuisine au feu de bois. La croissance démographique entraîne donc une augmentation de la demande de bois de feu. Sur tout le continent, on abat les arbres pour les brûler, pour cultiver la terre ou dans le cadre de l'exploitation forestière. Facteur aggravant, plus les arbres sont rares, plus le prix du bois monte et plus les agriculteurs pauvres sont encouragés à compléter leurs revenus en abattant et en vendant leurs arbres.

Dans les zones semi-arides, la dégradation du sol résultant de ces pratiques est telle que la terre ne peut plus nourrir les populations humaines ni animales. La couche arable est emportée par l'érosion éolienne ou pluviale et la terre fait place au désert.

Selon le PNUE, plus d'un tiers de la surface émergée du globe est menacé par la désertification. L'Afrique, d'après les chiffres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), perd à elle seule chaque année 37 000 km² au désert. Les régions les plus vulnérables s'étendent depuis le Sénégal à l'ouest jusqu'à la

Somalie à l'est, et dans toutes les zones arides de l'Afrique australe, en particulier au Botswana et en Namibie.

Les victoires des villages

Pour énorme qu'il soit, le problème n'est cependant pas insoluble. Souleymane Gueye, directeur de la gestion forestière au Sénégal explique : «L'homme est le principal instigateur de la désertification et l'élément clé de la solution.»

Les villageois de la région de Tahoua, au centre du Niger, en conviendraient. Inquiétés par l'avance des sables, ils s'en furent demander de l'aide au gouvernement qui mit bientôt en œuvre un projet dans le cadre duquel les villageois plantèrent des arbres pour stabiliser les dunes. Leurs efforts furent couronnés de succès. Dans le village de Moré, deux grandes dunes qui menaçaient des maisons et des champs de canne à sucre furent arrêtées. Dans la vallée du Maggia, où les agriculteurs ont planté des arbres en brise-vent autour de leurs champs, les rendements des cultures ont augmenté d'une moyenne de 23 %.

Selon la nature du problème à résoudre, la résistance à la désertification prend généralement deux formes : soit la stabilisation des dunes qui menacent d'engloutir de vastes superficies de terres, soit le ralentissement des vents qui emportent la précieuse couche arable.

La Mauritanie, pays presque entièrement désertique, a obtenu d'excellents résultats en stabilisation de dunes. Près de Boutilimit, à 150 km au sud de Nouakchott, un programme géré par la FAO a stabilisé plus de 700 ha de dunes de sable en y plantant des arbres à croissance rapide et résistants à la sécheresse. Le PNUD, qui est l'un des donateurs, rapporte que ce même projet a également arrêté le sable qui menaçait près de 800 ha de terres agricoles et de palmeraies et un tronçon de dix kilomètres de la route principale du sud de la Mauritanie.

La technique appliquée par la FAO

est dénommée «plantation en profondeur». Même dans les régions arides, les dunes de sable retiennent l'humidité à une profondeur de 40 à 60 centimètres. Des plants d'espèces à croissance rapide, comme l'eucalyptus et l'acacia, plantés à cette profondeur et arrosés une fois, résistent généralement assez longtemps pour que leurs racines se développent dans la zone humide. (Pour plus de détails, voir page 20.) Certains experts déconseillent toutefois la plantation des eucalyptus qui, selon eux, absorbent des quantités excessives d'eau souterraine et n'en laissent pas suffisamment pour les cultures ou la population.

Abrivents, brise-vent et diguettes

Une autre façon efficace d'arrêter la progression des dunes consiste à construire des abrivents, paillasons d'un mètre de hauteur faits de palmes, de rameaux, de branches et d'autres débris végétaux entrelacés, sur les crêtes des dunes. Lorsque les vents dominants sont stables, on plante les abrivents en rangées perpendiculaires à la direction du vent. Si les vents sont d'orientation variable, on dispose les abrivents en carrés où peuvent être plantés des arbres ou, si la pluviosité est suffisante, des céréales à croissance rapide.

Les agriculteurs du nord du Burkina Faso ont leur méthode pour remettre en culture leurs champs désertifiés. Ils construisent des diguettes de pierres de 20 à 30 centimètres de haut, en rangées espacées de 30 mètres (ou moins sur les pentes), le long des courbes de relief de leurs champs. Les diguettes empêchent l'eau de pluie d'entraîner la couche arable qui s'accumule au contraire derrière elles et absorbe l'eau. Les résultats sont souvent spectaculaires.

«En 1984, dit Bouraima Bellem en montrant son champ, il ne restait pratiquement plus que du roc à nu là. L'érosion avait emporté presque toute la terre arable. Avec les diguettes, l'année suivante, j'y cultivais du riz.»

Protéger les cultures du vent

Dans certaines régions, ce ne sont pas les dunes qui avancent mais le vent qui emporte la couche arable et déracine les jeunes plants. La riposte est ici le brise-vent, rideau d'arbres et d'arbustes plantés perpendiculairement au vent dominant pour protéger les champs. Les rendements des cultures du côté abrité du vent peuvent augmenter de 50 %.

Pour être efficaces, les brise-vent doivent comporter trois à cinq rangées serrées d'arbres et d'arbustes de tailles différentes, les petits étant exposés au vent, les moyens au milieu et les grands du côté du champ. L'angle formé par les arbres fait monter le vent qui s'élève au-dessus des cultures.

La zone protégée s'étend sur une distance égale à environ 15 fois la hauteur maximale du brise-vent. Sur

les grandes superficies, on obtient les meilleurs résultats en plantant les brise-vent en rangées espacées d'une centaine de mètres et en cultivant les bandes de terrain ainsi délimitées.

Le Nigéria a lancé diverses campagnes de plantation d'arbres à l'échelle nationale depuis plus de 40 ans. Alors que les premiers programmes n'ont suscité que peu d'intérêt, les programmes récents ont été mieux accueillis. Dans l'Etat semi-aride du Kano, dans le nord, plus de 600 km de brise-vent ont été plantés depuis 1968 ; il en reste actuellement quelque 70 %. L'Unité de coordination du programme de reboisement du Nigéria prévoit la mise en place de 1700 km de brise-vent qui viendront protéger une superficie estimée à 34 000 ha de terres agricoles.

«En 1984, il ne restait

pratiquement plus que du

roc à nu là. Avec les

diguettes, l'année suivante,

j'y cultivais du riz.»

Mesures préventives

Même des pays comme le Ghana, qui ne sont pas à la merci de dunes de sable, ont entrepris d'importants programmes de plantation d'arbres pour tenter d'arrêter le déboisement avant qu'il ne mène à la désertification. En effet, en 1900, la région correspondant au Ghana actuel était couverte de forêts

Les Mauritaniens stabilisent les dunes au moyen d'abrivents en branches d'un mètre de haut.



L'eau souterraine

Un manuel de la FAO de 1976, *La conservation en zones arides et semi-arides*, explique comment on peut réussir à planter des arbres pour stabiliser les dunes. La technique dite de «plantation en profondeur» permet d'atteindre l'humidité présente dans le sol à 40 ou 60 cm de profondeur, même dans les régions arides.

Diverses espèces d'arbres à croissance rapide et résistantes à la sécheresse sont utilisables. Environnement, Développement et Action (ENDA), organisation non gouvernementale sénégalaise, publie 69 brochures illustrées sur les espèces d'arbres qui peuvent être plantées au Sahel. Les brochures sont disponibles pour un coût de 300 francs CFA en écrivant à l'ENDA, Service Diffusion, B.P. 3370, Dakar, Sénégal.

Les plants doivent avoir une hauteur d'au moins 80 cm et être plantés à 40 cm de profondeur, pour laisser dépasser au moins 40 cm. Il est préférable de planter à la saison des pluies, dans un trou fait avec une tarière ou une barre de métal dans lequel on met le plant immédiatement pour éviter que l'humidité du sol ne s'évapore.

Si le sable paraît infertile, ce qu'indique une végétation rare, on place dans le trou un peu de sable ramassé dans les creux des dunes, où il est plus fertile qu'au sommet, pour donner plus d'éléments nutritifs au plant.

On plante ainsi des rangées d'arbres perpendiculaires à la direction des vents dominants au sommet des dunes et sur la face exposée. On évitera de planter les arbres au bas du côté abrité des dunes, car ils seraient recouverts par le sable.

On arrose les plants dès qu'ils sont plantés. Ils résistent généralement assez longtemps en ayant été arrosés une fois, même si l'humidité souterraine est à plus de 40 cm de la surface, pour que leurs racines atteignent l'humidité. Les mouvements du sable dans le désert ne suffisent normalement pas à recouvrir les arbres ainsi plantés ni à exposer leurs racines avant que celles-ci aient pris. ■

— Christian Howlett Spoor

sur 88 000 km². Il n'en reste plus aujourd'hui que 19 000 km².

Pour empêcher les villageois de couper les arbres dans les réserves forestières, le gouvernement du Ghana encourage les communautés rurales à établir des zones boisées au niveau du village pour produire du bois de feu et du bois d'œuvre. Les services d'agroforesterie de dix régions du Ghana distribuent dans ce but plusieurs millions de plants par an.

Le conservateur principal des forêts de la région Ashanti, S.K. Boakye-Dapaah déclare cependant qu'en dépit du fait que 1,2 million d'arbres ont été plantés dans sa région en 1988, les résultats dans certains districts se sont avérés décourageants. Pour remédier à ce phénomène dû à la négligence, il recommande des programmes d'éducation communautaires.

Au Niger, qui a aussi entrepris une campagne nationale de plantation d'arbres, les villageois font face à certaines difficultés, comme le note une agricultrice, Hamza Aboubacar :

«Planter des arbres, c'est bien, mais c'est l'entretien qui cause problème.» Les plants doivent être très arrosés, explique-t-elle et il faut souvent aller chercher l'eau très loin. Et d'ajouter : «Une fois que la saison pluvieuse prend fin, rares sont les arbres plantés dans les champs qui réussissent.»

La difficulté d'approvisionnement en eau est telle, dit un autre agriculteur du même village, que «l'effort doit porter sur le reboisement autour des villages, dans les concessions et autour des puits, où l'on peut arroser et surveiller tous les jours». C'est pourquoi le gouvernement nigérien encourage les habitants de toutes les villes et villages du pays à planter et à entretenir des arbres dans les jardins, le long des rues, autour des mosquées et dans d'autres lieux publics. Dans l'ensemble, les habitants suivent les conseils officiels et on trouve au Niger des parcelles boisées jusque dans les petits hameaux.

L'engagement local

Dans les villages où la désertification ne pose pas encore de problèmes sérieux, des programmes d'éducation et de formation sont néanmoins nécessaires

Il y a quelques années

à Keur Magaye, les

agriculteurs ont décidé

qu'il était temps d'agir.

pour convaincre la population des bienfaits de la plantation d'arbres. Au Sénégal, le gouvernement organise des visites de groupes d'agriculteurs du sud dans le nord du pays, où la désertification est à un stade beaucoup plus avancé, pour que ceux-ci puissent se rendre compte du problème et bénéficier de l'expérience de leurs homologues quant aux mesures préventives à appliquer.

Dans les régions où le désert est déjà une réalité, la population réagit vigoureusement. C'est ainsi qu'il y a quelques années à Keur Magaye, dans le nord-ouest du Sénégal, les agriculteurs ont décidé qu'il était temps d'agir. Ils ont formé une association au niveau du village et ont envoyé ses dirigeants suivre un stage de formation organisé dans une ville voisine par la FAO dans le cadre d'un projet de reboisement.

Munis des graines et des matériels fournis par la FAO, les agriculteurs de Keur Magaye ont commencé par établir une pépinière. Ils ont ensuite planté des parcelles destinées à fournir du bois de feu à la communauté. Ils ont également planté d'autres arbres en brise-vent en bordure des champs et ont élevé des clôtures pour protéger les plants des animaux. Aujourd'hui, ils le disent, ils commencent à voir le fruit de leurs efforts.

Dans le village mauritanien de Gerou, où le succès n'est pas venu aussi facilement, la détermination de la population ne fléchit pas. Il y a trois ans, Moïma Mint Bukhari et 25 autres femmes ont décidé qu'il fallait faire quelque chose pour empêcher les dunes de sable d'encercler le village. Après avoir examiné les projets de stabilisation de dunes mis en œuvre par l'agence d'inspection agricole officielle dans des villages voisins, elles ont estimé qu'il était possible de les imiter.

«Les hommes nous ont dit que nous ne pourrions rien y faire», dit Mme Bukhari. Mais les femmes, qui dérogeaient à la tradition en s'étant constituées en groupe, refusèrent de les écouter. La première année, elles firent creuser un puits de façon à pouvoir arroser les arbres. Puis elles construisirent un enclos à proximité des dunes pour en faire une pépinière et y plantèrent plus de 2500 graines, essentiellement de *Prosopis* et d'acacia d'Arabie.

Quand elles jugèrent que les plants étaient assez grands, elles les transplantèrent dans les dunes sur quelque 3000 mètres de longueur. Le sable a maintenant pratiquement recouvert les plantations de la première année et les animaux ont brouté une grande partie de celles de l'année suivante, mais les femmes ne se découragent pas. Tous les jours, quatre d'entre elles vont ramasser des graines

d'arbres dans la région. Elles cultivent déjà les plants qu'elles transplanteront cette année.

Le représentant local du service officiel des eaux et forêts les encourage et les aide à empêcher les autres villageois de voler leurs arbres. Leur groupe comptant à présent 50 femmes, disposant d'un puits profond qui assure l'approvisionnement en eau fraîche et possédant la terre de la pépinière, les femmes de Gerou sont optimistes. «Nous espérons que d'autres, voyant ce que nous faisons, se mettront à suivre notre exemple», déclare Mme Bukhari.

Un problème global à attaquer

La désertification étant un problème polymorphe, il faut faire davantage pour l'arrêter que stabiliser des dunes, comme les pouvoirs publics commencent à s'en rendre compte. Certains pays tels que le Sénégal, le Kenya et le Nigéria ont interdit les feux de brousse et l'abattage d'arbres sans autorisation. De plus, de nombreux gouvernements, préoccupés par le déboisement, ont lancé des campagnes en faveur de l'utilisation de foyers à bon rendement en combustible qui peuvent réduire de moitié la consommation de bois de feu. (Pour de plus amples renseignements sur les foyers améliorés et sur la façon de les construire, se reporter au numéro de décembre 1989 de *L'Agriculteur Africain*.)

S'il n'y a pas de solution simple au problème de la désertification, les agriculteurs ont néanmoins un grand rôle à jouer. Ils peuvent unir leurs efforts pour stabiliser les dunes et pour protéger leurs champs au moyen de brise-vent ou de diguettes. Ils peuvent réduire leur consommation de bois en construisant des foyers améliorés et en plantant des arbres pour produire le bois nécessaire. Ils peuvent pratiquer l'assolement des cultures, laisser une partie de leurs terres en jachère et s'abstenir du brûlage qui épuise le sol. Et pour produire davantage, ils peuvent appliquer des techniques agronomiques qui augmentent les rendements à l'hectare plutôt que de mettre en valeur des terres marginalement cultivables.

Les pouvoirs publics, eux, peuvent apprendre aux agriculteurs à planter des arbres, leur enseigner de nouvelles méthodes de culture et les convaincre de la nécessité d'économiser le bois. Ils peuvent coordonner les campagnes de reboisement et renforcer les services de formation. Ils peuvent enfin et surtout faire en sorte que les populations aient les moyens, les connaissances et les incitations voulus pour appliquer des mesures pratiques, pragmatiques et novatrices qui leur permettront d'arrêter le désert. ■

Au Niger, dans la vallée du Maggia, les agriculteurs ont planté des arbres autour de leurs champs pour les protéger du vent. Leurs rendements ont augmenté de 23 %.





Les femmes agriculteurs sortent de l'ombre

Colleen Lowe Morna, Zimbabwe et Malawi

Ben Ephson, Ghana

Souleymane Ouattarra, Burkina Faso

Daphne Topouzis, Guinée-Bissau

Lorsqu'on leur demande pourquoi au Cameroun on porte le deuil des femmes quatre jours et celui des hommes trois, les femmes répondent : «Une femme, c'est important. Elle donne le jour au peuple du pays. A quoi un homme est-il bon ? La femme donne le jour à l'enfant, puis prend une houe, va aux champs y travaille et y nourrit son enfant. Un homme ne fait qu'acheter de l'huile de palme. Tout ce qu'il sait faire, c'est construire une maison». ¹

Dester Mlondo, agricultrice du village de Soche au Malawi, a six enfants qui approchent l'âge de l'école secondaire, et 20 ares de terre. Son mari travaille depuis toujours dans la ville voisine de Limbe. Elle ne sait pas exactement combien il gagne et cela importe peu puisque c'est elle qui veille à ce que les enfants soient vêtus et nourris.

Non loin de là, à 20 kilomètres de Blantyre, centre commercial du sud du Malawi, Martha Naphiyo, grand-mère de huit petits-enfants, prospère avec sa parcelle de 5 hectares aux cultures mixtes. Modestement, Mme Naphiyo en partage le mérite avec son mari, mais c'est elle en réalité, ses voisins le disent, qui fait marcher l'exploitation.

Aucune de ces deux femmes n'est une exception au Malawi, petite nation d'Afrique australe enclavée dans les terres, où 83 % de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance.

Trente pour cent des familles du Malawi sont dirigées par des femmes, soit parce que leur mari travaille en ville, soit parce qu'elles sont veuves ou pratiquent la polygamie, auquel cas le soin des enfants revient essentiellement à la mère.

Même lorsque les femmes et les hommes se partagent les tâches agricoles, ce sont les femmes qui travaillent le plus dur. «Lorsque l'on considère leurs contributions respectives au sein d'équipes de maris et femmes, les femmes accomplissent deux fois plus de tâches que les hommes», note un rapport récent

du gouvernement du Malawi, rédigé en coopération avec l'UNICEF. ²

Dans l'ensemble, d'après R.J. Mwakalagho, adjoint intérimaire au directeur de l'agriculture au Malawi, «les femmes accomplissent 70 % des tâches agricoles au Malawi. Cela inclut la préparation du sol, le désherbage, le transport de la récolte, son traitement et sa commercialisation».

Or, jusqu'à récemment, les programmes destinés à améliorer la productivité des petits propriétaires ont complètement négligé les Malawiennes. Comme dans bien d'autres pays du continent, lorsque les agents de vulgarisation agricole viennent dans les villages expliquer des techniques

«Si l'on parle de

petits agriculteurs, on

parle de femmes.»

améliorées ou offrir un accès aux intrants, ils parlent aux hommes, pas aux femmes. Et souvent l'assistance, telle que le crédit, qui est accessible aux hommes, est refusée aux femmes qui, légalement, ne sont pas propriétaires de la terre.

La situation commence à changer lentement. Les gouvernements et les agences de développement se rendent compte peu à peu que l'amélioration du secteur agricole implique nécessairement une amélioration des conditions de travail des agricultrices africaines. Rosetta Tetebo, directrice de la Division de vulgarisation pour les femmes agriculteurs du Ghana déclare : «Si l'on parle de petits agriculteurs, on parle de femmes».

Premiers signes de reconnaissance officielle

Au Burkina Faso, les femmes ont été pleinement reconnues du point de vue politique en 1986. Le nouveau code civil, qui a remplacé l'ancien code datant de la colonisation française, accorde aux femmes le droit de posséder de la terre et d'être traitées sur un pied d'égalité avec les hommes. Cependant, les changements formels apportés à la condition des femmes ne pénètrent que lentement dans la vie quotidienne des villages et, dans l'ensemble, les agricultrices sont encore loin d'être traitées en véritables égaux des hommes.

Tampoko Ouedraogo et Watta Hié sont nées toutes deux au Burkina Faso : Mme Ouedraogo est une Mossi du plateau central ; Mme Hié est membre de la tribu Turka dans le sud-ouest. Elles ne parlent pas la même langue, ni ne s'habillent de la même façon, ni n'ont pris mari selon les mêmes

◀ Dans le cadre d'un programme d'assistance aux femmes au niveau local, un agent du Centre de développement communautaire de Kombo (debout) travaille avec deux villageoises en République centrafricaine.

**L'amélioration du
secteur agricole passe par
l'amélioration des
conditions de travail des
Africaines.**

*Une agricultrice sénégalaise rentre
chez elle après être allée chercher du bois
de feu pour préparer le dîner de la famille.*



coutumes. Elles mènent cependant la même vie car, comme la majorité de la population de leur pays, elles sont toutes deux agricultrices. Elles font aussi toutes deux la cuisine, s'occupent des enfants et vont chercher du bois et de l'eau.

Les deux femmes travaillent à plein temps à la ferme familiale. Elles doivent aussi s'occuper de leurs propres lopins de terre : presque tout le sorgho, les arachides, le riz et les légumes qu'elles y cultivent sert à nourrir leurs familles.

A l'époque coloniale, les agricultrices africaines ont perdu beaucoup de leurs droits et ont vu leur statut décliner. La plupart des puissances coloniales établirent un système de production de cultures commerciales qui modifiait la

Aux champs

*Tu es toujours aux champs
Portant
Sur ta tête un fardeau
Un enfant endormi sur ton dos
A piler
A désherber
A labourer.
Ma mère, tu travailles toujours
Tellement que je ne te distingue plus
Des champs.
Quelle étrange beauté.*

A.R.H. Attah, Ghana

répartition traditionnelle du travail entre hommes et femmes. Les hommes étaient encouragés à cultiver la terre pour gagner de l'argent ; la production de la nourriture familiale revenait aux femmes.

A travers toute l'Afrique, les femmes perdirent au change lors de la privatisation des terres appartenant aux communes. L'accès des femmes à la terre pourrait encore diminuer, puisque les profits des récoltes commerciales rend les propriétaires moins désireux de laisser la bonne terre aux femmes, qui font surtout des cultures vivrières.

«Les femmes ont bien droit à la terre, surtout le droit de produire de la nourriture dans les fermes de leurs maris», écrit la sociologue Jean Koopman Henn. Mais les femmes ont rarement le pouvoir de décider ce qu'elles veulent cultiver. Susan Marewo, agricultrice zimbabwéenne, se plaint simplement : «C'est lui qui décide et c'est moi qui fais le travail».

La disponibilité du crédit

Outre le droit à la propriété foncière, le droit au crédit peut être d'une importance égale pour les petits agriculteurs. Selon une étude du gouvernement, au Malawi, bien que les femmes ne soient pas expressément exclues des mécanismes de crédit, elles n'ont pratiquement pas bénéficié du programme de crédit du ministère de l'Agriculture.

Plusieurs facteurs sont invoqués comme explication. Tout d'abord, le crédit n'est généralement accordé qu'aux membres de clubs agricoles ; or jusqu'à récemment, les femmes ne se sentaient pas à l'aise au sein de tels groupes, pour des raisons socio-culturelles. De plus, «l'adhésion [au club agricole] se fait souvent sur la recommandation d'un agent de vulgarisation, qui est surtout en contact avec les hommes».

En second lieu, bien qu'une garantie proprement dite ne soit pas exigée, l'emprunteur doit démontrer sa solvabilité. Les femmes peuvent rarement prétendre à posséder quoi que ce soit, ce qui réduit leurs chances de se voir octroyer des prêts.

Cependant, d'après un fonctionnaire de l'agriculture, «Nous constatons que les femmes sont bien plus dignes de confiance que les hommes. Elles sont plus honnêtes que nous». Selon le rapport de l'UNICEF, lorsqu'elles ont accès aux ressources et peuvent les contrôler, les femmes sont plus enclines à les investir pour le bien-être de la famille, avec des conséquences directes sur le soin des enfants et la nutrition.

«Cependant les institutions de prêt invoquent les petites dimensions des terres que possèdent les femmes pour leur refuser le crédit», déclare Sibiri Kaboré, agronome attaché aux services de vulgarisation du ministère de l'Agriculture du Burkina Faso. Les femmes devraient avoir des champs quatre ou cinq fois plus grands pour obtenir des prêts, car la plupart des banques considèrent toute parcelle de moins de quatre hectares comme non rentable. Cela leur laisserait moins de

temps à consacrer à la terre familiale, et leur mari ne le leur permettrait pas.

En outre, les institutions de crédit exigent généralement une garantie financière, que fournissent les seules organisations d'agriculteurs, auxquelles les femmes appartiennent rarement. (Voir l'article sur le crédit, page 29).

**Lorsque l'agent de
vulgarisation vient nous
voir, il parle à mon mari,
d'homme à homme.**

Invisibles aux agents de vulgarisation

Il est rare que les femmes bénéficient de la formation agricole. Dans une région du Kenya, 98 % du personnel agricole de l'Etat est masculin et tend donc à s'adresser exclusivement aux hommes. Les familles dirigées par des hommes ont ainsi quatre fois plus de chances de recevoir une formation que celles dirigées par des femmes.

Ceci est aussi vrai au Zimbabwe. Christina Mutasa est veuve ; elle cultive du maïs et du tournesol. Dans sa ville de Chiweshe, explique-t-elle, l'agent de vulgarisation ne rend visite qu'aux «maîtres fermiers» les plus aisés ; quant à elle, elle ne l'a jamais vu. Mavis Mukwauri, dont le mari travaille à Harare, déclare que l'agent de vulgarisation local «ne vient jamais à moins que je ne l'appelle». Susan Marewo, qui travaille la terre avec son mari, fait ce commentaire : «Lorsque l'agent de vulgarisation vient nous voir, il parle à mon mari, d'homme à homme».

En 1988, le Ghana organisa la Division de vulgarisation pour les femmes agriculteurs (WFED), dirigée par Rosetta Tetebo, qui travaille au ministère de l'Agriculture depuis 21 ans. La Division dispose actuellement d'un budget annuel de 12 millions de cedis (40 700 dollars).

«Nous enseignons aux femmes des notions d'agronomie, de nutrition, de traitement, de conservation et de stockage des récoltes, ainsi que de perfectionnement ménager, explique Mme Tetebo. Nous leur apprenons aussi à résoudre divers problèmes de base, comment traiter une maladie des cultures, ou espacer les plants, par exemple.»

Grace Koyiri, chef de la région nord de la WFED, déclare : «Nous enseignons aux femmes des techniques de production de cultures vivrières. Mais nous mettons l'accent sur les produits de base, légumineuses et légumes, et sur

l'élevage des petits animaux, car nous savons que c'est ce dont elles s'occupent le plus. Les femmes sont chargées de nourrir la famille, et il est donc utile qu'elles aient de bonnes notions de nutrition».

Au Burkina Faso, parmi les agents de vulgarisation, il y a toujours dix hommes pour une femme, mais la situation change. Les cours de formation sont maintenant mixtes et les femmes travaillent dans les campagnes aux côtés des hommes.

D'après Rose Marie Sanwidi, chef de la section féminine du Bureau des agents de vulgarisation du Burkina Faso, il y a des progrès. La formation des femmes n'est plus limitée au tissage, à la couture et à la poterie. Dans les régions les plus isolées, les femmes agents de vulgarisation ont une grande influence. «Elles se sont affirmées et font un excellent travail», dit Mme Sanwidi.

Les femmes acquièrent ainsi des aptitudes dont nul n'aurait soupçonné qu'elles pourraient en être capables. Elles contrôlent le niveau de l'eau pour la construction de dispositifs anti-érosion, manient la charrue et exécutent des projets qui servent des communautés entières, tels que des constructions de petits barrages, écoles et garderies.

Les autorités font attention aux femmes

Les programmes qui permettent aux femmes d'utiliser leur temps plus efficacement bénéficient à la communauté toute

entière. L'amélioration des équipements, des entrepôts, des transports et de l'alimentation en eau permet aux femmes de mieux utiliser leur temps, améliorant ainsi à leur tour l'approvisionnement de la communauté en nourriture.

Un chef de village tanzanien suggère à l'agence régionale de développement d'aider les femmes en alimentant le village en eau. «L'eau est un sérieux problème pour nos femmes, explique-t-il. Nous attendons parfois toute la journée pour manger parce qu'il n'y a pas de femmes à la maison : elles sont toujours parties chercher de l'eau». ³

Au Cameroun, une étude comparant la vie de deux femmes de deux villages distincts démontre l'effet de l'accès à une route revêtue. Les femmes se plaignaient toutes deux de la mauvaise qualité du sol, des maladies des cultures et de l'aide

Des membres de la YWCA d'Oda, au Kenya, examinent les possibilités de financement pour construire des maisons pour les enseignants.



insuffisante des hommes, mais celle qui habitait près de la route aménagée produisait un surplus et faisait un modeste profit chaque année, car elle pouvait vendre ses produits au marché et rentrer à temps pour préparer le souper. L'autre, qui n'avait pas d'accès à une route revêtue, devait passer la nuit à la ville lorsqu'elle allait au marché, de sorte qu'elle n'avait pas intérêt à produire un surplus.

Nombreuses sont les agricultrices qui perdent du temps et se fatiguent à aller au marché à pied en portant leurs produits sur la tête. D'après Thampil Pankaj, fonctionnaire de la Banque mondiale, «il est un fait prouvé que le port des fardeaux sur la tête limite considérablement la production des petites fermes au Ghana».

En réponse, le Ghana a instauré un programme de 315 000 dollars, financé par un crédit IDA de la Banque mondiale, visant à éliminer ce mode de transport en fournissant aux femmes des bicyclettes. Elles peuvent ainsi, transporter 75 kg sur la barre ou sur un porte-bagages arrière et même jusqu'à 200 kg dans des remorques. Ces remorques de bicyclettes sont fabriquées avec des matériaux locaux à Kumasi, capitale de la région Ashanti au Ghana.

Femme au travail dans un champ communal en Sierra Leone.



Des bureaux efficaces pour les femmes

Un beau matin de juillet, bien avant le début de la journée de travail, un groupe d'agricultrices des régions de Zvimba et de Seke se rendit au siège du Bureau des femmes du Zimbabwe (ZWB) à Harare.

Bavardant avec animation, elles y rejoignirent, après un voyage d'une heure, d'autres femmes des régions avoisinantes et se mirent en route pour Chiweshe, à une heure et demie de voiture de là, pour participer à un stage de deux jours en méthodes de travail et gestion organisé par le ZWB. «Il n'y a pas si longtemps, dit Perpetua Magaya, représentante du ZWB pour Zvimba, mon mari ne me l'aurait pas permis. Il aurait dit, Mais où vas-tu, et avec qui vas-tu laisser les enfants ?»

«Mais les choses changent. Le gouvernement et [les ONG] comme le ZWB nous encouragent à participer au développement. Nos maris nous laissent aller à des endroits comme Chiweshe.»

Changement mineur peut-être, mais qui marque le début d'une révolution immense pour les femmes du Zimbabwe.

En 1980, immédiatement après l'indépendance, le Zimbabwe créa un ministère spécifiquement chargé des questions féminines. Des organisations non gouvernementales suivirent cet exemple : l'Association Nationale des Agriculteurs du Zimbabwe (NFAZ), qui représente les agriculteurs des communes, fonda un service spécial pour les femmes et le ZWB connut un développement important.

A la suite de pressions considérables, la Loi sur l'âge légal de la majorité, votée en 1982, a finalement accordé aux femmes des droits égaux à ceux des hommes, leur permettant d'emprunter à la Société de Crédit agricole à condition qu'elles détiennent leurs propres cartes de ventes à la Commission de commercialisation des céréales (GMB).

Cet accès facilité aux ressources et le contrôle accru de celles-ci accordé aux femmes produisent des changements significatifs dans les foyers.

Maintenant, le mari de Mme Magaya lui laisse le contrôle complet sur près de 2 hectares (de leur ferme de 6 hectares). Bien qu'elle continue à travailler sa terre à lui, elle achète des intrants pour sa propre terre et, avec sa carte GMB, en reçoit tous les profits. La nourriture de la famille vient de la terre de son mari, mais tous deux contribuent aux autres dépenses pour les enfants.

De tels arrangements sont toutefois une nouveauté au Zimbabwe, et il y a des limites même pour Mme Magaya. Par exemple, son mari se réserve les cultures commerciales, le tournesol et le coton. «Il sait que ces cultures rapportent plus, alors il m'interdit d'en faire», explique-t-elle.

En Guinée-Bissau, le gouvernement a lancé un projet pour aider les femmes agricultrices de la «ceinture verte», en créant le Secteur agricole autonome de Bissau (SAAB) pour aider 1200 femmes dans les 14 régions de la ceinture. Maria

Dias est chef d'un groupe d'agricultrices de Madena, l'une de ces régions. Elle cultive des choux-fleurs, des tomates, des carottes, du persil, des oignons et des laitues, qu'elle vend tous les jours au marché de Bissau.

**«Les femmes qui empruntent
sont bien plus dignes de
confiance que les hommes. Elles
sont plus honnêtes que nous.»**

Avec six membres de sa famille à sa charge, Mme Dias dépense la plupart de ses gains en riz, viande et poisson. Elle ne saurait dire combien elle gagne chaque année, mais elle déclare que les nouvelles politiques du PAS instauré en 1987 lui ont permis d'établir ses propres prix. «Plus je travaille, plus je gagne», dit-elle.

Bien que le projet de la ceinture verte ait fait progresser les femmes de cette région, il reste un effort isolé. Comme la plupart des nouvelles politiques économiques de l'Afrique, le PAS de la Guinée-Bissau ne s'adresse pas aux femmes de manière spéciale.

Reconnaissant, entre autres, que les réformes macro-économiques n'ont pas automatiquement de répercussion au niveau micro-économique, une initiative locale innovatrice visant à renforcer le rôle des femmes agriculteurs fut lancée au Zimbabwe par le ministère du Développement communal et coopératif et des affaires féminines (MCCDWA), avec l'assistance de la FAO.

Selon son secrétaire, Tendai Bare, le programme, qui est exécuté par 130 groupes dans la province de l'ouest de Mashonaland, s'adresse aux femmes dans «tous les aspects de l'activité agricole».

Chaque groupe a une parcelle que ses membres exploitent collectivement. Un agent de vulgarisation effectue des visites régulières ; les membres du groupe ont accès au crédit et elles reçoivent une formation en production agricole (plutôt qu'en couture, tricot et artisanat, sources secondaires de revenus traditionnellement féminines). Les hommes ne sont pas exclus des clubs, mais 60 % des membres doivent être des femmes.

Les résultats initiaux de ce projet de cinq ans, de 3 millions de dollars du Zimbabwe (1,3 million de dollars des Etats-Unis), font apparaître une augmentation spectaculaire de la productivité des terres communales. Reste à voir quel en sera l'impact sur les familles. Comme le reconnaît Tendai Bare, les mesures égalitaires prises au niveau national n'arrivent pas toujours jusqu'aux foyers du pays. ■

1. Kaberry, Phyllis M., 1952, *Women of the Grassfields: A Study of the Position of Women in Bamenda*, British Cameroons, Londres: HMSO.

2. Gouvernement du Malawi et UNICEF, 1987, *The Situation of Women and Children in Malawi*, Lilongwe, Malawi.

3. Wiley, Liz, *Women and Development: A Case Study of Ten Tasmanian Villages* (Arusha: Regional Commissioner's Office, 1981).

Le crédit : élément clé de l'agriculture



Colleen Lowe Morna, Zimbabwe et Malawi
Ben Ephson, Ghana
George Kawule, Ouganda
Souleymane Ouatarra, Burkina Faso
Shannon Horst, Sénégal

Que faites-vous si vous êtes agricultrice, que votre mari est peintre en bâtiment et qu'il perd son emploi au début de la saison des pluies, au moment où vous avez besoin d'argent pour acheter des provisions pour votre ferme ?

**Sans crédit, les petits
agriculteurs peuvent
difficilement augmenter
leur production de façon
significative.**

Si vous vous appelez Mavis Mukwauri, du Zimbabwe, vous faites un emprunt à la Société de Crédit agricole (AFC). Pendant les dix dernières années, les services rendus par cet organisme de crédit semi-officiel ont changé la vie de milliers d'agriculteurs zimbabwéens. En 1986, Mme Mukwauri obtint un prêt de l'AFC pour acheter des semences améliorées et des engrais pour sa ferme de 1,6 hectare. Cette saison-là, elle récolta 96 sacs de maïs, contre 20 seulement l'année précédente. Des prêts supplémentaires, les deux années suivantes, lui permirent d'ajouter un hectare à sa ferme.

Mais peu d'agriculteurs ont autant de chance. Malgré les efforts conjoints du secteur public et privé de ces dernières années, la plupart des petits agriculteurs africains n'ont toujours pas accès au crédit bancaire.

Les raisons en sont variées. Très souvent, les petits agriculteurs ne possèdent pas les biens que les banques exigent en garantie des prêts. Du fait des insuffisances de l'infrastructure, les agriculteurs ont des difficultés à se rendre à la banque, et les banques à se faire rembourser. Beaucoup

◀ *Membres du Groupe Féminin Mwiliza de Kakamega, au Kenya, vérifiant leurs registres comptables.*

d'agriculteurs illettrés sont incapables de faire les demandes. De plus, les banques de crédit agricole préfèrent prêter aux grandes fermes commerciales, qu'elles considèrent comme des investissements plus sûrs.

Cependant, sans crédit, la plupart des petits agriculteurs peuvent difficilement augmenter leur production de façon significative. Investir dans des bêtes de trait, des semences ou des engrais de qualité génère habituellement des profits et permet de rembourser les prêts, mais il faut cependant un

non par quelques bureaux dans les grandes villes.

Pour bénéficier des prêts du RFS, il faut être cultivateur à temps complet, domicilié dans la région, contribuable, et posséder des biens fonciers ou du cheptel. La plupart des petits agriculteurs remplissent ces conditions. Le prêt est accordé en nature, généralement sous forme de produits, brouettes ou autres outils agricoles, médicaments vétérinaires, le tout étant livré directement au domicile des agriculteurs.

Les conditions de remboursement varient selon le type d'investissement ; dans le cas des intrants, le prêt est généralement remboursé en une ou plusieurs tranches après la récolte.

En moyenne, 80 % des prêts sont intégralement remboursés, proportion dont l'UCB est des plus satisfaite, déclare l'un des principaux dirigeants de banque, Daniel Nsibambi.

Outre les fonds de l'UCB, le programme a reçu 20 millions de dollars de la Banque de développement africain. Ces fonds restent néanmoins insuffisants face aux besoins des agriculteurs, dit M. Nsibambi. Un demi million de demandes ont été reçues depuis le lancement du programme et seuls 15 000 prêts ont pu être accordés.

«Nous faisons de notre mieux», déclare M. Nsibambi, mais on ne peut pas dire que nous satisfaisons tout le monde. Nous ne serions pas en mesure de le faire, même si toutes les agences UCB du pays y consacraient tous leurs fonds.»

L'union fait la force

L'UCB est plutôt l'exception, en ce qu'elle prête aux petits agriculteurs particuliers. Beaucoup de plans de crédit visent à réduire les formalités administratives et à garantir le remboursement en consentant des prêts aux groupes.

La Société de Crédit agricole du Zimbabwe prête bien aux individus, mais l'année dernière elle introduisit un système pilote de prêts collectifs. Au lieu de demander des prêts séparément, les agriculteurs forment des groupes, décident de combien chaque individu a besoin, et demandent un prêt pour la somme globale. La banque traite une seule demande au lieu d'une vingtaine et s'adresse pour toutes questions au chef de groupe ce qui simplifie les formalités.

Cette méthode connaît également du succès au Malawi. Les clubs agricoles existants servent d'intermédiaires pour les prêts offerts par les huit départements agricoles du ministère

► Mary Njeri (à droite), de South Kinangop, Kenya, montre son livret d'épargne à un fonctionnaire rural local.

On a souvent constaté

que la pression sociale est la

meilleure garantie de

remboursement des prêts.

crédit initial pour pouvoir adopter des techniques plus productives qui sont aussi plus coûteuses.

Samsdeen Alhassan, de Wa, grande ville du nord-ouest du Ghana, décrit sa frustration. Bien qu'il préfère utiliser des engrais au lieu de fumier sur ses terres, il n'a pas les moyens d'en acheter, et les banques locales refusent de lui accorder un prêt. «Je devrais abandonner l'agriculture et devenir entrepreneur, dit-il avec amertume, même un petit entrepreneur. Les entrepreneurs n'ont aucun mal à emprunter 2 millions de cedis (6800 dollars). Quel petit agriculteur peut obtenir un prêt de 200 000 cedis (680 dollars)? Je voudrais bien le savoir!»

Les programmes de crédit se multiplient

Le nombre d'agriculteurs africains qui ont accès au crédit s'accroît cependant, grâce à une série de programmes récents instaurés par les pouvoirs publics et par des organisations volontaires privées.

L'Ouganda en donne un exemple remarquable. Il y a trois ans, la Banque Commerciale de l'Ouganda (UCB) lança le Programme pour Agriculteurs ruraux (RSF) spécialement destiné à aider les petits propriétaires qui génèrent environ 60 à 80% du PNB du pays.

«Face à la réponse inadéquate des institutions bancaires au problème de la production agricole rurale, l'UCB releva le défi», explique un responsable de la banque. A la différence des programmes de crédit qui favorisent les producteurs commerciaux, le RSF est destiné aux producteurs de récoltes vivrières de base ou aux éleveurs de bétail. Il est administré par les 40 agences de la banque réparties dans tout le pays, et

de l'agriculture. Les particuliers ont accès au crédit, mais à un taux d'intérêt de 20 % tandis que le taux collectif n'est que de 12 %, ce qui limite le nombre de demandes individuelles.

Selón B.A. Kauta, directeur adjoint du développement dans le district du Blantyre du Sud, au Malawi, le taux de recouvrement des prêts a toujours dépassé 90 %, fait qu'il attribue à «la pression sociale exercée par le groupe, qui a soin de s'assurer que le prêt soit remboursé».

D'autres programmes ont eux aussi constaté que la pression sociale était la meilleure garantie du remboursement des prêts. Le Programme de crédit collectif organisé par la Banque de Développement agricole au Ghana refuse d'accorder de nouveaux prêts à un groupe, tant que tous les membres du groupe n'ont pas remboursé les prêts antérieurs. Le désir des agriculteurs d'assurer leur crédit est si grand qu'ils font parfois des collectes pour payer les dettes d'un membre du groupe défaillant.

Appliquant un système similaire, l'Autorité de l'Aménagement des Vallées des Volta (AVV), au Burkina Faso, a elle aussi très peu de débiteurs défaillants, le taux des créances irrécouvrables n'étant certaines années que de 3 %. Et ceux qui se dérobaient ont à en répondre à leur voisins. «En refusant d'honorer nos engagements, nous nous portons préjudice, explique un agriculteur. Comment ferons-nous pour obtenir un crédit pour acquérir le tracteur dont nous avons tant besoin ?»

Certains villageois disent hésiter à s'endetter de peur de ne pas pouvoir rembourser à temps. Cependant, bien qu'ils aient raison de vouloir conserver leur réputation de bons débiteurs, en pratique les banques de certains pays sont très tolérantes envers les agriculteurs. Les programmes nationaux de crédit en Zambie et au Zimbabwe accordent aux

En dépit du manque d'argent et de crédit dans les régions rurales, bien des agriculteurs ont plus d'argent qu'ils ne le croient. Ils ne se rendent pas compte du total que représentent les petites sommes qu'ils dépensent régulièrement en bière et en cigarettes. Mais, comme l'explique Pierre Pradervand, expert en développement, ces sommes s'accroissent.

En 1987, Thomas Sankara, à l'époque président du Burkina Faso, me déclara dans une interview que son pays dépensait plus en importations de tabac et de noix de kola que ne valaient toutes ses exportations prises ensemble.

Au village de Bogoya, au Burkina Faso, les femmes se plaignaient de devoir faire sept kilomètres à pied pour ramasser du bois de feu. Je leur demandai pourquoi les hommes ne les aidaient pas. «C'est un travail de femme», me dirent-elles. Je leur parlai alors des maris de certains villages mandingues du Sénégal, qui transportaient du bois dans leur charrettes. «Mais nous n'avons pas d'argent pour acheter des charrettes», répondirent-elles.

Il y avait là un homme qui mâchait des noix de kola et en achetait pour 50 F CFA (0,15 dollar) par jour. Je lui demandai de s'approcher et sortis de ma poche 18 000 F CFA (60 dollars). Je tendis à l'homme une boîte d'allumettes et lui dis: «S'il vous plaît, voulez-vous mettre le feu à ces billets ?» Il me regarda ébahi et refusa. Son étonnement s'accrut lorsque je lui expliquai que 18 000 F CFA était la somme qu'il dépensait en noix de kola chaque année.

Nous calculâmes que si les adultes du village mettaient de côté 10 % de l'argent qu'ils dépensaient en noix de kola tous les jours, à la fin de l'année le village pourrait acheter 38 charrettes.

A travers l'Afrique, les agriculteurs pourraient réaliser des économies comparables en réduisant légèrement leur dépenses de bière, de tabac et d'autres stimulants. Avec le temps, en mettant leurs ressources en commun, ils pourraient épargner assez d'argent pour acheter des animaux, des charrettes, des charrues ou d'autres outils, sans avoir à faire d'emprunts. ■

D'après le livre de Pierre Pradervand *Une Afrique en marche* (Editions Plon, Paris). Reproduit avec permission.



emprunteurs une année supplémentaire pour rembourser leurs dettes en cas de mauvais temps affectant les récoltes. Au Kenya l'an dernier, la Société de Crédit agricole, organisme d'Etat, a remis un grand nombre de dettes considérées comme non remboursables à cause de la sécheresse. En outre, à l'exception des cas les plus extrêmes, il est rare qu'une banque saisisse les avoirs des petits agriculteurs.

Beaucoup des programmes de crédit les plus réussis comportent des cours d'alphabétisation et des visites d'agents de vulgarisation.

Crédit en espèces ou en nature ?

Dans le cadre des programmes de crédit traditionnels, qui prêtent aux producteurs de certaines cultures commerciales, les prêts sont consentis sous forme d'intrants, et remboursés par des produits que les cultivateurs vendent à un comité de commercialisation officiel. Beaucoup de programmes de crédit gouvernementaux procèdent ainsi.

Or, si le crédit en nature est considéré comme moins risqué pour les prêteurs, il ne constitue pas toujours la meilleure solution pour les petits agriculteurs. Bien souvent, les besoins les plus pressants ne sont pas les semences ou les pesticides, mais un véhicule pour transporter des graines, un silo pour les conserver ou des bœufs pour labourer. En de tels cas, les agriculteurs empruntent aux prêteurs locaux, à intérêt extrêmement élevé, pour avoir la flexibilité d'un prêt en numéraire. Mais au moment de la récolte, le paiement de l'intérêt est tel que l'agriculteur se retrouve souvent avec très peu d'argent ou de produits pour sa famille.

Certains programmes de crédit commencent à reconnaître les besoins de crédit variés des agriculteurs. Le ministère de l'Agriculture du Malawi, par exemple, offre des prêts en espèces à moyen terme pour les achats importants. Au Burkina Faso, l'AVV offre deux types de prêts en nature : des intrants à rembourser après la récolte, et des animaux de trait et des charrues, remboursables sur sept ans.

Mais de tels programmes sont rares. Pour se procurer des nécessités telles que des moulins, chariots ou animaux, beaucoup d'agriculteurs ont recours aux sources traditionnelles de crédit, clubs d'épargne ou coopératives de

villages. Les villageois versent une partie de leurs gains, provenant de leurs propres terres ou des champs communaux, à un fond commun qui est mis à la disposition des membres par rotation. Au niveau individuel, certains agriculteurs ont découvert qu'ils pouvaient mettre de côté assez d'argent pour faire des achats importants rien qu'en réduisant leurs dépenses journalières de bière ou de tabac. (Voir page 31.)

Appel aux femmes

Les femmes, longtemps exclues des circuits formels du crédit, sont les principales usagères des programmes de crédit villageois. Les banques exigent souvent le titre de propriété foncière comme garantie, lequel est généralement au nom du mari. Le crédit pour cultures commerciales favorise aussi les hommes, car les femmes font surtout des cultures vivrières.

Cependant, certains programmes commencent à s'adresser aux femmes. Le Programme pour Agriculteurs ruraux, en Ouganda, accorde 50 % de ses prêts à des femmes. La Société de Crédit agricole, au Zimbabwe, s'efforce d'atteindre agriculteurs et agricultrices en organisant des réunions dans les villages chaque février, où des employés des banques aident les gens à remplir les formulaires et à évaluer la viabilité des projets. Il n'est pas obligatoire de présenter de garanties, mais seulement de bonnes connaissances agricoles.

Au Malawi, l'année passée, des donateurs privés ont organisé le Fonds Malawi Mudzi («mudzi» signifie «village»), inspiré de la Banque Grameen du Bangladesh, qui connut tant de succès. Le Fonds prête de l'argent aux femmes pauvres qui n'ont pas accès au crédit formel, leur permettant ainsi d'organiser de petites entreprises pour l'élevage de vaches, de chèvres ou de poulets. Le Fonds est trop récent pour disposer d'estimations quant aux taux de recouvrement, mais ceux de la Banque Grameen sont toujours très élevés.

Les femmes sont souvent considérées comme des débiteurs à bas risque. «Nous faisons très attention à nos dépenses», déclare Mavis Mukwauri, du Zimbabwe.

Perpetua Magaya, agricultrice du district de Zvimba, au Zimbabwe, abonde en ce sens. Lorsque son mari et elle-même obtinrent des prêts, il fit défaut tandis qu'elle remboursa ponctuellement chaque centime. «Si j'avais fait l'emprunt avec mon mari, dit-elle, je n'aurais pas dormi de la nuit.»

Dans le sud du Sénégal, une organisation des Etats-Unis, OEF International, et une organisation sénégalaise, Maisons Familiales Rurales (MFR), se sont associées pour offrir des prêts aux agricultrices. La seule garantie requise est une recommandation des anciens du village.

Au village de Thionk Essyl, Outimata Diedhiou n'avait pas de revenus stables. Elle se vit octroyer l'an dernier un prêt OEF/MFR de 150 000 F CFA (490 dollars) et en trois mois gagna 300 000 F CFA (980 dollars) en achetant et en revendant des tomates, des oranges et du sucre. Mme

Diedhiou est l'une des huit femmes de Thionk Essyl qui obtinrent des prêts, et pas une d'entre elles n'a manqué à ses engagements.

L'approche intégrée donne des résultats

En sus du crédit, le programme OEF/MRF offre des cours d'alphabétisation, de comptabilité et de méthodes commerciales de base, qui donnent aux femmes les connaissances nécessaires pour gérer leurs entreprises et rembourser leurs prêts.

Beaucoup des programmes de crédit les plus réussis comportent des cours d'alphabétisation et des visites d'agents de vulgarisation. En appliquant cette formule, l'AVV au Burkina Faso obtient des taux de recouvrement très élevés du fait que les agriculteurs possèdent les connaissances nécessaires pour utiliser leurs prêts de manière productive, et d'autre part, parce que les instructeurs de l'AVV gardent le contact avec les emprunteurs. Le programme Global 2000 au

Ghana, qui aide les agriculteurs dans tous les aspects de la production agricole, obtient de même des taux de remboursement atteignant 100 %, déclare le directeur du programme, Eugenio Martinez.

En revanche, les banques ordinaires, qui n'ont pas de contacts suivis avec les agriculteurs, accusent généralement des taux de défaillance plus élevés. La décentralisation vers les régions agricoles et les prêts collectifs peuvent, certes, améliorer la situation, mais nombreuses sont les banques qui subventionnent les prêts consentis aux petits agriculteurs par les profits des prêts commerciaux. Les gouvernements ou les banques déterminés à soutenir les agriculteurs estiment toutefois cette alternative valable.

Taka Mutunhu, directeur général de l'AFC, explique: «Il est vrai que nous avons parfois perdu de l'argent, au plan des états financiers. Mais du point de vue social, nos accomplissements sont vraiment immenses». ■



◀ Au Bangladesh, des femmes pauvres reçoivent des prêts de la Banque Grameen. Un programme semblable, le Fonds Mudzi, a été récemment mis en œuvre au Malawi.

Importantes réformes nécessaires en agriculture

Les difficultés de l'agriculture africaine dépassent les problèmes de conditions climatiques défavorables et du manque d'intrants de base. Ce sont des systèmes politiques entiers qui sont à blâmer, déclare dans un récent rapport intitulé *Food for the Future* (L'Alimentation du Futur) un groupe de scientifiques et de responsables du développement africains et étrangers.

Ce rapport de 112 pages est le résultat d'une série d'ateliers sur la viabilité de l'agriculture organisés par le Centre International de Liaison de l'Environnement à Nairobi au Kenya. Compilé par l'agronome sénégalais Issa Beye et portant en sous-titre *La Correction des erreurs agricoles persistantes en vue d'atteindre la sécurité alimentaire future*, c'est un rapport sans complaisance qui prend des positions marquées.

La façon de mettre fin aux disettes périodiques serait de réformer le système entier, de renoncer aux pratiques agricoles qui épuisent le sol et aux politiques qui favorisent les cultures d'exportation. Il faudrait également maîtriser la croissance démographique et la dégradation de l'environnement, adopter de nouvelles méthodes efficaces de distribution alimentaire et revaloriser les pratiques agricoles traditionnelles.

Le rapport conclut à l'existence d'un «préjugé négatif systématique» à l'encontre des petits exploitants agricoles alors même qu'ils produisent la majeure partie de l'alimentation de l'Afrique. Les pouvoirs publics considèrent trop souvent les petits agriculteurs comme arriérés et peu réceptifs aux changements, les isolant ainsi de ceux-là mêmes qui sont censés leur venir en aide : organismes de recherche, agronomes, administrateurs et ingénieurs. En conséquence, peut-on lire dans ce rapport, «le fils d'agriculteurs va à l'école non pas pour devenir un meilleur agriculteur mais pour échapper à un monde considéré comme un univers de perdants voués à la misère».

Les agricultrices sont encore plus négligées, en dépit du fait qu'elles produisent 80 % des ressources alimentaires de l'Afrique. Il faut accroître la participation des femmes à toutes les activités agricoles, recommande le rapport, en leur confiant la

responsabilité de la gestion, en leur accordant des droits à la terre égaux à ceux des hommes et en leur donnant accès au crédit et à d'autres ressources.

S'agissant de l'eau, il est noté dans le rapport que les ressources en eau peuvent être développées au mieux non pas par de grands barrages mais par le biais de technologies à petite échelle telles la récupération des eaux de pluie, la construction de mini-barrages et de puits. Il est recommandé de pailler les champs pour réduire l'évaporation ou l'écoulement des eaux de pluie.

L'agro-sylviculture — technique qui consiste à planter ensemble des arbres et des récoltes — comme moyen de restaurer la fertilité et la qualité de la terre est également préconisée. On remplace ainsi le couvert forestier disparu, on augmente la productivité du sol, et l'on crée une source nécessaire de bois de feu et de fourrage. Mais, pour que l'agro-sylviculture soit efficace, il faut la promouvoir auprès des agriculteurs et la leur présenter comme un système de production alimentaire et de gestion de productivité de la terre.

On trouve aussi dans l'étude une affirmation qui prête à controverse, celle que les programmes dits de révolution verte

nuisent aux agriculteurs autant qu'ils les aident en ce qu'ils les rendent tributaires de semences spéciales et autres intrants qui ne sont pas toujours adaptés aux conditions locales. Et quand les agriculteurs ne produisent qu'une ou deux variétés à hauts rendements, ils sont plus à la merci des nuisibles ou du mauvais temps.

De tels programmes encouragent également les agriculteurs à faire usage d'engrais chimiques et d'insecticides au lieu de produits organiques traditionnels. Selon le rapport, «Leur connaissance de la terre et des cultures, liée aux technologies et à l'organisation sociale traditionnelles — vieilles de plusieurs générations et reflétées dans les cultures autochtones — perd du terrain».

— Sam Wainaina

(*Food for the Future: Correcting Enduring Agricultural Errors for Achieving Future Food Security* est publié par Environment Liaison Centre International, B.P. 72461, Nairobi, Kenya.)

La culture de terres nouvellement irriguées au Mozambique. Les ressources en eau peuvent être développées au mieux par la récupération des eaux de pluie, les mini-barrages et les puits, conclut un récent rapport.



Werner Kintean

Les échanges «dette contre protection de la nature»

En survolant l'île de Madagascar, on ne peut s'empêcher de remarquer les rivières et les fleuves rouges qui coulent vers l'océan Indien. La couleur des cours d'eau de Madagascar est le résultat de l'importante érosion des sols. Alors que ce pays reste une mine d'or pour les naturalistes — refuge d'espèces végétales et animales n'existant nulle part ailleurs — il présente, comme d'autres régions d'Afrique, les signes avant-coureurs de la dégradation écologique.

Attentif aux préoccupations des environnementalistes, le gouvernement malgache a conclu un marché l'été dernier avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) dont le siège est à Gland en Suisse, pour tenter d'enrayer le déclin écologique du pays. Cet accord pourrait signaler de grands changements car il va au-delà des tentatives traditionnelles en matière de conservation de la nature. Reconnaisant le rôle essentiel que les agriculteurs peuvent jouer, cet accord met l'accent sur les besoins des petits exploitants agricoles de Madagascar. En outre, il élimine une partie de la dette extérieure du pays qui est de 3,2 milliards de dollars.

En août, le WWF a racheté 2,1 millions de dollars de la dette extérieure de Madagascar par l'intermédiaire de la Bankers Trust Company, banque américaine qui a servi d'agent pour son propre compte et celui de six autres banques étrangères créancières de Madagascar. Sur le marché secondaire où les banques vendent les dettes escomptées des pays du Tiers Monde, le WWF n'a payé que 45 % de la valeur réelle, soit au total 950 000 dollars — dont 700 000 provenaient d'une subvention de l'USAID. Dans le cadre de cet accord, le WWF a encaissé sa nouvelle créance à la banque centrale de Madagascar, soit 2,1 millions de dollars US en devises locales, somme maintenant investie dans deux parcs nationaux.

Ce premier échange en Afrique de type dette contre protection de la nature est comparable aux échanges dette contre développement entrepris au Ghana et au Soudan. Alors que ces derniers font intervenir les agences internationales de développement qui acquièrent la dette dont elles se servent pour des programmes de développement, les échanges dette contre



protection de la nature visent spécifiquement à protéger l'environnement.

Plus qu'une simple barrière

Mais comme le déclare la porte-parole du WWF, Barbara Wyckoff-Baird : «On ne peut pas mettre une simple barrière autour d'une zone protégée et dire à tout le monde de s'en aller. Il faut faire une place au développement des communautés avoisinantes.»

Les agriculteurs malgaches sont donc considérés comme un élément essentiel de la protection de la nature et le résultat, déclare le directeur en exercice de l'USAID Mark Edelman, est «un parfait exemple de synergie entre le développement et l'environnement».

Le projet, lancé en janvier, comporte deux séries de mesures. La première consiste à former 800 agriculteurs du cru au métier d'agent forestier. Les environnementalistes du gouvernement malgache reçoivent une formation plus complète. Le WWF crée ainsi des emplois locaux et renforce les capacités des agents de protection locaux à mettre au point et à exécuter des projets similaires dans l'avenir. La deuxième vise à promouvoir un développement durable dans les villages avoisinants : accroissement de la productivité agricole et amélioration du niveau de vie grâce à des techniques agricoles saines qui ne portent pas atteinte à la qualité du sol.

L'accent est particulièrement mis sur l'agro-sylviculture. «Un des plus gros problèmes auxquels doit faire face Madagascar est le déboisement», déclare Mme Wyckoff-Baird qui ajoute également que cette île a perdu 80 % de son couvert forestier. La disparition des arbres entraîne érosion et désertification et rend impropres à tout usage des terres autrefois fertiles. Pour lutter contre ce phénomène, on établit des pépinières locales, les

agriculteurs apprennent l'usage rationnel de variétés indigènes et de nouveaux arbres sont plantés dans l'ensemble de la région. Mais l'aspect le plus important de ces opérations est que l'on demande constamment leur avis aux agriculteurs.

«Les décisions tiennent compte de ce que nous disent les agriculteurs, déclare Mme Wyckoff-Baird. Avant de planter des arbres, nous leur demandons à quoi ils serviront. Les espèces choisies varient, cela va sans dire, selon que les agriculteurs ont besoin de bois de feu ou de coupe-vent.»

Le WWF prévoit également d'enseigner des techniques agricoles qui remplaceront la pratique du brûlis qui nuit énormément aux sols. En outre, de nouvelles variétés de semences seront utilisées, on enseignera la production de fruits et de légumes, et

De nombreux pays

d'Afrique s'intéressent

de plus en plus à ces

opérations.

l'irrigation des rizières sera nettement améliorée. 70 % des Malgaches cultivent du riz dans ce pays où 78 % de la population vit de la production agricole.

Les environnementalistes ne sont pas toujours vus d'un bon œil dans les pays moins développés qui pensent qu'ils ont pour unique mission de préserver l'environnement sans tenir compte des plans et des priorités officiels. Il est donc clair que les échanges dette contre protection de la nature ne peuvent réussir que s'ils ont le soutien total du gouvernement-hôte, déclare Cynthia Valenti, porte-parole de Bankers Trust. «Une des conditions préalables est que le gouvernement soit impliqué à part entière dans ces accords.»

Dans le projet du WWF à Madagascar, planifié sur trois ans, les responsables officiels jouent un rôle majeur. Tous les projets de terrain sont dirigés par des comités dont le personnel est composé de cadres du gouvernement malgache, du WWF et de l'USAID. Chaque gestionnaire de projet du WWF a un homologue du pays-hôte qui travaille à ses côtés.

Madagascar a démontré un réel intérêt pour l'environnement mais n'a pas les fonds nécessaires à la préservation des réserves naturelles et autres projets. Elle n'est pas seule dans ce cas. «De nombreux pays d'Afrique s'intéressent de plus en plus à ces opérations», déclare Cynthia Valenti. Elle les compare aux échanges dette contre actifs, transactions par laquelle des multinationales acquièrent une partie de la dette d'un pays et l'échangent contre des devises locales qui sont ensuite investies dans des entreprises locales. «Si une multinationale peut le faire, pourquoi pas une ONG ? Les problèmes propres à l'Afrique, tel le braconnage, se prêtent très bien à ce traitement», déclare-t-elle. La banque de Mme Valenti envisage des opérations similaires ailleurs en Afrique.

Bien que les banques ne tirent aucun avantage économique de ces échanges — sauf un remboursement partiel de la part de pays qui peuvent à peine assurer le paiement des intérêts — un vice-président de Bankers Trust, Luciano Nicasio, prévoit une multiplication de ces échanges. «Les banques font non seulement prendre conscience au public des problèmes de l'environnement, mais il y a également la satisfaction de savoir que nous faisons là une œuvre utile et novatrice», dit-il.

Quant au rôle que ces échanges dette contre protection de la nature joueront dans l'allègement de la dette des économies africaines, les experts s'accordent à dire qu'il sera plutôt minime. «Ces opérations ne constituent pas une panacée pour la dette», déclare Cynthia Valenti. Quoi qu'il en soit, pour préparer ses économistes, la Banque africaine de Développement a lancé un programme interne de formation relatif à tous les aspects des échanges et conversions de dettes.

Sans résoudre les problèmes de l'Afrique, les échanges dette contre protection de la nature ont un rôle unique à jouer, en réunissant les courtiers de la finance internationale, les environnementalistes et les autorités locales. A Madagascar, cette alliance insolite a jugé bon d'évaluer son succès par rapport à l'élément-clé de l'avenir financier et écologique de l'Afrique : l'agriculteur.

—Ann Lynn Foster

La redécouverte de la pomme de terre

«Nous disposons de deux armes excellentes dans notre lutte contre la faim : la pomme de terre et la patate douce», dit José Valle Riestra, directeur-adjoint du Centre International de la Pomme de terre (CIP), dont le siège est à Lima, au Pérou.

De l'autre côté du globe, à Mbeya, sur les hauts plateaux du sud de la Tanzanie, les chercheurs du Centre agricole d'Uyole seraient certainement d'accord. Ces deux organisations promeuvent la pomme de terre qui peut nourrir des millions de gens qui ont faim. Les petits exploitants connaissent depuis des générations la valeur de la pomme de terre (appelée parfois ronde ou irlandaise) et de la patate douce. Il semble que les experts prennent à présent conscience de cette réalité.

Les pommes de terres fournissent plus de calories et de protéines par surface cultivée et par temps requis pour leur production que toute autre culture majeure, disent les chercheurs. Elles sont riches en fibres, en minéraux, en vitamines essentielles (C, B1 et B2) et constituent une excellente source de protéines pour les enfants sous-alimentés qui sont souvent incapables de digérer les produits laitiers.

En fait, la popularité de la pomme de terre ne cesse de croître et ce, de manière spectaculaire. La production mondiale double tous les 10 ou 15 ans : aucune culture au monde ne se développe à ce rythme.

En Afrique, où la pomme de terre a été introduite par les colons européens il y a un siècle (après que les Espagnols l'aient importée du Pérou au XVI^e siècle), les récoltes deviennent importantes. Elles dépassent cinq millions de tonnes par an, selon le CIP, et les zones cultivées ne cessent de s'étendre au rythme de plus de 4 % par an, ce qui est supérieur au taux de croissance démographique.

L'aliment de tout le monde

Entre-temps, la patate douce, qui résiste à la sécheresse mais peut aussi s'accommoder de sols pauvres, est devenue le produit principal des communautés agricoles africaines, bien qu'elle soit elle aussi originaire d'Amérique du Sud. Ce n'est cependant que depuis l'année dernière que les chercheurs tanzaniens du Centre agricole d'Uyole ont commencé à prendre la patate douce au sérieux. «Les experts ont

commis la grosse erreur de négliger cette culture, déclare Rueben Mwambene, le directeur des recherches, car elle constitue l'aliment de tout le monde, surtout dans les régions rurales pauvres.»

Le Centre travaille au développement de variétés améliorées de patates douces et de pommes de terre. Les 20 chercheurs de l'équipe de M. Mwambene rassemblent les différentes variétés de patates douces du pays. Ils les utilisent à des fins de reproduction et d'essais afin de produire une patate douce qui résistera mieux aux maladies et mûrira plus vite. Les variétés traditionnelles sont souvent sensibles aux charançons et aux virus et mettent parfois jusqu'à sept mois pour arriver à maturité. Le Centre espère réduire cette durée à trois ou cinq mois.

Les chercheurs de M. Mwambene ont déjà produit des variétés très améliorées de pomme de terre dont le rendement est de 20 tonnes par hectare (le rendement moyen n'est que de 5 tonnes) et veulent arriver à un rendement de 35 tonnes par hectare.

Outre leur valeur nutritive, les pommes de terre présentent pour les cultivateurs des avantages particuliers : le cycle de croissance de nombreuses variétés permet deux récoltes par an et fournit aux agriculteurs une ressource alimentaire durant la saison généralement maigre qui précède la récolte du maïs et des haricots. De plus, elles ne nécessitent ni grands capitaux ni vastes terres et sont souvent cultivées dans des champs dont la superficie ne dépasse pas 20 ares.

Une révolution tranquille

Depuis les laboratoires de la Cordillère des Andes ainsi que de huit autres lieux de par le monde, dont Nairobi, le CIP joue un rôle non négligeable dans cette révolution tranquille de la pomme de terre. Bien que les pommes de terre aient surtout constitué des cultures vivrières pour les petits exploitants, la demande des consommateurs urbains est en hausse. Au Kenya, au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe, l'industrie des snacks tels que les chips est en pleine croissance.

Contrairement aux patates douces, de nombreuses variétés de pommes de terre exigent un climat tempéré. Mais le CIP a réussi à produire des variétés adaptées à des conditions climatiques diverses. Ses efforts portent actuellement sur la production de pommes de terre tropicales, car c'est dans ces régions que les besoins alimentaires sont les plus pressants.

Comme le Centre d'Uyole, le CIP se livre à des expériences de croisement. Des 6200 variétés connues de pommes de terre, beaucoup sont utilisées pour produire des récoltes qui pourront résister à quelque 250 maladies et nuisibles.

Des graines bénéfiques

Les deux centres s'empressent de reconnaître que ce qui se fait en laboratoire ne peut être considéré comme un succès qu'une fois que les cultivateurs l'ont adopté. Un aspect de leur recherche est de plus en plus largement accepté : la semence de pomme de terre.

Pour cultiver des pommes de terre, on plante normalement des morceaux de tubercules contenant un œil. On peut également planter des semences dont plus de 200 se trouvent dans la baie qui pousse sur le plant, au-dessus du sol. Traditionnellement, les agriculteurs préféraient utiliser une partie de la moisson de l'année précédente au moment de semer plutôt que d'avoir recours à des graines car ces dernières ont tendance à produire toutes sortes de pommes de terre, aux formes et aux couleurs diverses, aux temps de maturation — et de cuisson — variables. Le CIP est en train de développer des semences qui produiront des pommes de terre uniformes. Les avantages de ces semences améliorées seront nombreux : les pommes de terre normalement mises de côté pour l'ensemencement pourront être consommées ou vendues ; les graines plus petites sont bien plus faciles à stocker et à transporter que les tubercules ; les nouvelles variétés sont moins sujettes aux maladies et ont un rendement supérieur aux variétés traditionnelles.

Outre les chercheurs, les pouvoirs publics

eux-mêmes s'intéressent à la pomme de terre. La République centrafricaine, le Burundi, le Rwanda et le Zaïre ont formé un réseau régional pour la recherche (Programme régional d'Amélioration de la Culture de Pomme de Terre en Afrique Centrale). La pomme de terre est très cultivée dans les hautes terres de ces quatre pays, surtout au Rwanda qui les exporte. Chaque pays possède également un centre agricole national de semences qui distribue des graines améliorées.

Au Kenya, un tiers des agriculteurs cultive la pomme de terre et le gouvernement travaille à mettre au point de nouvelles variétés et de meilleures méthodes de distribution de graines. Les Laboratoires d'Agronomie nationaux à Nairobi créent par hybridation des variétés résistantes aux maladies et la Station Nationale de Recherche de la Pomme de Terre à Tigoni concentre ses recherches sur l'ingénierie génétique et sur la production de semences de base. La Compagnie des Semences du Kenya distribue les graines aux agriculteurs.

—Lisa Swenarski, Pérou
Laurence Kilimwiko, Tanzanie

(Pour plus de renseignements sur la culture de la pomme de terre en Afrique, prière de s'adresser à Sylvester Nganga au *International Potato Centre*, B.P. 25171, Nairobi, Kenya ; ou au *Uyole Agricultural Centre*, B.P. 400, Mbeya, Tanzanie.)

Une agricultrice du Rwanda au travail dans son champ de pommes de terre.



Réduire la faim dans le monde de 50 % dans les années 90

Un milliard d'êtres humains de par le monde souffrent quotidiennement de la faim. Un groupe de spécialistes de la faim a déclaré que ce chiffre peut être réduit de moitié d'ici l'an 2000. La solution passe, disent-ils, par l'intervention des petits agriculteurs.

En novembre dernier, dirigés par Akin Mabogunje de la Direction de l'Alimentation, des Routes et des Infrastructures rurales du Nigéria et par Robert W. Kates du Programme mondial contre la faim Alan Shawn Feinstein dont le siège est à l'Université Brown aux États-Unis, 23 chercheurs, universitaires, responsables gouvernementaux et représentants d'ONG se sont réunis à Bellagio en Italie pour examiner les moyens de mettre un terme au problème de la faim. Le résultat est la Déclaration de Bellagio, preuve que pays riches et pays pauvres peuvent s'entendre quant aux mesures à prendre pour l'éradication de la faim.

Selon la Déclaration, la réduction de moitié de la faim dans le monde dans les années 90 «est un objectif réaliste». Il faut pour cela s'appuyer sur des politiques et des programmes éprouvés dans ce domaine : programmes qui donnent aux gens le pouvoir d'agir pour eux-mêmes, programmes qui tout en fournissant une aide à court terme s'attaquent aux causes sous-jacentes des pénuries alimentaires, programmes qui peuvent être maintenus à long terme.

«La décennie qui s'achève a été qualifiée de décennie perdue, caractérisée par une lutte contre la faim parfaitement inadaptée, vue la détérioration de la situation économique» peut-on lire dans la Déclaration. «Mais cette même décennie a vu se dessiner des tendances encourageantes, telle qu'une meilleure compréhension des origines et des causes de la faim», ainsi que des progrès importants en matière de prévention des famines, de lutte contre les maladies infantiles et nutritionnelles et de soutien des initiatives locales.

Un des quatre objectifs définis pour réduire de moitié la faim dans le monde vise à l'élimination de la faim parmi les paysans d'Afrique et d'ailleurs. «Des mesures visant à augmenter la production des petites exploitations agricoles et à créer de



nouveaux revenus et de nouveaux emplois pourraient mettre un terme à la faim chez un tiers ou la moitié des 450 millions de ruraux trop pauvres pour se nourrir.» Parmi ces mesures :

- des sources de crédits auto-suffisantes ;
- des programmes destinés aux femmes spécifiquement ;
- des technologies agricoles saines écologiquement, limitant l'érosion des sols et assurant une productivité durable.

Les trois autres objectifs : élimination de la mortalité due aux famines par l'utilisation de méthodes modernes permettant de prévenir de telles crises ; réduction de moitié de la malnutrition chez les femmes et

victimes de la faim reste relégué à l'écart des marchés, mis à part celui des produits alimentaires les moins chers. Les économies fondées sur les échanges commerciaux ont intérêt, à long terme, à les aider à dépasser le niveau de la faim.»

La conférence était patronnée par le Programme mondial contre la faim de l'Université Brown ; y étaient représentés le Chili, la Chine, les Etats-Unis, la France, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Nigéria, Sri Lanka, la Tanzanie, l'URSS, et le Zimbabwe. Le président de la conférence, M. Akin Mabogunje, du Nigéria, travaille actuellement avec les dirigeants africains en vue de la mise en œuvre des stratégies recommandées.

—Ann Lynn Foster

Les Masais, agriculteurs sédentaires

Les fiers Masais parcourent depuis des siècles les savanes du Kenya et de la Tanzanie, suivant leur héritage nomadique pastoral et forts de la croyance selon laquelle Dieu a fait d'eux les gardiens du bétail du monde entier.

Mais la terre jadis ouverte au pâturage recule devant les villages ou le surpâturage. Les sources d'eau autrefois accessibles sont soit taries soit devenues la propriété privée d'intérêts commerciaux. Le monde moderne continue d'empiéter sur le mode de vie séculaire des Masais. Nombre d'entre eux s'établissent pour survivre dans des communautés agricoles.

«Nous avons besoin de formation, surtout en matière de croisement, pour augmenter notre production de viande et de lait», déclare Sokosi Ngitika, 28 ans, membre d'une des 500 et quelques familles qui se sont sédentarisées ces deux dernières années dans le district de Morogoro en Tanzanie. M. Ngitika suit un cours agricole par correspondance offert par une école de Dar es-Salaam, capitale de la Tanzanie. Outre l'élevage du bétail, les Masais de sa région commencent à cultiver le sorgho et le millet

Il est essentiel d'augmenter

la production des

petites exploitations.

les enfants par des campagnes encourageant l'allaitement au sein, une alimentation supplémentaire, la surveillance de la croissance et l'espacement des naissances ; éradication des carences en iode et en vitamine A.

Pour atteindre leur but, les congressistes ont appelé les gouvernements et les agences internationales de développement à instaurer des programmes d'auto-assistance, à renforcer le rôle des ONG et des initiatives locales, et à accorder aux femmes une attention spéciale.

Les besoins annuels sont estimés entre 5 et 10 milliards de dollars, qui peuvent être obtenus par : la réduction des dépenses militaires mondiales — les économies réalisées étant investies dans la lutte contre la faim, l'allègement de la dette pour les pays appliquant des programmes contre la faim, l'affectation de fonds à des collectivités locales plutôt qu'à des pays entiers, et enfin la coordination de la lutte contre la faim, de l'amélioration des soins de santé, de l'accès des pauvres aux sources de production et de la promotion d'un développement écologiquement viable.

La persistance de la faim nuit également aux économies des pays industrialisés, note la Déclaration de Bellagio. «Le milliard de

Jeunes Masais au Kenya. Il y a 250 000 Masais au Kenya et en Tanzanie.



Jason-Laure / Impact Visuels

et certains se sont même lancés dans la culture de légumes.

«Les membres de ces tribus doivent se sédentariser et utiliser à bon escient les ressources disponibles», a déclaré l'ancien ministre de l'agriculture Jackson Makweta en visite l'été dernier dans le village de M. Ngitika.

Les gouvernements du Kenya et de la Tanzanie aimeraient persuader l'ensemble des 250 000 Masaïs de se transformer en agriculteurs. Comme l'a déclaré M. Makweta : «Il est néfaste de les considérer comme une simple attraction touristique. Ils ont le droit de survivre et de vivre mieux.»

En Tanzanie, des agents de vulgarisation travaillent avec les chefs des villages masaïs, espérant ainsi donner un exemple, encourager les agriculteurs à profiter de leurs services et renforcer l'influence des experts.

Désireux de réussir, les anciens du village de Bonye (du même district de Morogoro) ont acheté dix taureaux pour labourer leurs champs et ont demandé aux pouvoirs publics l'aide de spécialistes de la traction animale. Non loin de là, dans le village de Kambala, des éleveurs masaïs, chose jadis impensable, ont appris la technique de l'insémination artificielle des vaches.

Cette transformation radicale du mode de vie masaï n'a pas été sans problèmes. Wacha Rombo, 57 ans, de Bonye, se plaint des conflits au sein du village à propos de l'utilisation de l'eau de l'unique rivière. Durant la saison sèche, les éleveurs en ont besoin pour leurs bêtes et les cultivateurs pour leurs légumes.

«L'eau est la première de nos priorités», déclare M. Rombo. Les villageois de Bonye envisagent la construction d'un barrage pour assurer l'approvisionnement en eau pour le bétail.

— Christopher Mwalubandu

(Le National Correspondence Institute, B.P 9213, Dar es-Salaam, Tanzanie, propose un cours d'agriculture par correspondance.)

Développement et participation populaire

Les efforts d'amélioration des performances économiques de l'Afrique ne donneront que de piètres résultats tant que les agriculteurs, les travailleurs et le reste de la population n'auront pas voix au chapitre. C'est ce qu'a conclu en février une conférence internationale sur le rôle de la participation populaire au développement.

Cinq cents délégués de groupements féminins, de mouvements agricoles, d'organisations locales, d'organismes de l'ONU et de gouvernements africains et donateurs se sont réunis à Arusha en Tanzanie sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU (CEA) et de plusieurs organisations non gouvernementales. Dans son allocution d'ouverture, le président de la Tanzanie, M. Ali Hassan Mwinyi a déclaré qu'il existait un consensus en Afrique, quant à la relation entre développement et participation populaire. Les congressistes ont adopté une charte engageant chaque gouvernement africain à «s'ouvrir à leurs peuples» et à forger une nouvelle alliance avec leurs citoyens dans l'intérêt général du développement.

Le général Adebayo Adedeji, secrétaire de la CEA, a déclaré dans son allocution : «Pour nous en Afrique, la participation populaire n'est pas un simple slogan. C'est une question de vie ou de mort. C'est en fait notre seul espoir de survie politique et de renouveau.»

Dans la Charte africaine pour la participation populaire au développement et la transformation, les participants réclament des changements profonds et immédiats qui permettront à tous les niveaux de la société une participation à la conception, la planification et l'application de stratégies de développement.

En premier lieu, déclare la charte, les gouvernements devraient être plus responsables devant leur peuple : «Il faut élargir le processus politique à la liberté d'opinion». Les gouvernements africains doivent protéger les droits individuels de leurs citoyens, ajoute avec audace la charte, afin que l'opposition puisse elle aussi s'exprimer.

La charte fait appel aux gouvernements pour mettre fin aux conflits armés, affecter

les budgets militaires à des activités productives et à des services sociaux, faciliter l'accès aux moyens de production comme la terre, le crédit et la technologie, et étendre les programmes d'alphabétisation et de formation professionnelle.

«Pour nous en Afrique, la

participation populaire

n'est pas un simple slogan.

C'est une question de

vie ou de mort.»

Outre les changements apportés par les pouvoirs publics, les peuples eux-mêmes doivent réclamer la participation démocratique et établir «des organisations indépendantes qui soient réellement communautaires, administrées démocratiquement et autonomes». Le rôle central des femmes dans le développement est mis en relief, la charte demandant instamment l'égalité sociale, économique et politique de la femme.

Il est fait appel à la communauté internationale pour promouvoir la justice dans les relations économiques internationales et pour appuyer les efforts démocratiques autochtones. Les ONG, africaines ou non, sont engagées à renforcer leur action et mieux coordonner leurs efforts entre elles et avec les gouvernements et les organisations de base.

Cette conférence internationale est la troisième organisée dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-90 (PANUREDA). Elle s'est déroulée du 12 au 16 février, période marquée par les bouleversements politiques en Europe de l'Est et par la libération de Nelson Mandela après 27 ans de prison en Afrique du Sud. «Jamais depuis la fin de la 2e guerre mondiale, dit la charte, la participation populaire n'a-t-elle pris une telle ampleur ; elle est appelée inéluctablement à jouer en Afrique un rôle vital.»

— Ann Lynn Foster



Comment le Botswana s'est remis de la sécheresse

S.E. Quett K.J. Masire

Son Excellence Quett K.J. Masire, président de la République du Botswana, et Monsieur Bernard Lédéa Ouedraogo, qui dirige le Groupement Naam en Afrique de l'Ouest, sont les lauréats du troisième Prix Leadership Afrique pour l'élimination permanente de la faim. Ce prix annuel décerné par le Projet Faim leur a été remis lors de la cérémonie qui a eu lieu le 14 septembre 1989 à New York. Dans leurs allocutions d'acceptation, dont on trouvera ici des extraits, les deux dignitaires ont évoqué les effets des graves sécheresses et la façon dont leur pays et leur organisation en sont sortis plus forts et mieux à même de faire face aux problèmes futurs.

Le Prix Leadership Afrique vise à attirer l'attention du monde sur les nombreux dirigeants africains qui agissent en vue du progrès économique et social de leurs peuples. Au cours des 10 ans du mandat du Président Masire, l'économie du Botswana a connu un taux de croissance annuelle de 12 %. Le pays a réalisé d'immenses progrès dans les domaines de la nutrition, de la santé, de l'éducation et du logement : son taux de mortalité infantile est le plus bas de l'Afrique continentale subsaharienne et son taux d'alphabétisation est le plus élevé.

Le Président Masire a joué un rôle de tout premier plan dans le développement du Botswana, en veillant à ce que les ressources minérales de son pays soient utilisées de façon judicieuse. Les revenus des exportations de ce secteur ont été largement investis dans l'agriculture.

En 1981, le Botswana fut frappé par la sécheresse la plus grave de son histoire récente. Mais grâce à une gestion prudente, le pays sortit de l'épreuve, qui ne dura pas moins de six ans, avec des taux de malnutrition inférieurs à leurs niveaux précédents.

Je ne suis pas venu ici pour évoquer des changements spectaculaires qui auraient engendré la possibilité d'obtenir de bonnes récoltes. Par contre, je vais vous expliquer comment le Botswana a fait face entre 1981 et 1987 à six années de sécheresse et comment, malgré les terribles dégâts causés par ce fléau à l'environnement et aux récoltes, le programme d'aide a permis de

sauver un grand nombre de vies tout en donnant aux habitants la santé et l'espoir nécessaires pour mener une vie relativement épanouie. C'est un exploit dont nous sommes très fiers.

Après maintes années pendant lesquelles le monde en est arrivé à considérer l'Afrique comme une série de catastrophes successives, le moment est venu de faire le bilan de la situation. Le Projet Faim a été créé par des individus résolus à éliminer la faim pour toujours. Il se peut certes que nous ne puissions pas éliminer les guerres et leurs conséquences dont la famine mais je suis par contre convaincu que nous pouvons éliminer la faim causée par la sécheresse. La sécheresse de six ans dont a souffert le Botswana a été de mémoire d'homme, son cauchemar le plus effroyable. Tout semble néanmoins indiquer que personne n'est mort des effets de ce fléau . . .

Dans la plupart des pays de l'Afrique, un pourcentage élevé de la population tire la majeure partie de son revenu de l'agriculture. Et, dans la plupart des pays du continent également, le niveau des précipitations et de la production vivrière varie considérablement de l'un à l'autre alors que le niveau moyen de la production agricole est bas. Aussi, une longue sécheresse les frappe-t-elle durement.

Les tendances de la production agricole sont bien connues. La production vivrière totale des pays de l'Afrique au sud du Sahara a, depuis 1960, augmenté à un rythme plus lent que la population. . .

Partout en Afrique, nous essayons d'inverser la baisse des termes de l'échange que connaît le secteur agricole, contraintes que nous sommes pour ce faire de procéder à des ajustements structurels douloureux avec des résultats souvent très divers. Nous avons dû apprendre à saisir les véritables contraintes auxquelles doivent faire face les agriculteurs pour comprendre à quel point il est difficile à un grand nombre d'entre eux de modifier leurs technologies. . .

Écouter les agriculteurs

Nous avons appris à écouter les agriculteurs, à tirer parti de leur expérience et à travailler avec eux et non pas contre eux. Et, dans les zones vulnérables à la sécheresse, nous avons dû accepter que les agriculteurs courent des risques beaucoup plus grands que nous ne l'avions en général imaginé et que leurs réactions devant ces risques méritent d'être prises en considération, même si cela signifie que les niveaux moyens de production seront bas.

Ce sont des leçons qui nous ont manifestement coûté cher.

Les agriculteurs africains travaillent par ailleurs dans des conditions climatiques plus

«Nous avons appris à écouter les agriculteurs, à tirer parti de leur expérience et à travailler avec eux et non pas contre eux.»

variables que celles que les agriculteurs en zones tempérées pourraient imaginer, même dans leurs rêves les plus épouvantables. Un gouvernement responsable doit se préparer non seulement à aider les agriculteurs à accroître leurs rendements moyens mais encore à faire face aux effets de la sécheresse. Comme nous le savons, les méthodes modernes de culture font considérablement monter les coûts si les pluies font défaut. L'agriculteur qui emprunte pour acheter de bonnes semences et de bons engrais comme son homologue dans un climat tempéré perdra davantage s'il ne pleut pas que son voisin qui utilise lui ses propres semences sans engrais. . .

Depuis que la collecte de données pluviométriques a commencé au début du XXe siècle, les années de sécheresse et de non-sécheresse se sont succédé, mais seuls ceux qui se livrent aux études statistiques en sont conscients. Au début des années 60, nous avons pour la première fois souffert pendant cinq années de suite de la sécheresse. Et dans les années 70, nous avons bénéficié de cinq années de pluies exceptionnellement bonnes. Puis, dans les années 80, nous avons souffert de six années d'une sécheresse très grave.

Vers la fin de la période des pluies dans les années 60, un colloque national sur la sécheresse a été organisé (en 1978) au cours duquel les météorologistes ont projeté une longue période de sécheresse durant les années 80. A l'époque, aucun plan spécifique n'avait été élaboré mais nous étions psychologiquement prêts à affronter le pire et à prendre au cas échéant des mesures de grande envergure. . .

◀ Le Président Masire, du Botswana (à droite) et M. Bernard Ouedraogo, du Burkina Faso, lauréats du Prix Leadership Afrique.

«En payant les agriculteurs pour qu'ils labourent leurs champs, nous veillions à ce qu'une fois les pluies tombées, la récolte serait abondante.»

Des mesures multiples

Comment faire face à la sécheresse ? Telle est la question qu'il faut se poser. La première réponse est que les effets de la sécheresse sont très divers et doivent être combattus par des mesures multiples. Nos programmes dans les zones rurales comprennent des programmes d'alimentation complémentaire, des programmes de travail rémunéré ainsi que des programmes agricoles et des programmes d'alimentation en eau. Notre système de surveillance consiste à faire une prévision des pluies, à déterminer les conditions

agricoles, à évaluer l'état nutritionnel des enfants, à stocker et à distribuer des aliments, à superviser les prix alimentaires et à établir les conditions dans lesquelles se trouvent les pâturages et la faune sauvage. Pour faire cela, nous avons créé au niveau de l'administration centrale et des districts une série de comités. Ceux-ci sont tenus d'accorder aux programmes de lutte contre la sécheresse la priorité la plus haute. . . .

Durant la sécheresse, nous avons quatre programmes d'alimentation complémentaire. Au plus fort de la sécheresse, près de 20 % des calories de base dont avait besoin la population du pays ont été distribués par le biais de ces programmes. Trois d'entre eux étaient les programmes d'alimentation directe des écoliers du primaire, des groupes d'habitants vulnérables et des enfants mal nourris. Le quatrième de ces programmes était le programme d'alimentation des habitants vivant dans des endroits isolés, c'est-à-dire à plus de 15 km des services villageois. Bon nombre d'entre eux sont des chasseurs et des cueilleurs. La sévérité et la longueur de la sécheresse ont tué des populations entières d'animaux sauvages et causé la disparition dans les velds des aliments dont elles dépendaient. A ces habitants, on a

donc fait distribuer tous les mois par camion des rations plus importantes.

Programmes de travail rémunéré

Les groupes bénéficiaires d'une aide alimentaire ont été classés en catégories plus ou moins spécifiques et identifiés sur la base de critères de sélection médicaux. Ce système . . . permet de s'assurer que l'aide sera distribuée à ceux qui en ont le plus besoin. Il ne fait aucun doute cependant que certaines personnes nécessitant une aide ne l'auraient pas reçue si tel avait été le seul programme d'aide humanitaire. Nous avons en effet dans chaque village un programme de travail rémunéré pour les personnes en bonne santé. Ce programme offrait aux participants un salaire relativement bas s'ils travaillaient à des projets choisis par les comités de développement villageois. Ce salaire était important car il garantissait l'autosélection des participants et évitait ce qui aurait pu se

Un champ à Maun, au Botswana. Après six ans de sécheresse, la terre recommence à produire en abondance.



Dieter Blum/Peter Arnold, Inc.

Tswelopele Moremi : Accroître le revenu rural au Botswana



Comment assurer l'alimentation d'un pays sujet à la sécheresse, enclavé, qui ne dispose que d'une petite superficie de terre cultivable et obligé de dépendre pour la majeure partie de ses importations d'un voisin politiquement incompatible (l'Afrique du Sud) ?

Tswelopele Moremi, fonctionnaire au ministère des Finances du Botswana, passe son temps à chercher des réponses à cette question. Coordinatrice de la Division du développement rural, elle élabore des stratégies pour assurer la sécurité alimentaire de son pays.

« Pour moi, la question primordiale est d'accroître les revenus dans les zones rurales, d'augmenter le niveau de la demande réelle en aliments [pour que les agriculteurs puissent toujours vendre leurs produits] et d'assurer la sécurité alimentaire, déclare Tswelopele Moremi. La plupart des habitants des régions rurales dépensent pratiquement tout ce qu'ils gagnent en nourriture. »

Après l'indépendance en 1966, le Botswana lança un plan ambitieux d'aménagement des régions rurales où vivent 80 % de la population. Au cours des années 70, le gouvernement s'efforça de développer l'infrastructure et des services

tels que routes, eau propre, écoles et soins médicaux de base. Ces efforts furent interrompus par une sécheresse de six ans, de 1981 à 1987.

« Dans les années 80, explique Mme Moremi, l'accent a été mis sur la création de sources d'emploi productives. Mais durant la sécheresse, quels que furent les encouragements donnés par le gouvernement, les gens étaient plus préoccupés par la survie quotidienne que par le développement à long terme. Cela montre la complexité des questions d'aménagement rural. »

Le rôle des agriculteurs

Le gouvernement du Botswana reçut des louanges du monde entier pour la façon dont il combattit la sécheresse. Mme Moremi reconnaît également la volonté et l'initiative de l'agriculteur individuel qui ont permis au pays de se relever si rapidement. « Dès le début de la sécheresse, les gens se sont remis à labourer, dit-elle. Il y eut une réduction très nette du nombre de bénéficiaires du programme d'aide alimentaire directe. Grâce aux intrants fournis par le gouvernement, les gens sont de nouveau en train de cultiver la terre. »

C'est précisément, selon elle, ce que veut le gouvernement. « Nous sommes toujours là [avec l'aide alimentaire] en dernier recours, mais nous estimons que les ménages doivent assumer leur propre sécurité alimentaire ... Il faut penser aux mauvaises années pendant les bonnes. »

Les deux dernières années ont été bonnes et le pays a emmagasiné 40 000 tonnes de surplus de sorgho, aliment de base national, de même que 40 000 tonnes de maïs importé. Et avec le revenu des mines de diamants, le Botswana a accumulé des réserves en devises étrangères suffisantes pour lui assurer des importations sur 30 mois - sauf difficultés avec l'Afrique du Sud qui lui fournit 78 % de ses importations.

Aider l'individu

Mme Moremi et son personnel se rendent bien compte que la sécurité alimentaire nationale signifie seulement qu'il y a suffisamment de nourriture pour ceux qui ont les moyens d'en acheter. Pour s'assurer que toute la population soit nourrie, il faut assurer la sécurité alimentaire des ménages, chose qui ne peut se faire qu'en aidant les individus à gagner plus d'argent. Le gouvernement offre donc des subventions et des prêts divers aux entreprises agricoles

et industrielles à main-d'œuvre intensive, afin de diversifier l'économie en dehors des mines de diamants. Ces entreprises vont des petites coopératives qui cultivent du tournesol et des arachides jusqu'aux industries rurales traditionnelles et aux grandes sociétés étrangères. Il y a aussi un programme d'industrialisation rurale pour aider les petits manufacturiers.

Mme Moremi et son personnel administrent certains de ces programmes de même que le système de prévisions avancées si crucial pour le pays. Ce système utilise des renseignements provenant des fonctionnaires de district et des agents de vulgarisation agricole pour surveiller les niveaux de sécheresse, la malnutrition, le chômage et la production industrielle. Mme Moremi espère que ce système permettra au gouvernement d'être plus informé des problèmes avant qu'ils ne deviennent impossibles à résoudre.

Le système exemplaire de prévisions avancées du Botswana a été récemment le sujet d'un film des Nations Unies que l'on montre à d'autres gouvernements.

La théorie et la pratique

Pour accroître la sécurité alimentaire du Botswana, Mme Moremi doit s'assurer que l'on donne aux agriculteurs les moyens -- irrigation, crédits, intrants -- d'étendre leurs activités aux régions qui n'étaient pas traditionnellement cultivées. Sans cette assistance, les agriculteurs sont, on le comprend, réticents à prendre des risques. « Les agriculteurs sont des gens de bon sens », dit Mme Moremi.

Elle le sait bien car malgré deux diplômes universitaires et un poste gouvernemental à plein temps, Mme Moremi a sa propre ferme. Elle met ainsi en pratique les techniques qu'elle apprend dans le cadre de son travail officiel et a une connaissance de première main des divers problèmes auxquels ont à faire les producteurs de cultures vivrières du Botswana. ■

transformer en une course à l'emploi au niveau du village.

Nous sommes d'avis que la participation communautaire au choix de ces unités est un facteur très important car elle garantit

«Il est essentiel

de veiller à ce que

la dépendance à

l'égard de l'Etat

soit minimale.»

que les projets sont bien exécutés puisqu'ils sont choisis pour répondre aux besoins des villages et pour encourager l'autonomie. L'éventail des projets entrepris est très large. Il comprend des projets d'infrastructure comme la construction d'une maison pour un enseignant ou d'un barrage, et des projets environnementaux comme la construction de ponceaux et d'aménagement d'aires boisées. En procurant aux villages un revenu, nous avons empêché les entrepôts de faire faillite, nous avons assuré la distribution commerciale des denrées alimentaires et autres marchandises dans des villages bien souvent isolés. . . . C'est la raison principale pour laquelle nous décourageons le troc vivres contre travail au Botswana. La distribution de vivres aux projets par des véhicules qui leur sont affectés va à l'encontre des intérêts du secteur commercial alors que celui-ci nécessite un appui.

En dehors des programmes d'aide humanitaire, j'ai mentionné les programmes agricoles et les programmes d'alimentation en eau. Au plus fort de la sécheresse, nous administrons six programmes agricoles, trois pour les agriculteurs au nombre desquels on trouve les familles les plus pauvres et les plus vulnérables, et trois pour les éleveurs. Les trois premiers ont été conçus pour maintenir la viabilité des familles rurales même lorsque leurs récoltes étaient inexistantes. Le revenu engendré atténuait une vente éventuelle des avoirs et permettait aux agriculteurs d'être constamment prêts à labourer lorsque les pluies tombaient. Nous accordions aux agriculteurs un don pour défricher les terres,

leur fournissions gratuitement des semences et autres subventions, et les autorisons à louer des animaux de trait si leur bétail venait à mourir ou devenait trop faible pour travailler.

Dans le cas des propriétaires de bétail, nous avons subventionné le prix des aliments et fourni gratuitement des vaccins contre le botulisme. A des groupes de petits agriculteurs, nous avons accordé des dons pour le forage de puits. Il y avait également un programme au titre duquel nous achetions les animaux les plus vieux et les plus faibles pour essayer de réduire la surcharge pastorale.

Certains problèmes non résolus

Les résultats obtenus n'ont pas toujours été positifs. En payant les agriculteurs pour qu'ils labourent leurs champs, nous veillions à ce qu'une fois les pluies tombées, la récolte serait abondante. Cela rétablissait les revenus ruraux. Malheureusement, au cours des premières années, les agriculteurs ont défriché et labouré à une époque où ils auraient dû laisser les terres en jachère. De même, quand il périt moins de bétail que d'habitude, nous n'avons pas encore réussi à convaincre les agriculteurs qu'ils doivent vendre et abattre durant la sécheresse un nombre accru d'animaux de sorte que les zones de pâturages puissent se rétablir plus rapidement une fois la catastrophe terminée. Ce sont là de réels problèmes et nous devons encore les confronter de manière adéquate. Le point positif a été la reprise du secteur arable et le ralentissement de l'exode rural vers les villes.

Enfin, nous avons fourni des fonds additionnels aux unités d'alimentation en eau des districts pour qu'elles puissent transporter l'eau potable nécessaire aux villages dont les réserves étaient épuisées. Nous avons également accéléré les opérations de forage de puits plus profonds afin que les villages aient accès à une source d'eau plus fiable. Cela s'est révélé indispensable car la nappe phréatique avait baissé et de nombreux puits s'étaient taris durant la sécheresse. . . .

Un dévouement exceptionnel

Un gouvernement confronté à une grave sécheresse ne peut pas se permettre le luxe d'hésiter devant l'exécution du programme de lutte. En créant un système grâce auquel on a réussi à distribuer des aliments à ceux qui en avaient le plus besoin, nous avons

éveillé chez les donateurs un soutien considérable en matière d'aide alimentaire. En arrêtant les aptitudes requises des volontaires et en les affectant au mieux dans l'administration du programme d'aide fondé sur le travail, nous nous sommes assurés qu'ils complèteraient nos efforts tout en maintenant le contrôle des programmes. En veillant à ce que l'aide alimentaire et la création de revenus interviennent en temps opportun, nous avons évité un exode massif et une forte perturbation de l'économie rurale.

C'est cette volonté de réussir plutôt que de solides réserves de change et un excédent budgétaire qui nous ont permis de survivre à la catastrophe et de sauver de nombreuses vies humaines. Je tiens par conséquent à saisir l'occasion qui m'est ici donnée pour exprimer ma profonde gratitude et ma reconnaissance aux fonctionnaires de mon gouvernement qui ont participé à la planification, à l'exécution et à la supervision du programme d'aide durant les années de sécheresse. Ils ont fait montre pendant cette période de crise d'un dévouement exceptionnel à leurs tâches.

Nous sommes on ne peut plus conscients au Botswana du fait que le pays risque de ne pas se trouver dans une situation financière aussi positive lorsque frappera la prochaine sécheresse. D'ici là cependant, nous espérons disposer de meilleures méthodes pour aider ceux qui en ont besoin. Nous organiserons sous peu un colloque national sur la sécheresse pour nous assurer que nous avons tiré de cette dernière expérience tous les enseignements nécessaires.

Pour améliorer nos dispositifs d'intervention, nous continuerons de faire en sorte que le pays détienne de robustes réserves financières. A cet effet, nous avons commencé à constituer un stock stratégique de céréales qui devrait garantir un approvisionnement en céréales vivrières de plusieurs mois. Et surtout, nous avons élaboré une stratégie alimentaire nationale qui est devenue en 1985 politique de l'Etat et qui rassemble les multiples courants de nos objectifs à moyen et à long terme dans les secteurs agricole et alimentaire. Nous avons en effet estimé qu'il était important de ne pas perdre de vue ces objectifs à plus long terme tout en répondant aux impératifs à court terme de la sécheresse. De cette façon, moins probable serait la nécessité de mettre à exécution les dispositifs d'intervention qui, après tout, allaient à l'encontre de notre objectif à long terme.

Nous devons également veiller à ce que les agriculteurs maintiennent leurs propres dispositifs d'intervention afin de réduire l'aide gouvernementale. Nous insistons pour que la totalité des prêts aux agriculteurs relève du programme de garantie des crédits agricoles. L'agriculteur comme la banque contribuera à ce programme qui doit financer ses coûts et non pas devenir un mécanisme d'octroi de subventions gouvernementales.

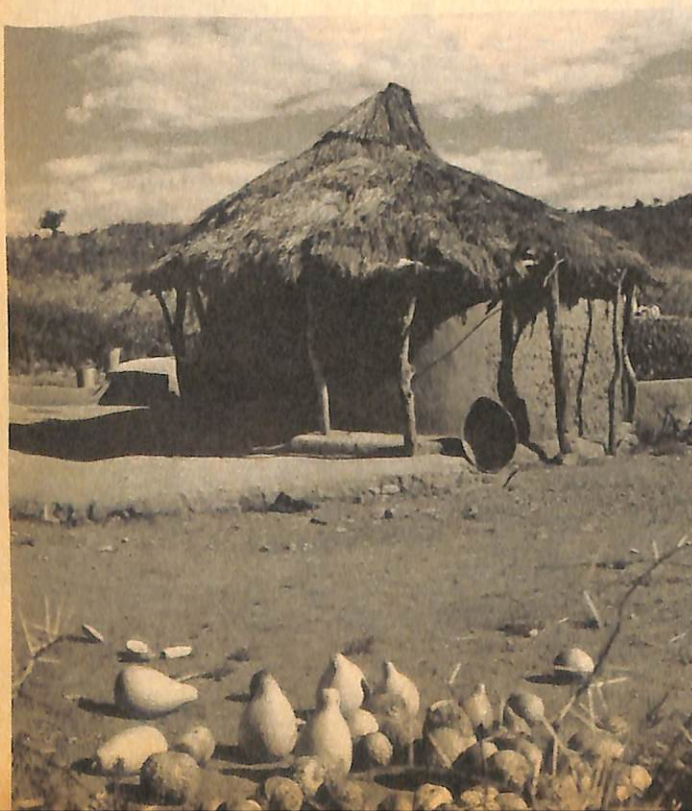
Pour nous assurer par ailleurs que les agriculteurs maintiennent des dispositifs d'intervention, nous avons indiqué clairement que le programme d'aide en cas de sécheresse ne sera pas déclenché après une seule année de sécheresse. Il est essentiel selon moi de veiller à ce que la dépendance à l'égard de l'Etat soit minimale. . . .

Ce que peuvent faire les pays industrialisés

Ce discours, je le terminerai sur une pensée relativement grave. L'analyse scientifique des changements de climat a montré que le réchauffement de la planète causé par l'effet de serre progresse à une cadence sans précédent du fait des activités agricoles et industrielles de l'homme. Au fur et à mesure que ce réchauffement continue, les tropiques semi-arides seront soumis à des variations de climat encore plus prononcées.

A mesure que la température moyenne augmente, on pourrait assister à une nouvelle diminution du niveau des pluies et de la teneur en humidité des sols. Nous nous attendons à ce que les futures sécheresses soient encore plus sévères. Les pays industrialisés peuvent à long terme faire plus pour l'Afrique en contribuant à réduire le réchauffement de la planète qu'en lui fournissant une aide à court terme, laquelle est bien entendu toujours reçue avec gratitude. Au lieu de devoir apprendre à lutter efficacement contre les sécheresses, nous préfererions pouvoir les empêcher. ■

Hutte d'agriculteur à Gaborone, au Botswana. Le gouvernement encourage les agriculteurs à prévoir la lutte contre les sécheresses à venir.



**Au Burkina Faso,
avec ...**

Valentin Sankara



M. Valentin Sankara, âgé de 34 ans, a un pied en ville et l'autre à la campagne. Frère benjamin de l'ancien président du Burkina Faso, M. Thomas Sankara, il habite avec sa famille à Ouagadougou, la capitale du pays. Mais il est aussi agriculteur de profession. et se rend tous les jours à sa ferme, à quelque 15 km de la capitale.

Lorsque M. Sankara a résolu de se mettre à l'agriculture, il y a 11 ans de cela, il n'y avait pas assez de terre disponible à Ouagadougou, ce qui explique sa décision d'établir son exploitation à Loubila, au nord de la capitale. «J'ai commencé par un élevage d'une centaine de poulets, raconte-t-il. Il se développait lentement, mais le climat était trop dur pour les espèces européennes. Alors, j'ai commencé à élever des porcs. Et il y a cinq ans, j'ai ajouté un jardin potager.»

M. Sankara a pour clients les hôtels et les restaurants de la capitale, et sa mère vend le reste des produits de l'exploitation dans les petits marchés des environs de Ouagadougou.

Comme il l'explique, M. Sankara gagne ainsi suffisamment pour subvenir à ses besoins, mais pas assez pour développer ses activités comme il le souhaiterait. «Si j'avais le soutien nécessaire, je pourrais augmenter mes revenus, en particulier avec l'élevage de porcs qui sont très demandés au Burkina Faso. Mais pour cela, il faudrait des moyens de transport, pour amener les aliments pour animaux à la ferme.»

Il a bien essayé deux fois de faire un emprunt à la Banque nationale de crédit agricole, mais se l'est vu refuser. «Je peux me passer de crédit, dit-il. Mais je fonctionne alors à une échelle excessivement limitée.» Il a toutefois obtenu un prêt d'une organisation privée allemande qui lui a permis d'acheter une pompe motorisée avec laquelle il irrigue ses cultures maraîchères.

Malgré ces problèmes, M. Sankara se déclare très satisfait de ses activités agricoles. «J'ai des encouragements continuels de mes parents et amis, dit-il. Il y a aussi des agriculteurs chevronnés qui me donnent des conseils et qui m'apprennent de nouvelles techniques. Leur aide est pour moi d'une grande valeur.» ■

— Marco Werman

La lutte contre la faim en Afrique de l'Ouest

Bernard Lédéa Ouedraogo

M. Bernard Ouedraogo du Burkina Faso est un ancien enseignant qui a choisi d'exercer ses activités dans le domaine de la vulgarisation agricole. Au milieu des années 60, il se trouva fort désillusionné par les tentatives du gouvernement de l'époque visant à établir des coopératives agricoles et, note-t-il, essayant sans succès d'imposer aux villageois un progrès venu de l'extérieur.

Sa réaction à cet état de choses fut d'organiser le Groupement Naam, basé sur les coopératives traditionnelles des villages burkinabés dénommées «naams». Par l'intermédiaire de ces groupes indépendants, le mouvement Naam œuvre à relever le niveau de vie en encourageant les villageois à identifier eux-mêmes les besoins locaux, à choisir leurs propres projets puis à en assurer la planification et à fournir la main-d'œuvre requise. Le Groupement Naam est actuellement le mouvement agricole africain le plus important

du continent, comptant plus de 4000 groupes au Burkina Faso, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal, au Tchad et au Togo.

En 1976, M. Ouedraogo fonda Six S, organisation non gouvernementale internationale, dans le but d'aider les groupes naams des villages à progresser vers l'autosuffisance. (Le nom de l'organisation vient de son nom français : «Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel».) Six S recueille des fonds souples auprès de donateurs internationaux et les transmet aux groupes locaux qui les appliquent librement à leurs besoins. Ceci permet de soutenir une large gamme d'activités, telles que l'alphabétisation, la culture maraîchère, l'amélioration des installations de stockage alimentaire, la lutte contre l'érosion et le déboisement, la construction de routes, l'amélioration des services de santé, qui aident les villageois à accéder à l'autonomie.

C'est un grand honneur pour moi de recevoir ce Prix au nom des millions d'hommes et de femmes militant dans les Organisations paysannes que je représente.

La grande sécheresse des années 1973 a eu des conséquences désastreuses dans les zones sahéliennes des pays au Sud du Sahara: les troupeaux ont été décimés, la végétation anéantie, les terres érodées, desséchées et appauvries. Les réserves céréalières et animales ont été entièrement consommées. Les familles éplorées sont parties... tantôt vers la ville, tantôt vers d'autres horizons plus hospitaliers. Il fallait trouver... d'autres solutions immédiatement efficaces et durables.

«La faim, dit un paysan, n'a honte de personne et n'a pas peur de Dieu. Elle recule seulement devant le travail organisé et conscient.»

Femmes burkinabées extrayant l'huile de noix de karité dont elles se servent pour la cuisine.



Mark Edwards \ Still Pictures



Il fallait faire renaître le village, faire revenir les familles, reconstituer l'écosystème, faire renaître la force de lutter contre l'hostilité de la nature. Mais comment y parvenir ?

Les qualités de la société traditionnelle africaine

En organisant les forces de travail et en prenant des mesures incitatives, en mettant à profit et en développant les qualités de la société traditionnelle africaine. Citons la solidarité et la tendance communautaire en particulier. En plus, il fallait trouver le moyen de responsabiliser les populations de leurs problèmes et leur faire prendre conscience que seules la mise en commun des efforts et les actions simples, concrètes et maîtrisables par elles-mêmes, peuvent aboutir à des résultats réels et positifs.

Nous avons tenté cela en nous inspirant d'une méthode créée en 1967 par des animateurs ruraux au Yatenga au Nord du Burkina Faso, particulièrement touché par les effets de la sécheresse. C'est une méthode de développement endogène qui respecte trois phases essentielles : la participation, l'auto-responsabilisation et la prise en charge des problèmes par les intéressés eux-mêmes. . . .

Ces trois étapes sont rendues possibles grâce au Groupement Paysan Naam. Le Groupement Naam . . . puise son enthousiasme et sa motivation des sources ancestrales. Sa stratégie lui permet d'atteindre le tissu social afin de mieux combattre les inégalités sociales. On s'y présente sur le même pied d'égalité que les autres. Ni la naissance, ni la fortune, ni le sexe n'interviennent dans les élections des responsables. Seuls comptent le caractère, le tempérament, l'esprit de sociabilisation et la compétence technique du candidat.

La démocratie qualitative, la solidarité sociale et économique, la fraternité, l'amitié, la tendance communautaire, l'exercice collectif de la responsabilité constituent l'essence de l'Association. Dans un monde qui se déshumanise petit à petit, instaurer ces qualités dans la communauté est capital pour la survie de celle-ci.

Le Groupement Naam a été initié au Yatenga. Mais il existe dans les autres pays sous d'autres vocables.

Une action internationale

Comment faire fonctionner ces groupements dans des communautés villageoises où la volonté de vivre et de lutter est permanente et où il y a un manque minimum d'outils pour travailler.

C'est là qu'est intervenue la Communauté internationale, par l'octroi de subventions importantes qui ont fonctionné par le système des fonds souples. Ce sont des fonds qui sont mis à disposition des bénéficiaires avec l'autorisation pour eux de les affecter aux activités qu'ils ont conçues eux-mêmes. Cette méthode a pour avantage de prouver à chaque membre du groupement qu'on lui fait confiance a priori, pourvu que sa gestion soit limpide.

Ce système qui a été si bien décrit par Pierre Pradervand [dans son récent ouvrage *Une Afrique en marche*] . . . s'appelle Six S (Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel). Ni un projet, ni une entreprise coopérative, c'est une réplique musclée contre les effets de la faim. C'est une ONG qui octroie des prêts à des conditions douces aux groupements organisés sur la base des principes énoncés plus haut : banques de céréales, moulins à grains, élevage amélioré, maraîchage, artisanat, séchage et stockage de légumes, tissage de bandes, construction de charrettes, etc. Elle finance également sous forme de subventions la construction de barrages, de retenues d'eau, la lutte contre les feux de brousse et l'utilisation de foyers améliorés, l'action de conservation des eaux et du sol, le reboisement, des forages, des centres nutritionnels et pour la formation des agents de terrain. Elle soutient les efforts des paysans dans la recherche de technologies maîtrisables par les intéressés.

Déjà, les résultats prennent des accents inattendus. L'exode rural diminue visiblement. Au Walo (Sénégal) par exemple, les jeunes intellectuels reviennent au village et s'intègrent dans les groupements paysans pour travailler la terre.

Ces activités, outre le fait qu'elles apportent un gain pécuniaire non négligeable aux groupements, rapprochent les paysans entre eux, ce qui leur permet d'échanger idées et expériences. Une pensée chinoise illustre parfaitement cette idée : Si je te donne un œuf et que tu me donnes un œuf, chacun de nous a un œuf. Mais si je te donne une idée et que tu me donnes une idée, chacun de nous a deux idées.

La faim n'est pas une fatalité

Ces activités unissent les peuples et font de la lutte contre la faim une préoccupation quotidienne. Les méthodes de travail et les résultats obtenus convainquent chacun d'entre nous que c'est encore possible d'enrichir le sol érodé et d'en tirer des récoltes suffisantes pour vivre, que c'est possible d'élever animaux et volaille. Aujourd'hui des milliers d'hommes et de

«Il fallait trouver

le moyen de

responsabiliser les

populations de leurs

problèmes.»

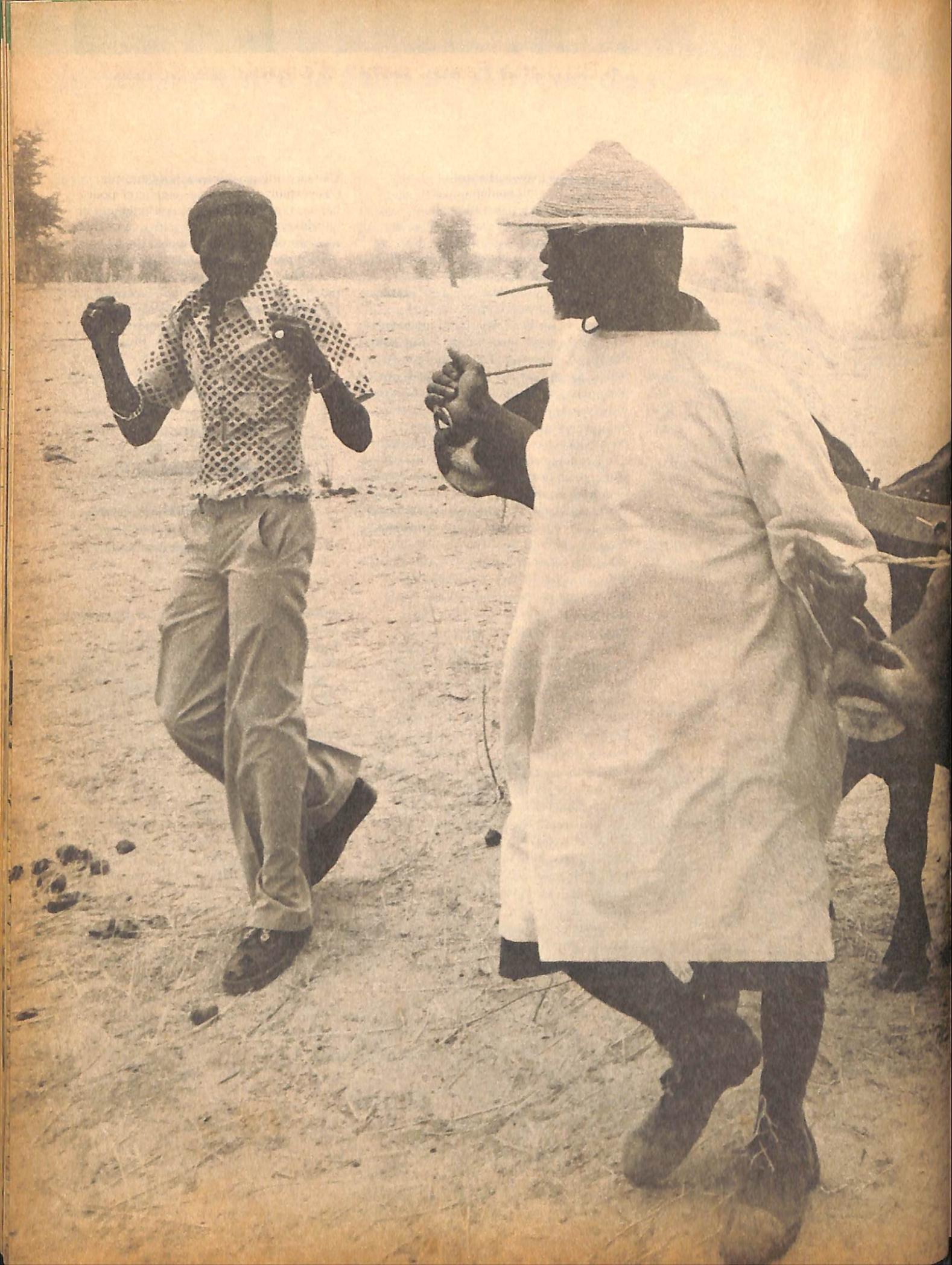
femmes le témoignent malgré les difficultés rencontrées et les échecs de toute nature. Paradoxalement, ces difficultés et ces échecs stimulent notre détermination.

Notre expérience est très modeste. Néanmoins, nous avons la conviction que la faim n'est pas une fatalité car nous avons pris conscience de nos forces et de nos capacités de nous organiser, de nous responsabiliser pour l'enrayer. Nous savons aussi que personne d'autre ne peut résoudre nos problèmes à notre place.

En attendant que les courants politiques, scientifiques et technologiques permettent la fin de la faim, le Tiers Monde doit pouvoir inventer des méthodes adaptées à la mentalité de ses hommes.

C'est pourquoi à Six S, nous avons puisé des profondeurs du passé des valeurs encore utiles pour essayer de circonscrire le présent, un présent vaste et complexe. L'avenir infini et sombre effraie le pessimiste et le paresseux. Mais pour le chercheur et l'entrepreneur, c'est un chapelet de perspectives et de stratégies qu'il faut organiser, dynamiser et maîtriser.

Où il à l'Afrique de demain. . . . ■



Le Burkina Faso : oasis d'espoir au Sahel

Tout ce que le peuple du Burkina Faso a accompli, il l'a fait en dépit de son environnement. Un territoire enclavé, de vastes terres infertiles, des pluies irrégulières, l'avance du Sahara et les invasions de mouches tsé-tsé et de simulies, telles sont les conditions peu enviables de ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Mais l'adversité semble réussir aux Burkinabés. Dans les régions arides du Nord, les habitants se sont mis à pratiquer des techniques de compostage, de récolte de l'eau, et de lutte contre l'érosion, qui redonnent vie au sol frappé par la sécheresse et augmentent la production agricole.

Le Burkina Faso est une nation de petits agriculteurs : 90 % de sa terre cultivable sont consacrés à l'agriculture de subsistance. La culture en saison sèche est pratique courante dans les régions urbaines de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et d'autres villes, en raison de la demande constante de produits agricoles. Et sur cette terre semi-aride, les agriculteurs ont même maîtrisé l'art de faire pousser des fraises pendant la saison sèche entre le mois de novembre et le mois d'avril, preuve de l'efficacité des incitations commerciales.

Cet art de retourner les choses à leur avantage se retrouve dans le nom d'une organisation agricole d'origine burkinabé qui connaît un grand succès : «Six S, Se servir de la saison sèche en savane et au Sahel».

Une année exceptionnelle

L'an dernier, le Burkina Faso a atteint une autosuffisance alimentaire nominale. Une pluviosité exceptionnellement bonne, lui a permis de produire un surplus important de denrées de base tels que le millet, le sorgho et le maïs. Néanmoins, la demande de riz et de blé, à la culture desquels les conditions du Burkina Faso se prêtent mal, a contraint le pays à continuer ses importations de nourriture.

Frappé par des sécheresses successives dans les années 70 et 80, le Burkina Faso a appris la prudence en ce qui concerne ses surplus. Les banques de stockage de grains sont courantes au niveau du village et de la nation. L'Office National des Céréales —

financé principalement par des dons de l'Allemagne de l'Ouest — a été créé pour stabiliser les prix et l'approvisionnement en céréales afin que personne dans ce pays n'ait à souffrir de la faim. Cet organisme a malheureusement été mal géré : un procès en corruption a été intenté l'an dernier contre plusieurs employés qui avaient détourné plus de 300 000 dollars des coffres.

Le principal obstacle qui s'oppose à l'auto-suffisance alimentaire du Burkina Faso est le transport des récoltes céréalières des régions productrices régulières de

L'adversité semble

réussir aux Burkinabés.

surplus vers les régions déficitaires. Comme dans beaucoup de pays africains, le mauvais état des routes et le manque de moyens de transport posent ici de sérieux problèmes.

La région la plus riche du pays est le sud-est où les cultures sont très variées. De la fin de la saison des pluies (aux environs d'octobre) jusqu'en mars ou avril, on trouve dans les marchés des villages un grand choix de produits traditionnels — okra, ignames, patates douces, haricots rouges et divers légumes verts.

Des vallées «libérées»

Si cette région est devenue une corne d'abondance, elle le doit en grande partie à l'Organisation mondiale de la santé et à la réussite de son programme de lutte contre l'onchocercose. Ce programme a permis de débarrasser les régions de la Volta Noire et de la Volta Blanche de la simulie, qui transmet la maladie débilante qu'est la cécité des rivières, «libérant» ainsi des terres fertiles qui avaient été abandonnées par les agriculteurs.

Depuis 1976, le gouvernement encourage vivement les agriculteurs des régions surpeuplées à venir s'installer sur ces terres. L'Autorité de développement des vallées des Volta (AVV) a parmi ses multiples tâches celle de développer la région et de superviser la production des nouveaux habitants. L'AVV s'occupe de l'alphabétisation, offre des crédits pour les intrants agricoles, charrues et bêtes de trait, aide à la commercialisation des récoltes et dirige un réseau de formation professionnelle doté d'un agent environ pour 50 agriculteurs.

◀ Près de Dori, au Burkina Faso, un instructeur explique comment labourer avec des bœufs.

Les agents de vulgarisation encouragent les pratiques telles que la rotation des cultures vivrières et commerciales, la bonification organique et chimique des sols, l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que la jachère. Les agriculteurs ont suivi ces conseils avec grand enthousiasme

La promotion des techniques organiques en production vivrière vise à protéger le fragile environnement du pays.

et ont vu leurs rendements augmenter considérablement, mais ils réservent leurs plus grands éloges à l'introduction des charrues à traction animale. Comme l'explique l'un d'entre eux : « Nos enfants étaient de plus en plus attirés par la ville. Mais sans eux, nous ne pouvons pas travailler. Maintenant que la charrue allège le travail et augmente les revenus financiers, ils acceptent plus facilement de rester. »

Les nouveau-venus installés dans la région décrivent leur réussite en termes simples : « Dans nos villages nats, nous mangions le matin les restes du dîner de la veille. Ici, nous faisons des petits déjeuners copieux. »

Les agriculteurs burkinabés sont motivés, durs à l'ouvrage et ouverts aux idées nouvelles. Les spécialistes du développement rural qui connaissent d'autres régions d'Afrique de l'Ouest en font fréquemment la remarque. Ces particularités ne sont nulle part plus manifestes que dans les provinces du nord où le mouvement Naam — la plus grande organisation d'agriculteurs d'Afrique — a contribué à une augmentation considérable du niveau de vie de ses 200 000 adhérents.

Croissance de bas en haut

Cette organisation, fondée par Bernard Lédéa Ouedraogo, fonctionne sur la base des groupes sociaux traditionnels des villages, les naams. Les naams ont fait passer leur attention des questions sociales aux problèmes de développement ; ils organisent des réunions et définissent les priorités à

adopter pour améliorer la vie quotidienne des villages. Cela peut être une banque de céréales, un moulin ou une école. Les membres participent financièrement ou par leur travail à ces projets et obtiennent des prêts de l'organisation la plus grande des Naams. Les représentants des divers villages se réunissent régulièrement pour mettre en commun leur expérience et leur savoir.

Le mouvement Naam a aussi pris l'initiative dans la promotion de l'exploitation agro-forestière, des techniques de conservation du sol (diguettes et plantation d'arbres), de culture potagère en saison sèche et même du planning familial. Ce programme connaît une telle réussite qu'il a valu à son fondateur — et par extension à ses 200 000 membres — le prix Leadership Afrique 1989 pour l'élimination permanente de la faim, décerné par le Projet Faim. (Voir l'allocation de M. Ouedraogo, p. 46).

Projets ambitieux pour le coton

Bien que le Burkina Faso ait surtout une agriculture de subsistance, il produit également quelques cultures pour l'exportation, en particulier les graines de sésame et du coton. La production de coton a en fait doublé au cours de la dernière décennie, un tiers des agriculteurs du pays en faisant actuellement la culture. Le gouvernement projette de doubler cette production d'ici le milieu des années 90,

grâce à un prêt de 42 millions de dollars de la Banque mondiale.

Bien que l'usage des engrais chimiques et des pesticides soit largement répandu dans les champs de coton, la promotion des techniques de culture organiques en production vivrière entreprise par le gouvernement vise à protéger le fragile environnement du pays. Conformément à ce souci, le Burkina Faso a été, en janvier 1989, l'hôte de la réunion annuelle de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture organique, le premier pays du Tiers Monde à avoir jamais tenu ce rôle. ■

— Marco Werman
Souleymane Ouattara

Habitant de la province septentrionale du Yatenga, d'où partit le mouvement Naam, cultivant son potager à la houe.



Les agriculteurs nigériens partagent leur savoir

Au mois d'août dernier des agriculteurs du sud du Nigéria se sont réunis à l'occasion du premier Forum des Agriculteurs sous l'égide de la Compagnie Nationale des Engrais du Nigéria (NAFCON). La manifestation avait pour but de leur donner l'occasion d'échanger des idées et de discuter des solutions aux problèmes agricoles les plus communs.

Le directeur des relations publiques de NAFCON déclara que sa société organisait ce forum parce qu'elle avait «foi et confiance dans les capacités des agriculteurs nigériens à résoudre leurs propres problèmes en se servant de leur intelligence et de leur expérience naturelles. Nous ne pensons pas, comme certains, que les agriculteurs du pays sont des ignorants».

Les entretiens au cours du Forum portèrent sur une grande variété de sujets et nombre d'idées utiles y furent émises.

Renouveler le sol

Silvanuss Legbara, agriculteur de la région de Gote dans l'Etat de Rivers, exposa un problème de plus en plus courant chez les petits exploitants agricoles africains. Il dit comment il y a quelques années, il vit décliner les rendements de son petit lopin de terre qu'il était constamment obligé de cultiver car il n'y avait pas d'autre terre qui lui aurait permis de le laisser en jachère.

Sa solution : alterner la culture des légumineuses comme les pois chiches et les fèves de soja qui remettent de l'azote dans le sol et de céréales comme le maïs et le riz. «En alternant ou en mélangeant les cultures, je peux travailler ma terre continuellement ce qui me donne plus de récoltes et de meilleurs rendements», dit-il d'un air triomphant.

«Une fois tous les trois ans, ajouta-t-il, je plante du mucuna (légumineuse à croissance rapide) sur un quart de ma terre pour la préparer à la culture de maïs hybride. Les résultats sont fantastiques.»

Finis les scarabées des ignames

Un agriculteur de l'Etat de Benue, Jonathan Larrimore, demanda au groupe ce qu'il devait faire des scarabées qui envahissaient chaque année les silos d'ignames. «Un petit scarabée brun foncé fait de petits trous dans le tubercule et y creuse des galeries», expliqua-t-il. Les tubercules prennent une couleur marron foncé, ajouta-t-il, et on ne peut plus les vendre.»

David Anim, de l'Etat de Cross River, lui dit : «J'avais aussi des scarabées jusqu'à ce que j'apprenne comment stocker les

ignames. Les tubercules doivent être manipulés délicatement pour éviter de les endommager pendant la récolte et le transport. Les ignames endommagées doivent être consommées immédiatement et non stockées. Pour conserver des ignames saines, il faut désinfecter la grange ou l'entrepôt avec un insecticide comme le Malathion ou le Gammalin 20.» Bien sûr, les ignames exposées à ces produits chimiques doivent être soigneusement lavées avant d'être consommées car les insecticides sont dangereux en cas d'ingestion.

Les feuilles de palme à la rescousse

Ce conseil d'un agriculteur de l'île Fidji, dans le Pacifique, est valable pour tous ceux qui habitent les régions tropicales vallonnées :

«Les petites parcelles à flanc de colline défrichées etensemencées de plantes à tubercules [telles que les pommes de terre, les ignames et le manioc] sont souvent soumises à l'érosion des sols pendant la saison des pluies [parce qu'il n'y a rien à la surface pour empêcher la terre de glisser]. Des feuilles de palme étalées à la surface du sol après la plantation peuvent réduire la perte de terre arable pendant les grosses pluies. De plus, les jeunes pousses bénéficieront de la croissance réduite des mauvaises herbes car les feuilles de palme diminuent la quantité de lumière atteignant la surface de la terre. Cette technique simple est particulièrement appropriée dans les régions où les palmiers sont [abondants] comme dans nos plantations.»

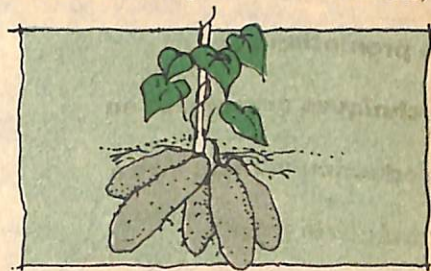
Extrait de *The Garden to Kitchen*, bulletin du Projet de l'UNICEF Family Food Production and Nutrition de Suva, Iles Fidji.

Si vous avez une idée pour améliorer la culture des plantes, la récolte, l'emmagasinement, la commercialisation, la conservation ou toute autre activité agricole que vous désiriez partager avec d'autres agriculteurs, envoyez-la à : Conseils aux agriculteurs, *L'Agriculteur Africain*, The Hunger Project, One Madison Avenue, New York, NY 10010, Etats-Unis d'Amérique. Veuillez donner le plus de détails possibles et inclure une photo ou un dessin.

La plantation des ignames

Un planteur d'ignames sur grande échelle de l'Etat d'Ondo, Bola Oni, donna des conseils utiles sur la façon d'obtenir un nombre maximal de tubercules d'ignames pour les planter :

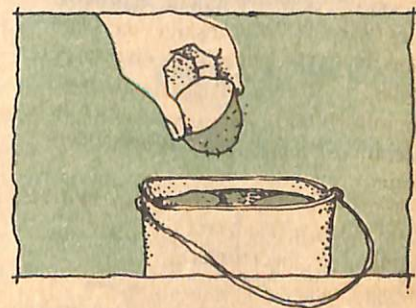
1. Choisir des ignames saines et propres qui ont commencé à germer (généralement deux à trois mois après avoir été récoltées).



2. Les couper en morceaux cylindriques de cinq centimètres de long environ.



3. Empêcher ces morceaux d'ignames de pourrir en les trempant dans un mélange de cendre en suspension dans de l'eau (une poignée de cendre de bois par litre d'eau).



4. Faire germer les morceaux d'ignames dans des couches avant de les transplanter en pleine terre.



C'est ainsi que M. Oni obtient un grand nombre de plants d'ignames à partir de quelques tubercules. ■

— Femi Ajayi

David Masai : une petite exploitation prospère

Sur 1,2 ha de terres, dans le district de Machakos, au Kenya, David Masai démontre que le succès de l'agriculteur n'est pas limité à la taille de son exploitation. En fait, son assortiment inhabituel de cultures est un modèle d'économie agronomique.

merveille. Toujours prêt à expérimenter, il planta aussi des noisetiers d'Australie et des fraisiers.

M. Masai possède maintenant quelque 1500 caféiers et emploie souvent trois ou quatre ouvriers agricoles pour l'aider. «Je

en 1986 et selon les prévisions officielles cette augmentation se poursuivra.

M. Masai cultive surtout des avocats, qu'il vend à des intermédiaires qui les vendent à leur tour à l'exportation. Pour augmenter ses revenus, dit-il, «j'essaie une nouvelle variété qui met au moins quinze jours à mûrir après la récolte, ce qui est idéal pour l'exportation, compte tenu du transport.»

Quant aux papayes, aux noisettes d'Australie et aux mangues, il les vend à des fruitiers au marché de Machakos.

Son succès soutenu lui a permis de se diversifier davantage. L'année dernière, il a confié à sa femme la direction d'un élevage de volailles. «Nous avons fait un emprunt à la Société de crédit agricole et nous avons commencé avec 300 poulettes, surtout des pondeuses.»

Jusqu'à présent les affaires marchent à merveille et les Masai sont parvenus à vendre presque tous leurs œufs au marché. M. Masai compte pouvoir bientôt rembourser son emprunt et développer encore son exploitation. Il se plaint cependant : «Nous avons des ennuis à cause de l'irrégularité de l'approvisionnement en aliments pour volailles et de la hausse de prix des intrants.»

Quoi qu'il en soit, son élevage réussit si bien qu'il a même fait l'objet d'une émission radiophonique à la Voix du Kenya, pour un programme d'information agricole. «Les choses se sont très bien passées, en grande partie grâce aux pluies. Il faut le dire, je n'ai pas à me plaindre des pluies. Ma ferme n'est pas grande, mais pratiquement tout ce que je plante pousse bien.»

David Masai est un des petits agriculteurs kenyens qui ne disposent que d'une superficie exploitable limitée, mais il a amplement démontré qu'une bonne gestion et une bonne planification permettent d'obtenir sur de petits terrains des rendements et des bénéfices intéressants. ■



Wilfred Machua

Son assortiment inhabituel de cultures est un modèle d'économie agronomique.

Ayant quitté son emploi à la Commission portuaire du Kenya à Mombasa, il commença à travailler sa terre, de dimensions modestes, en 1961. Afin d'en maximiser le potentiel, il avait réservé un tiers de la superficie à une culture de rapport, le café, et planté du maïs, des bananiers et des avocatiers sur le reste.

Mais voyant augmenter les frais de nourriture, d'habillement et d'éducation de ses six enfants, M. Masai se rendit à l'évidence : il devait faire davantage de cultures commerciales.

Il se mit à alterner les cultures et planta des papayers et des avocatiers entre ses caféiers. Ceci, note-t-il, n'affecte aucune de ces trois cultures. A l'espacement voulu et en appliquant les engrais adéquats, les cultures alternantes peuvent être très rentables. Les papayers, dit-il, se portent à

cultive le café surtout pour l'exportation», dit-il. Il exprime ses préoccupations devant les récentes hausses de prix des intrants. Les engrais chimiques importés qu'il achète à l'Association des cultivateurs de grains du Kenya sont non seulement chers, mais leur distribution est également peu fiable.

Il doit aussi pulvériser des pesticides. «Les caféiers, explique M. Masai, exigent beaucoup de soins et avec la baisse des cours du café, il est difficile de prévoir combien je vais gagner.» L'an dernier, son café ne lui a rapporté que 14 000 KSh (650 dollars) alors qu'à certaines saisons, il rapportait auparavant jusqu'à 20 000 KSh (925 dollars).

L'horticulture rapporte

La chute des prix du café a poussé M. Masai vers les cultures horticoles, en particulier les fruits, les légumes et les noix.

«J'ai consacré progressivement une surface de plus en plus grande à ces cultures», dit-il. Il n'est pas le seul agriculteur kenyen à l'avoir fait. Au cours des dernières années, le pays a considérablement accru ses exportations horticoles vers l'Europe : d'un montant de 3,1 millions de shillings en 1968, celles-ci avaient atteint la somme de 630,4 millions

David Masai: Shamba Dogo Limemletea Ufanisi

Nous présentons ci-dessous le profil de David Masai en kiswahili, langue officielle de son pays, le Kenya. Pour permettre à un nombre plus élevé de lecteurs de profiter de L'Agriculteur Africain, nous publierons désormais le profil d'agriculteurs qui ont connu la réussite dans la langue la plus répandue dans le pays de l'agriculteur faisant l'objet de l'article, ainsi qu'en français.

Katika shamba lake la ekari tatu (hekta 1.2) lililoko Wilaya ya Machakos, Kenya, David Masai amethibitisha ufanisi wa mkulima hautegemei ukubwa wa shamba lake, jambo ambalo amelithibitisha wazi kutokana na mchanganyiko wa mimea aliyopanda katika shamba lake usio wa kawaida.

Alianza kushughulikia ploti yake dogo mnamo 1961, baada ya kuacha kazi katika Halmashauri ya Bandari ya Kenya (KPA), Mombasa. Kulitumia kikamilifu ili kujipatia faida, bila kujali eneo lake, Bw Masai alitenga thuluthi moja ya shamba hilo kupanda kahawa, zao la kuleta pesa, na katika eneo lililosalia, alipanda mahindi, ndizi na matunda aina ya "avocado."

Hali hiyo ilibadilika hatimaye baada ya gharama ya kulisha, kuvisha na kuelimisha watoto wake sita kupanda. Hatimaye, Bw Masai alisema alivumbua hana budi kukuza mimea zaidi kwa madhumuni ya kujipatia faida.

Kutumiwa kikamilifu na kujifaidi awezavyo kutokana na shamba lake dogo, Bw Masai alianzisha upandaji wa mimea mbali mbali. Alipanda mipaipai na miti ya matunda ya "avocado" katika shamba lake la kahawa, jambo ambalo haliathiri mazao hayo yote matatu. Alisema: "Mradi hupandi mimea mingi sana na unatumia aina za mbolea ya chumvi (fatalaiza) zifaazo, ukuzaji wa mimea mingi pamoja unaweza kuleta faida. "Hasa mipaipai inakua vizuri sana," alisema Bw Masai ambaye kila mara yuko tayari kufanya majaribio, amepanda macadamia na miti ya matunda aina ya "strawberry."

Bw Masai ana karibu mikahawa 1,500 shambani na mara kwa mara, huajiri vibarua watatu kumsaidia kuitunza. Alisema: "Kahawa ninayokuza huwa ya kuuzwa nje." Aliongeza kwamba anasikitishwa na kupanda hivi majuzi kwa bei za vifaa muhimu kwa zao hilo. Bw

Masai hununua fatalaiza kutoka kwa chama kikuu cha wakuza nafaka nchini (KGGCU) ambayo huwa imeletwa nchini kutoka nje. Alisema fatalaiza hiyo huwa ghali na ugawaji wake hauwezi kutegemewa.

Kadhhalika, kahawa inahitaji kunyunyuziwa dawa ya kuulia wadudu. Alisema: "Mikahawa inahitaji kutunzwa vizuri na kunyunyuziwa dawa na kufuatia kushuka kwa bei za kahawa ulimwenguni, siwezi kubashiri pesa nitakazopata kutoka kwa zao hilo." Katika msimu uliopita, mauzo ya kahawa yalimpatia Sh14,000 (dola 875 za Amerika) pekee, hali hapo awali, amewahi kujipatia hata Sh20,000 (dola 1,250 za Amerika) katika msimu mmoja.

Kujifaidi kutokana na ukuzaji wa mboga na matunda

Kutokana na kushuka kwa bei ya kahawa, Bw Masai aliamua kuanzisha ukuzaji wa matunda, mboga na njugu.

"Baada ya muda, nilianza kuongeza eneo la shamba ambapo nilikuwa nimepanda mazao hayo," alisema. Katika miaka ya hivi karibuni, kiasi cha mboga, matunda na maua ambacho nchi hii imekuwa ikiuza nje kimeongezeka, hasa katika Ulaya. Mnamo 1968, ilipata Sh3,100,000 lakini kufika 1986, ilikuwa ikijipatia Sh630,400,000 kutokana na uuzaji nje wa mavuno ya mazao hayo, na Serikali inakisia pato kutoka kwayo litazidi kuongezeka.

Akigusia matunda ya "avocado," Bw Masai alisema kwa kawaida, anayauzia walanguzi ambao hatimaye huyauza nje. Katika kujaribu kujiongeza kiasi cha faida anayopata, alisema: "Nimekuwa nikijaribu kukuza aina mpya ya matunda hayo ambayo huchukua muda wa majuma mawili kuiva baada ya kuchumwa. Aina hiyo inafaa kwa kuuzwa nje kwa sababu huwa hayaharibikii njiani."

Bw Masai alisema mapaipai, macadamia na maembe anayovuna, huyauzia wafanya biashara katika soko jirani la Machakos.

Isitoshe, kutokana na ufanisi wa shamba hilo, ameweza kuanzisha miradi mingine. Mwaka jana, alimpatia mkewe jukumu la kusimamia mpango mpya aliouanzisha wa kufuga kuku. "Tulipata

mkopo kutoka kwa shirika la kupatia wakulima mikopo nchini (AFC) na kuanza kwa kufuga kuku 300 hasa wa kutaga mayai."

Ukuzaji wake wa kila

aina za mazao usio wa

kawaida, umethibitisha

wazi jinsi shamba

linavyoweza kutumiwa

kikamilifu kuleta faida.

Kufikia sasa, mradi huo umekuwa ukiwaletea faida kubwa. Bw Masai na mkewe wameweza kuuza karibu mayai yote wanayopata na matumaini yake ni kwamba hivi karibuni, atafaulu kulipa mkopo anaodaiwa na kupanua shughuli zake za kilimo. Lakini alilalamika: "Tunakabiliwa na tatizo la kupata chakula cha kuku tunapokihitaji pamoja na kupanda kwa bei ya vifaa vingine muhimu."

Hata hivyo, mradi wake wa kufuga kuku umefaulu na wakati mmoja, habari zake zilisimulia katika radio ya Sauti ya Kenya. "Mambo yamekuwa shwari na ninashukuru sana kwa sababu sijawahi kutatizwa na mvua hapa. Ingawa shamba langu ni dogo, cho chote ninachopanda hukua vizuri."

Bw Masai ni mmoja wa wakulima wengi wadogo walioko nchini Kenya, ambao tatizo lao kubwa, ni kiasi cha mashamba yao. Lakini amethibitisha wazi kwamba kwa kuzingatia usimamizi mzuri na mipango ifaayo, shamba dogo linaweza kutoa mavuno mengi na kuleta faida kubwa. ■

— Wilfred Machua



Mise en valeur de la terre en Sierra Leone

C'est en 1986, année où la Sierra Leone commença officiellement sa révolution verte, que vint à Charles Mason sa propre idée d'une révolution agricole dans sa province du Sud natale. «Il y avait là, dans notre région, une terre vaste et fertile qui n'était pas bien mise en valeur», nous dit M. Mason, cadre d'assurance, fondateur du Projet Agricole de Mogbele.

M. Mason habite la capitale, Freetown, mais la famille de sa mère possède de la terre dans sept villages de la région de Taiama du district de Kori, au sud-est de Freetown. «J'ai conçu l'idée du projet en 1986 lorsque,

Travailler en vue d'un

but commun

accroît la productivité.

de retour à Taiama pour de brèves vacances, j'ai étudié les besoins de la population locale», explique-t-il. L'un de ces besoins • était une source stable de nourriture.

- La plupart des habitants de la région sont de simples fermiers possédant de petits lopins de terre -- en général un dixième d'hectare -- qui produisent tout juste assez de nourriture pour les besoins de leurs familles. «Face à des problèmes pressants, dépenses scolaires ou médicales, ils devaient se résoudre à vendre une partie de leur propre nourriture», confie M. Mason. Avec une force de travail coopérative et plus de terres, il était sûr que les fermiers auraient toujours de la nourriture et un revenu.

«Quand j'ai parlé de l'idée d'un projet agricole aux chefs et aux anciens de ces villages, ils ont manifesté beaucoup d'enthousiasme. Tous les chefs souhaitaient que le projet soit établi dans leur propre village mais c'est Mogbele, situé sur la route principale de Freetown à Bo, qui fut choisi.»

En février 1988, commença l'exploitation d'une ferme de 8 hectares appartenant à la famille de Charles Mason. Il engagea des gens du voisinage pour y travailler. Un technicien agronome diplômé se joignit à eux, ainsi que deux représentants officiels de chaque village, chargés de transmettre aux autres villageois ce qu'ils apprennent au cours du projet. Estimant que l'importance de la contribution féminine à l'agriculture

n'est pas suffisamment reconnue, M. Mason veilla à recruter des femmes ainsi que des chômeurs, hommes et jeunes garçons.

Une source constante de revenus

Le projet de Mogbele produit les principales récoltes locales, dont le riz irrigué et le riz de nappe, le manioc, le maïs, les arachides et divers légumes. Les travailleurs touchent un salaire journalier de 40 leones (0,64 dollar) en nourriture et en espèces.

Les produits de la ferme sont vendus aux villageois à des prix bien plus bas que ceux des commerçants locaux, produisant ainsi un revenu suffisant pour payer les ouvriers. «Dans les années à venir, si la production est bonne, nous comptons garder 75 % de cette récolte [et la vendre] aux membres de la communauté, dit M. Mason. Nous garderons 10 % pour la saison suivante et en vendrons 15 % pour acheter du matériel, des engrais et des herbicides.»

«Je pense que nous réussirons parce que le projet n'est pas limité aux cultures saisonnières. Nous plantons et nous récoltons tout au long de l'année, ce qui assure une source permanente de revenus.»

Francess Laggah s'est associée au projet après que son mari l'ait abandonnée avec ses trois enfants. «En travaillant pour le projet, dit-elle, je gagne de l'argent et de la nourriture pour subvenir aux besoins de ma famille.»

Umu Taylor est contremaîtresse, chargée des ouvrières. «A l'origine, dit-elle, les femmes avaient une réaction négative aux emplois qui n'étaient pas centrés autour de leur famille immédiate. Mais maintenant elles ont conscience de faire partie du projet.»

Les hommes aussi ont bénéficié du projet. «Je suis charpentier de profession, dit Frank Kuvoma, mais par suite de changements dans la situation économique, mes revenus ont diminué. Depuis le début du projet, j'ai pu motiver les gens et leur faire comprendre les bénéfices que celui-ci apporte à la communauté.»

Pour aider les agriculteurs qui ne sont pas employés au projet, M. Mason a fondé une coopérative locale qui compte à présent 56 membres. Ceux-ci obtiennent de la coopérative des semences et des prêts et en retour lui vendent le surplus de leurs récoltes. La coopérative stocke la nourriture et la revend plus tard à ses membres à des prix raisonnables.

Un entrepôt et un moulin

Le Projet Mogbele connaît cependant certains problèmes. «La saison dernière, la récolte a été bonne, dit M. Mason, mais nous avons subi de lourdes pertes par la suite, faute d'entrepôt et d'aire de séchage.»

Le groupe espère construire ces installations dès que possible. Il veut aussi acquérir une batteuse mécanique et une glaceuse pour le riz, pour éviter aux femmes ces longues besognes. De plus, les travailleurs pensent que «nous devrions mouliner notre riz et notre maïs nous-mêmes», dit M. Mason, parce que nous voyons bien que quand nous vendons notre riz brut aux commerçants, ils le revendent deux à trois fois plus cher après l'avoir moulu.»

Cela exige des fonds supplémentaires et M. Mason fait appel aux agences de développement en Sierra Leone pour obtenir des dons ou des prêts. Il a déjà dépensé 150 000 leones (2 400 dollars) de son propre argent et de celui d'un ami pour acheter semences et outils, louer des tracteurs et payer les frais de transport.

Actuellement, tout ce qui est produit par le projet sert à payer les participants et les intrants. Mais M. Mason est convaincu que «avec du capital et une gestion convenable, après quelques plantations, le projet pourra se dispenser de recourir à des fonds extérieurs.»

Outre le revenu que le projet assure aux villageois, dit-il, «sa plus grande réussite a été de démontrer que travailler en vue d'un but commun accroît la productivité.» ■

—Arthur de Graft-Rosenior

Le courrier des lecteurs

Les agriculteurs tanzaniens nous soutiennent

Nous souhaitons attirer votre attention sur l'existence de notre organisation, les Clubs des jeunes agriculteurs tanzaniens. Nos buts principaux sont le développement de la petite exploitation agricole, le perfectionnement des méthodes de culture et d'élevage, et l'utilisation plus efficace des outils et des machines.

Nous aimerions adhérer au Projet Faim et désirerions aussi recevoir 1000 exemplaires de *L'Agriculteur Africain* pour les distribuer à nos centres dans tout le pays, ainsi qu'à des agriculteurs particuliers.

Philotheus S. Lisanga
Clubs des jeunes agriculteurs tanzaniens
Dar es-Salaam, Tanzanie

Aider l'agriculteur c'est aider l'Africain

Permettez-moi, au nom de mon gouvernement, des agriculteurs, des pasteurs, des pêcheurs de mon pays et en mon nom propre, de vous remercier pour vos courageuses initiatives entreprises dans le cadre du Projet Faim. Parmi celles-ci, la présente publication ouvre une fenêtre d'une valeur inestimable sur les problèmes et les espoirs du paysan africain.

La noble tâche à laquelle est consacré *L'Agriculteur Africain* ne manquera pas de soutenir concrètement les hommes et les femmes africains que confrontent de dures réalités encore aggravées par des catastrophes naturelles (sécheresses, inondation, infestation de criquets pèlerins...).

Soyez assuré que pour notre part nous apporterons notre contribution à cette noble tâche qui vise à l'amélioration des conditions de vie de l'agriculteur africain, et par là même de l'Africain, tout simplement, qu'il vive en milieu rural ou urbain.

Mohamed Moussa Chehem
Ministre de l'agriculture et du
développement rural
République de Djibouti

Aider à nourrir le pays

Je serais très heureux de recevoir les premiers numéros de *L'Agriculteur Africain* pour me documenter sur les diverses techniques agronomiques et sur la lutte contre l'érosion, les insectes, la sécheresse et autres problèmes.

Je viens d'acheter des terres de grande superficie, si grande, en fait, que j'ai dû acheter 8000 ignames à planter. J'ai aussi l'intention de cultiver du manioc en quantité suffisante pour nourrir plus de 200 personnes par an.

En raison du nombre de gens qui ont à faire face à la faim dans mon pays, j'ai décidé de retourner à l'agriculture pour aider à produire suffisamment de nourriture pour les gens de mon district.

Innocent B. Okonor
Port Harcourt, Nigéria

Soutien international

Je suis ravi d'avoir reçu un exemplaire de *L'Agriculteur Africain* et l'ai lu avec grand intérêt.

C'est là une excellente publication et je vous félicite de vos efforts, de votre persévérance et de votre admirable travail. Une publication absolument remarquable.

Sadrudin Aga Khan
Genève, Suisse

Chercheurs et petits propriétaires

C'est avec grand plaisir que j'ai lu le premier exemplaire de *L'Agriculteur Africain*. En tant qu'agronome faisant des recherches en Afrique sub-saharienne depuis 1982 sur cette importante culture vivrière qu'est le riz, à l'Institut international d'agronomie tropicale, je suis impressionné par votre publication.

Je suis en étroite relation avec de petits exploitants agricoles de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, du Nigéria en particulier, et je puis vous assurer qu'ils sont au cœur de nos préoccupations. Beaucoup d'entre eux bénéficient de nos recherches ; d'autres, cependant, ont encore à apprendre. Quoi qu'il en soit, l'élimination de la faim est une tâche d'une importance telle qu'elle mérite notre soutien inconditionnel.

V.T. John
Programme de recherches rizicoles
Institut international d'agronomie tropicale
Ibadan, Nigéria

Les profits de l'Afrique aux Africains

Je suis heureux de l'attention soutenue que *L'Agriculteur Africain* accorde aux agriculteurs particuliers et je l'en félicite. Je trouve cruciaux et révélateurs les problèmes et les solutions pratiques exprimés par ceux dont la vie dépend d'une lutte quotidienne en vue de produire et de commercialiser les cultures vivrières. J'apprécie aussi particulièrement l'importance que vous accordez aux femmes, non seulement en tant que travailleuses agricoles mais aussi en tant que dirigeantes et organisatrices au niveau de la communauté.

Un sujet abordé dans les pages de votre revue est la situation macro-économique défavorisée du développement agricole en Afrique. En tant qu'organisation dont la mission est l'élimination de la faim dans le monde, vous devez regarder la réalité en face : certains individus, entreprises et pays réalisent d'énormes profits en exportant et en important les produits agricoles africains et les intrants. Le rapport de forces inéquitable entre ces entités et l'agriculteur africain vient exacerber la situation déjà difficile de l'Afrique rurale. Aux Etats-Unis, les fermiers du Middle West ont subi une exploitation semblable de la part des compagnies de chemin de fer à la fin du siècle dernier. En se syndiquant et en faisant connaître leur situation, ils sont parvenus à prendre un pouvoir suffisant pour amener un changement par l'intervention du gouvernement.

Tant que les forces commerciales africaines ne seront pas contraintes à accorder aux agriculteurs des incitations accrues pour la production de surplus, la faim maintiendra son emprise sur le continent.

Roger Clapp
Projet de réaménagement agricole
du Nil occidental
Districts d'Arua-Moyo, Ouganda

L'Agriculteur Africain invite ses lecteurs à communiquer leurs réactions, leurs commentaires, leurs suggestions et leurs opinions pour qu'ils soient inclus dans ce courrier. Prière d'adresser vos lettres à : The Hunger Project, Courrier des lecteurs, *L'Agriculteur Africain*, One Madison Avenue, New York, NY 10010, USA

1989 : année difficile pour les producteurs africains

La chute des prix de la plupart des produits agricoles depuis une décennie a précipité les pays africains dans un cercle vicieux. Les revenus à l'exportation de nombre de ces pays dépendent de quelques produits. Quand les prix baissent, les pays s'efforcent de produire davantage pour tenter de limiter les pertes de revenus. Ce faisant, ils ajoutent au surplus mondial de nombreuses denrées, ce qui ne fait qu'accroître encore la baisse des prix.

Les prix du café et du cacao, deux des principaux produits de l'Afrique, ont atteint en 1989 leur niveau le plus bas depuis 14 ans. Ceci est dû à l'écroulement des cartels internationaux qui stabilisaient les prix en limitant les quantités que les producteurs pouvaient exporter.

L'Organisation Internationale du Café, n'étant pas parvenue à résoudre les désaccords entre ses membres, a suspendu les quotas à l'exportation en juillet dernier. Les producteurs ont inondé le marché et les prix se sont effondrés d'environ 40 %. Si les prix ne remontent pas, les 25 nations membres de l'Organisation Interafricaine du Café pourraient perdre cette année jusqu'à un milliard et demi de dollars.

En 1989, l'Organisation Internationale du Cacao a perdu tout contrôle sur les prix du cacao qui ont chuté environ de moitié. Quand l'offre dépasse largement la demande, l'achat par l'ICCO d'une quantité suffisante de cacao permet normalement de stabiliser des prix mais en raison d'un manque de fonds, l'ICCO n'a pas pu intervenir l'an dernier.

Les pays comme la Côte d'Ivoire et le Cameroun qui tirent du cacao et du café une grande partie de leurs revenus à l'exportation, ont transmis les réductions de prix aux cultivateurs. Pour la saison 1989-90, ces deux pays ont réduit les prix à la production du café et du cacao d'environ 50 % en moyenne, ce qui signifie qu'un grand nombre d'agriculteurs verront leurs revenus diminuer de moitié cette année.

L'année dernière, l'Afrique a aussi dû faire face à des prix déprimés pour le tabac, le caoutchouc, l'huile de noix de coco et de palme en raison de surplus sur le marché mondial, des restrictions à l'importation des pays développés et d'une production accrue en Asie.

Quelques bonnes nouvelles

Les prix du thé ont atteint en 1989 un maximum pour les trois dernières années en raison d'une production limitée en Inde et à Sri Lanka et d'une demande accrue en

Union Soviétique, laquelle cette année, surpassera peut-être l'Angleterre comme premier consommateur de thé du monde. On s'attend à ce que la demande dépasse l'offre en 1990, ce qui maintiendra les prix à leur niveau élevé.

Autre bonne nouvelle : les surplus mondiaux de coton et de sucre sont en train

de diminuer. La demande de ces deux produits dépasse l'offre et les analystes prévoient qu'en 1990, les stocks mondiaux atteindront leurs niveaux les plus bas de ces neuf dernières années. Les prix de ces deux produits ont augmenté l'an dernier et on s'attend à ce qu'ils restent stationnaires. ■

— Christian Howlett Spoor

PRODUITS EXPORTES PAR PAYS

Principaux producteurs africains

CA CAO

	Tonnes 1988-89	% du revenu total des exportations
Côte d'Ivoire	820 000	*29% (1988)
Ghana	305 000	59% (1987)
Nigéria	180 000	3% (1987)
Cameroun	125 000 (est.)	14% (1987)

CA FE

	Tonnes 1988-89	% du revenu total des exportations
Ethiopie	180 000	56% (1987)
Ouganda	180 000 (est.)	97% (1988)
Cameroun	153 000	10% (1987)
Kenya	125 000 (est.)	26% (1988)
Zaïre	97 000 (est.)	16% (1986)
Madagascar	84 600	44% (1986)
Côte d'Ivoire	83 000	*18% (1988)
Tanzanie	51 000 (est.)	48% (1986)
Rwanda	42 000 (est.)	82% (1987)
Burundi	35 200 (est.)	68% (1987)

COTON

	Tonnes 1988-89	% du revenu total des exportations
Egypte	900 000 (est.)	9% (1987)
Soudan	394 000 (est.)	44% (1986)
Zimbabwe	279 000 (est.)	5% (1987)
Côte d'Ivoire	256 000 (est.)	5% (1988)
Tanzanie	245 000 (est.)	*9% (1986)
Mali	240 000 (est.)	*38% (1986)
Burkina Faso	174 724	37% (1986)
Cameroun	165 400	2% (1987)
Tchad	115 000	43% (1986)

ARACHIDES

	Tonnes 1988-89	% du revenu total des exportations
Nigéria	720 000 (est.)	—
Sénégal	700 000 (est.)	*22% (1986)
Soudan	527 000 (est.)	<1% (1986)
Zaïre	400 000 (est.)	—
Malawi	192 000 (est.)	3% (1986)
Gambie	110 000 (est.)	*81% (1986)

* Comprend les produits de la même famille.
— Produit non exporté par ce pays (est.) Chiffre non officiel du gouvernement ou estimation de l'industrie ou de la FAO.

Principaux producteurs africains

CAOUTCHOUC

	Tonnes 1988-89	% du revenu total des exportations
Lybie	89 000	23% (1987)
Nigéria	73 000 (est.)	<1% (1986)
Côte d'Ivoire	54 000 (est.)	3% (1988)
Cameroun	26 000 (est.)	<1% (1986)
Zaïre	17 000	1% (1986)

SUCRE

	Tonnes 1988-89	% du revenu total des exportations
(brut, centrifuge)		
Afrique du Sud	2 260 000 (est.)	1% (1986)
Egypte	1 029 000 (est.)	—
Ile Maurice	625 000	32% (1988)
Maroc	475 000 (est.)	—
Swaziland	463 000 (est.)	40% (1986)
Kenya	458 000 (est.)	<1% (1986)
Soudan	445 000 (est.)	—
Zimbabwe	442 000 (est.)	3% (1986)
La Réunion	250 000 (est.)	73% (1986)
Ethiopie	195 000 (est.)	—
Malawi	162 500	10% (1989)

THE

	Tonnes 1988-89	% du revenu total des exportations
Kenya	164 000	19% (1988)
Malawi	35 000	10% (1987)
Zimbabwe	17 000 (est.)	1% (1986)
Tanzanie	15 000 (est.)	4% (1986)
RWanda	8 000 (est.)	11% (1987)

TABAC

	Tonnes 1988-89	% du revenu total des exportations
Zimbabwe	120 000	18% (1987)
Malawi	86 100	61% (1987)

Sources: Africa Analysis; Africa Research Limited; Africa South of the Sahara, 1989 (Europa Publications Ltd.); African Business; African Economic Digest; Rapports de pays du Service de renseignements de l'Economist; Annuaire de production FAO, 1988; Annuaire commercial FAO 1987; Banque mondiale; Gouvernement du Burkina Faso.